

Le carrefour congolais

Pour la collaboration entre les recherches anthropologiques,
les Programmes développement, les Medias et les Entreprises en DRC



**La revue du Centre des Savoirs
Congolais COPRAME**

N° 1 - Mars 2019
Kinshasa RDCongo

Périodicité: Biannuelle
Rédaction et direction:
Professeure Julie Ndaya Tshiteku

LE CARREFOUR CONGOLAIS

Pour la collaboration entre les recherches
anthropologiques, les Programmes
développement, les Medias et les Entreprises en
DRC

La revue du Centre des Savoirs Congolais
COPRAME

No 1 - Mars 2019

Kinshasa RD Congo

Périodicité : Biannuelle

Rédaction et direction: Professeure Julie Ndaya
Tshiteku

ISSN 2665-9875

© Editions Kimpa Vita, 2019
editions.kimpavita@gmail.com

Les Pays-Bas

En couverture : Lé d'un ntshak
Au Royaume du signe
1988, éditions Adam Biro

EQUIPE EDITORIALE

Professeure Julie Ndaya Tshiteku, Professeur Mumbembele Placide, Professeur Didace Kasiama, Professeur Delphin Kayembe, Professeur Célé Manianga, CT Augustine Kilau, Serge Kapanga Kule, Kabitshwa Ngun, Gauthier Boyoko, Jean Claude Bimwala, Sébastien Maluta, Joseph Musiki Kupenza, Kisita Nkandi Marcelline.

CONSEIL EDITORIAL

Professeur Basile Osokonda (UNIKIN), Professeur Mumbembele Placide (UNIKIN), Professeur Lapika Dimonfu (UNIKIN), Professeure Victorine Neka (UNIKIN), Marcelline Kisita Nkandi (RODHECIC), Professeur Jeannot Wingenga (UNIKIN), Professeur Jean Pierre Mpiana (UNIKIN), Professeur Ekala (UNIKIN), Professeur Kasiama (UNIKIN), Professeur Nkumu (UNIKIN), Professeur Palama Bongo (UNIKIN), Prof Mazarin Mfuamba Katende (ISP Kananga), Professeur Lumumba Twaha (Université de Kisangani), Jean Claude Bimwala (FIDA, Le Climat Tempéré News » et www.touteheure.com), Professeur Olela, Professeur Muya, Prof Musenge, Professeur Boleli (UNIKIN), Professeur Gudijika (UNIKIN), Professeur Adélard Nkuanzaka Inzanza (UNIKIN).

Adresse: Bureau Faculté des Sciences Sociales, Administratives et politiques, Université de Kinshasa

Email: j.ndaya@gmail.com

Point de vente de la revue : Bureau du département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa.

La Revue du Centre des Savoirs Congolais

Numéro 1
Mars 2019
Kinshasa-RDC

SOMMAIRE

LES CONTRIBUTEURS	7
EDITORIAL	11
La coopération entre ONG, Recherches Académiques et Media pour l'ancrage du développement au Congo Par Julie NDAYA TSHITEKU	15
Plaidoyer pour un dialogue constructif entre deux mondes : organisations non gouvernementales internationales et Université. Points de vue d'un anthropologue Par Delphin KAYEMBE KATAYI	33
L'apport des Ong et des médias à l'intégration des soins de santé mentale dans le plan national de développement sanitaire en République Démocratique du Congo. Par Serge KAPANGA KULE	55
Créer un nouveau jeu à travers d'un 'secteur pluriel' aligné : La théorie et la pratique du cas de l'exploitation des mines en RDC. Elly RIJNIERSE	75
La cohabitation recherche, Ong et média: Quels obstacles et quelles solutions? Réflexion menée dans le miroir de l'étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi , dans le Kwango . Par Joseph MUSIKI KUPENZA	91
L'interprétation de la malnutrition dans les Eglises de réveil à Kinshasa Cas des enfants Sorciers Par Delphin MUBANGA LABENG	109

Expérience de collaboration entre ONG et anthropologues Cas
d’Ebola dans la province de l’Equateur, DRC Par Célé
MANIANGA DEPAUL 125

La problématique de la prestation effective des Ongs, des médias
et de la recherche à l’Est de la République Démocratique du Congo
en proie à l’insécurité perpétuelle. Par Emery Patrice LUMUMBA
TWAHA 135

Collaboration entre l’Anthropologie, ONG et média pour un
développement Intégré Par Jean KABITSHWA NGUN 149

Rôle des médias dans l’action et la recherche Par Jean Claude
BIMWALA 155

ONGS et la pratique de terrain: un constat Par Marcelline KISITA
NKANDI 167

LE LABORATOIRE DU CARREFOUR 171

Les noms des forêts et leurs significations à Mayoko Kwilu Par
Augustine KILAU 173

LES CONFERENCES 211

Avril 2018 : « L’impact économique et social des conflits sur les
femmes congolaises ». 213

ARTICLES DANS LES JOURNEAUX 227

UNIKIN: LE DÉPARTEMENT D’ANTHROPOLOGIE
RÉFLÉCHIT SUR «L’IMPACT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DES CONFLITS SUR LES FEMMES» 229

LES CONTRIBUTEURS

BIMWALA MBALU Jean Claude est gradué en pédagogie appliquée, de l'ISP Mbanza Ngungu et licencié en Communications Sociales de l'Université Catholique du Congo (UCC). Il est initiateur du journal « Le Climat Tempéré News » et gestionnaire d'un site d'informations en ligne www.touteheure.com.

Il a appuyé plusieurs institutions dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans et des politiques de communication, sur thématiques diverses, dont celle de la Santé (VIH, Paludisme, Tuberculose et violences sexuelles), de la Protection des Droits de l'enfant, de l'éducation, de la promotion d'institution, des biens et services.

Il est actuellement « Assistant Chargé de la Communication et Gestion du savoir » au bureau Pays du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA).

KABITSWA NGUN Jean est anthropologue et assistant de la coordination de l'organisation des conférences au département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa.

KAPANGA KULE Serge est chercheur au CERDAS

KAYEMBE KATAYI Delphin est docteur en Anthropologie (UNIKIN). Il est Professeur Associé à l'Université de Kinshasa, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques. Il a assumé la fonction de Secrétaire chargé de la recherche au sein du Département d'Anthropologie. Et Il occupe depuis 2018 le poste de Secrétaire académique facultaire. Ses travaux de recherche s'inscrivent dans le domaine de la santé

et sur ce thème il a plusieurs publications notamment : *De l'émergence de la RDC à l'épreuve de l'agir antipaludique. Le cas de la ville de Kinshasa* (2017), *Biotope socio-sanitaire et production anthroponymique à Kinshasa* (2015), *Santé de la population et politiques de santé au Congo-Kinshasa. Pour une approche anthropologique de la lutte antipaludique*,

KILAU Augustine est doctorante au département d'Anthropologie. Elle y assume aussi la fonction de secrétaire de département chargée de la recherche.

KISITA NKANDI Marcelline est licenciée en sociologie de l'Université de Lubumbashi. Elle travaille depuis 1978 au Ministère du développement rural.

Elle est membre des différentes ONG. C'est l'exemple de l'Organisation des Femmes pour le Développement Intégral et Communautaire (FEDICO) et du Conseil d'administration du Réseau des Droits humains et d'Education Civique d'Inspiration chrétienne (RODHECIC). Elle est également membre du consortium genre et élections, a de l'expertise dans la formation sur la participation politique de la femme, la gestion et développement de la micro entreprise et le renforcement des capacités. Elle milite pour l'autonomisation de la femme afin qu'elle devienne économiquement forte.

LUMUMBA TWAHA Emery Patrice est Docteur en Histoire (Université de Kisangani (RDC)). Il est professeur associé à l'Université de Kisangani Son domaine des recherches concerne l'Histoire Politique et Administrative de la RDC. Il est auteur de plusieurs publications sur ce sujet. Il est auteur de plusieurs publications, sur l'histoire du Maniema, Le Maniema sous administration coloniale de 1830 à 1960, Les effets de l'Administration arabo-swahili sur les populations du Maniema de

1883 à 1990, L'Histoire du découpage territorial en République Démocratique du Congo.

MANIANGA DEPAUL Celé est docteur en Anthropologie. Il est Professeur à l'Université de Kinshasa. Il est spécialiste de l'Anthropologie médicale et participe à l'animation des modules à l'Ecole de Sante Publique de Kinshasa.

Comme chercheur, il est intéressé dans l'évolution et l'enrichissement continu de l'Anthropologie de la santé en République Démocratique du Congo, plus précisément la question de la maladie à Virus Ebola. Il explore l'originalité du vécu empirique des faits des ONG pour la santé communautaire.

MUBANGA LABENG Delphin est Licencié en Anthropologie de l'Université de Kinshasa. Il est Chercheur au CERDAS/UNIKIN.

MUSIKI KUPENZA Joseph est Attaché des recherches au CERDAS et chargé de la publication. Il est l'auteur de plusieurs publications scientifiques notamment, la consommation abusive des aphrodisiaques par les Kinois et ses conséquences sur la santé, Stéatopygie et abus des médicaments par les Kinoises, Comment contourner les pesanteurs culturelles pour autonomiser les femmes rurales en RDC ? Eduquer les peuples autochtones Pygmées, une manière de les intégrer et de les responsabiliser dans la gestion des conflits fonciers en RDC.

NDAYA TSHITEKU Julie est docteure en Anthropologie (Erasmus Universiteit/Leiden). Elle est professeure et chercheure à l'Université de Kinshasa. Ses recherches concernent notamment les questions de la mondialisation et le rebondissement du religieux en RDC, avec une attention particulière sur le leadership des femmes dans les mouvements religieux contemporains. Elle est l'auteur d'une série de publication. Son livre, *Prendre le Bic, le*

combat spirituel congolais et les transformations sociales (2008) analyse la manière dont les femmes congolaises réagissent à la superposition des valeurs culturelles causées par la mondialisation.

Elle est spécialiste de la recherche qualitative. Comme anthropologue chez soi, elle cherche des réponses aux défis méthodologiques posés aux ethnographes autochtones. Elle est *free-lance cross cultural trainer* (formatrice transculturelle) et membre de plusieurs centres de recherches et sociétés savantes.

RIJNIESE Ely est licenciée en Sciences Politiques, Relations Internationales et en Sciences d'Anthropologie Politique. Elle est consultante indépendante, initiatrice du bureau de consultance de *Asterope consultancy*, basé aux Pays Bas.

Elle a travaillé à Cordaid, une organisation non gouvernementale internationale et au sein de cette organisation elle a été co-initiatrice d'un département de soutien aux communautés locales là où il y a l'exploitation du pétrole, gaz, métaux ou minéraux d'une façon artisanale ou industrielle.

Elle est l'auteure d'une série de publication dont 'L'exploitation minière au cœur des zones rurales: quel développement pour les communautés locales? Comprendre pleinement la perception, les attentes et les priorités des communautés locales ainsi que l'impact de l'exploitation minière au sud Katanga, République démocratique du Congo (Cordaid 2015)

EDITORIAL

CARREFOUR comme revue veut être un lieu de l'expression de la coalition entre les recherches qualitatives, les programmes nationaux et internationaux de développement social. Ceci, c'est dans le but d'harmoniser les actions qui tiennent compte des identités des Congolais. Les contributions réunies dans ce premier numéro entament cette connexion. Elles explorent les enjeux de la collaboration entre les mondes de la recherche en sciences sociales, les programmes de développement ainsi que les médias, thème de l'appel à contribution. Nous avons choisi ce thème pour engager une réflexion approfondie sur les avantages des échanges des secteurs de la recherche Anthropologique, le monde de développement et les médias parce que des nombreuses recherches en sciences sociales effectuées sur les connaissances des populations du Congo sont souvent faites pour alimenter la construction des théories scientifiques. Elles servent peu, surtout localement, à orienter les actions pour l'ancrage du développement des populations qui ont produit cette connaissance. La République Démocratique du Congo, pays riche en sous-sol, avec une population éprise d'une grande capacité de créativité connaît aujourd'hui le phénomène qu'on nomme désormais « ONGisation » de l'espace publique et le foisonnement sans précédent dans l'histoire du pays des institutions où les recherches notamment qualitatives sont faites par des autochtones congolais. La question qu'on peut se poser est dans quelle mesure les programmes de développement tiennent comptes des initiatives qui viennent de l'intérieur, pour les renforcer mais surtout les intégrer dans les questions de développement.

CARREFOUR engage la réflexion sur les avantages de cette collaboration, de la création d'un dialogue et des synergies. C'est ce qu'ambitionnent les dix contributions réunies dans ce

numéro. Dans sa contribution Ndaya Tshiteku soulève les obstacles qu'une telle collaboration peut amener avec soi. C'est le cas des cultures professionnelles différentes, de la divergence des objectifs et la dépendance aux financements externes tant pour les recherches que les praticiens. Elle relève les « blocages », les contraintes et les obstacles qu'il est important de prendre en compte et esquisse en même temps les champs dans lesquels la collaboration peut être rendue possible. De sa part, en s'inspirant des cas concrets des annonces de collaboration, Delphin Kayembe montre quelques préalables exigées par les bailleurs de fond, avec des normes de gestion aux standards internationaux auxquels il faut conformer la formation de l'élite afin qu'une telle collaboration soit efficace. L'article d'Elly Rijniense part d'une comparaison de la collaboration entre les secteurs en s'inspirant du jeu d'une équipe de football. Chacun doit définir son rôle, et sa place dans le champ de la collaboration. Et c'est grâce à la spécification des rôles que le jeu d'ensemble peut atteindre un bon résultat. Elle développe les différents rôles que jouent les acteurs de la société civile et leurs interactions.

Partant des études des cas, des expériences de collaboration entre les anthropologues et les praticiens de terrain dans la lutte contre Ebola à l'est du pays, la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi ainsi l'interprétation de la malnutrition chez les enfants sorciers dans les églises de réveil, Célé Manianga, Joseph Musiki et Delphin Mubanga illustrent l'utilité de la collaboration entre les recherches et les ONG. Leurs expériences sont une illustration de l'utilité de la collaboration. Elles montrent les risques qu'il y a de passer à côté des problèmes qu'on veut résoudre lorsqu'on ne prend pas le temps d'appréhender les manières dont les personnes donnent sens à ce qui leur arrive. Les études qualitatives sont d'une importance capitale pour l'ancrage des interventions sur terrain. Et l'article d'Augustine Kilau concrétise cela. En faisant la classification des noms des forêts et leurs significations pour les autochtones de Mayoko Kwilu, il

montre la nécessité de connaître les interprétations culturelles d'un peuple pour comprendre ou accéder à leurs logiques. De sa part, Serge Kapanga Kule prend le cas des soins de santé mentale, pour montrer que le manque des collaborations, surtout avec les médias, est à base de la non intégration de ce domaine de santé dans les programmes des soins de santé primaire par le gouvernement congolais. La collaboration avec les médias est un atout dans les plaidoyers à mener auprès du gouvernement et des partenaires techniques pour une intégration d'une problématique dans le plan national de développement. L'article de Bimwala développe les avantages des échanges interprofessionnels, en particulier le grand rôle que les médias jouent dans la vulgarisation et la diffusion des résultats de la recherche et du travail des ONG auprès d'un public large. Cette contribution semble être une réponse aux interrogations posées par Lumumba Twaha sur la « la problématique de la prestation effective des ONG, des médias et de la recherche dans l'Est de la République Démocratique du Congo. Pour l'auteur, pour que les ONG, les médias et la recherche ne peuvent fonctionner convenablement et s'impliquer que lorsqu'ils peuvent travailler en liberté, dans le respect des lois en vigueur. Mais l'insécurité dans l'Est du pays, provoquée par des groupes armés disséminés à travers le Grand Kivu constitue des obstacles majeurs au bon fonctionnement des médias, de la recherche et des ONG.

Marcelline Kisita Nkandi insiste dans son article sur le fait que la collaboration avec la recherche peut donner des avancées très positives pour le développement. L'accès des praticiens aux données des recherches, la connaissance des méthodes peuvent aider à consolider son action. Et enfin Jean Kabitshwa, de sa part, insiste sur le fait que les résultats des recherches anthropologiques doivent être connues du grand public et mises au service de la population.

La coopération entre ONG, Recherches Académiques et Media pour l'ancrage du développement au Congo

Par Julie NDAYA TSHITEKU

Introduction

En septembre 2000, la revue de l'Institut universitaire d'études sur le développement, les *NOUVEAUX CAHIERS DE L'IUED*, publiait un numéro qui avait comme thème: *Sciences Sociales et Coopération en Afrique, les rendez-vous manqués*. En partant des exemples pratiques très bien documentés, les 15 contributions rassemblées dans la revue étaient unanimes sur une chose: il y a un manque de collaboration entre les organisations de développement en Afrique sub-saharienne et le secteur des recherches en sociales. Une contribution, celle de Mahaman Tidjani Alou, engageait une analyse encore plus profonde sur ce sujet (57-67). L'auteur montrait qu'il y avait une immense production du savoir empirique qualitatif sur l'Afrique, mais ce savoir n'était pas mobilisé dans les programmes de développement.

L'argument de Mahaman Tidjani, comme il apparaît dans le titre de la revue est une lecture bien applicable au fonctionnement des secteurs de la recherche et des ONG en République démocratique du Congo. Dans ce pays, caractérisé depuis des décennies d'une part par ce qu'il importe d'appeler désormais l'ONGISATION de la société (Giovannoni et alii 2004 : 120) et d'autre part le foisonnement sans précédent dans l'histoire

du pays des institutions où les recherches notamment qualitatives sont faites par des autochtones congolais, des *insiders*, partageant la réalité étudiée, dans laquelle ils vivent, la collaboration entre les académiciens et les praticiens de terrain est marginale. Ceci, contrairement aux organismes de développement des sociétés dites modernes. Ils ont compris que pour la maîtrise des questions qu'ils entendent résoudre, la connaissance du contexte culturel congolais est nécessaire. Ils utilisent à cette fin la production scientifique faite par des générations des chercheurs externes au Congo afin de définir leurs objectifs, d'élaborer des programmes pour enfin socialiser leurs partenaires congolais aux actions à entreprendre comme solutions aux problèmes de leur pays. Et même si les mentalités ont changé, dans l'idée qu'il ne peut plus être question d'exporter vers les pays dits pauvres des schémas d'intervention tout faits, fonctionnement qui a parfois créé des distorsions, l'élaboration des programmes pour le développement du Congo est basée sur les productions scientifiques plusieurs générations des chercheurs, appartenant à des institutions des recherches du nord de l'atlantique. Elles fournissent de l'expertise et le savoir sur le Congo dans des fora internationales, loin des lieux où la connaissance a été produite. Même si aujourd'hui, les chercheurs sont régulièrement invités à prendre position dans les médias, il n'en reste pas moins que c'est leur avis en tant qu'expert qui est mis en valeur et non le travail de recherche en tant que tel.

Cette contribution a pour but de montrer la nécessité de la collaboration entre ces trois secteurs est utile. La question centrale est comment arriver à une collaboration entre les ONG, le monde académique et les media et construire ensemble un savoir valide, traductible en des actions de développement structurelles, durables, comme réponse aux difficultés de la vie quotidienne que rencontre la population. Les données pour le faire proviennent de nos lectures, de nos observations, de notre pratique comme consultante et responsable d'ONG, comme ethnographe, des causeries avec des différents responsables des ONG chercheure en

science sociale annuelles organisées par le département d'Anthropologie de l' Université de Kinshasa de ce qui nous a semblé difficile à être considéré comme une évidence: le manque de collaboration entre le monde universitaire et les projets de développement au Congo ainsi que des remarques et propositions des participants aux conférences, qu'organise le département d'anthropologie de l'université de Kinshasa depuis 2012. Au dire des participants de ces conférences, qui réunissent chaque année les chercheurs, les praticiens représentant des différentes organisations de développement, des professionnels de la santé, de la justice, des médias, des acteurs politiques et surtout des étudiants, il y a beaucoup d'enjeux et des avantages à stimuler la coopération entre les ONG, le monde de la recherche et les medias. Pour connaître l'efficacité de son action, il faut qu'il y ait un discours critique, et ce discours critique doit être externalisé, c'est - à - dire qu'il y ait une reprise, par des institutions autres que celles qui sont directement impliquées, à produire un savoir à propos de l'aide et du système des recherches et proposer ce savoir aux sociétés bénéficiaires.

Notre thèse est qu'une telle coopération locale durable peut donner une impulsion au développement, par un regard critique appuyé par des recherches actions, citoyennes comme réappropriation du savoir sur le Congo par les Congolais. En premier lieu sera développé le contexte, Etant consciente que beaucoup des facteurs, comme la question financière auxquels les secteurs se butent, et oblige à se plier aux exigences des bailleurs et qui n'est pas la seule entrave à la collaboration, nous allons relever ces facteurs afin pour qu'on puisse en tenir compte. Les enjeux, les avantages, les types ainsi que les lieux de collaboration.

1. Contexte

La DRC Congo est un des pays de la région des Grands Lacs en Afrique centrale. C'est un pays géant. Sa population est

estimée à 79 375 136, avec une moyenne de vie qui se situe à 56,93 ans. 60 % de la population est constituée de la jeunesse. Le Congo a fait l'objet des nombreuses études, son organisation, sa colonisation, son infrastructure ont été étudiées par les économistes, les géographes, les sociologues, politicologues, les anthropologues, et les historiens et urbanistes qui ont influencé des générations des chercheurs et poursuivis par les chercheurs congolais

La situation socio-économique de la Rd Congo est globalement connue : le paradoxe de la dépendance de l'externe d'un pays potentiellement riche, une histoire caractérisée par les conflits pour son sous-sol, par les conditions de vie précaire de la majorité des Congolais. Elle ne s'est jamais améliorée malgré son sol et son sous-sol riches. Pays souffrant de plusieurs maux dont la corruption, les inégalités des revenus, le mauvais état de l'infrastructure, irrégularité de l'eau et de l'électricité, des services, la mauvaise qualité de l'enseignement qui n'est pas en concordance avec la réalité locale, les salaires payés irrégulièrement par rapport au coût de la vie, la pauvreté, le manque d'emploi, le désœuvrement de la jeunesse, la délinquance, l'emprise croissante des nouveaux mouvements religieux, le déversement sur les marchés des produits tant alimentaire que manufacturé asiatiques, la surcharge des femmes avec des activités du secteur informel dans une condition féminine déplorable, l'opportunisme, le manque de confiance aux propres initiatives, la précarité de tout et surtout l'attente d'un messie qui se chargera de résoudre toutes les misères.

Mais que recouvrent ces mots ? La connaissance qu'on a des termes n'est-elle pas parfois faussée du fait que, dans l'esprit de celui qui l'utilise, elle peut représenter une autre réalité, celle de son propre environnement ?

Là, dans les pays de l'Atlantique du nord, existe un dispositif privé et public, structuré, mis en place collectivement et de longue date pour lutter contre la pauvreté. Et quelque soient ses imperfections, même s'il est aussi en déclin et n'a pas réussi à éliminer les problèmes de la population, il a au moins eu le mérite d'en modifier fondamentalement les conditions. Et au-delà de ce dispositif, se développait aussi une infrastructure collective qui permet aux pauvres de se nourrir: de se laver, de se déplacer, de trouver un emploi même si c'est de façon marginale. Ainsi les exclus et les chômeurs par exemple peuvent agir sur leurs problèmes.

Ici, en DRC, la lutte contre la pauvreté repose quasi exclusivement sur une initiative privée, improvisée, dépourvue des moyens les plus élémentaires. Le contexte n'a mis en place aucune infrastructure ni excédent qui permettrait aux pauvres d'agir sur sa situation. Chacun se débrouille, comme l'exprimait docteur Mukiesse, responsable d'une ONG de formation aux métiers des jeunes filles victimes des violences sexuelles lors d'un entretien en 2017 :

On se débrouille, en acceptant de vendre sa personne pour quelque chose (corruption) ou son corps contre l'argent et d'autres biens (prostitution), on mendie partout, tout le monde mendie, pour tout, on trompe et parfois on ment pour être assisté, on vole, on magouille, les jeunes filles se prostituent à cause de l'incapacité de leurs familles de payer les études, le mode de vie général s'éloigne de la solidarité, nous sommes devenus comme des gens en train de se noyer, cherchant à se sauver individuellement. La parenté s'affaiblit, la sorcellerie et toutes les sortes de superstitions gagnent du terrain »

C'est en effet, dans ce contexte général, qu'il importe de placer le foisonnement des organisations non gouvernementales, en abrégé ONG en DRC.

1.1. Les organisations non gouvernementales en DRC

C'est depuis les années nonante; que la DRC connaît une explosion des organisations non gouvernementales. Il est difficile de déterminer avec précision leur nombre. En 2002, Elikia Mbokolo avançait le chiffre de 1 322 (2002: 10) mais ce chiffre est largement dépassé. Dans la capitale du Congo, Kinshasa, à part les grandes organisations internationales logées dans les quartiers chics de la capitale, dans les quartiers populaires on peut lire sur les façades des petites constructions les différents types d'ONG: il y a des ONG qui exercent dans le domaine de la santé, des ONG de type agricole, du développement du monde rural, qui exercent dans le domaine de la sécurité alimentaire, de l'éducation., la réhabilitation des femmes victimes des violences sexuelles, l'encadrement des enfants de la rue, la promotion sociale et actions éducatives, formation à la génération des revenus, sans compter les multiples associations d'entraide qui n'ont pas encore été érigées en ONG.

L'intensification de ce phénomène a coïncidé avec l'arrêt brutal de la coopération bilatérale avec le Zaïre de l'époque, conséquence de la rupture définitive du soutien des organisations internationales d'aide au régime de Mobutu. Et pour pouvoir continuer leurs activités au Zaïre et pourvoir les personnes ayant prioritairement et de manière urgente besoin de cette aide, elles ont créé des ONG, avec des responsables locaux. Ce qui a aussi donné lieu à la naissance des fédérations, parfois sous l'initiative des bailleurs, des ONG afin d'harmoniser leurs activités et de défendre leurs intérêts. C'est le cas du CNONGD (Conseil National des ONG de Développement), mandaté pour représenter ses membres auprès des bailleurs et auprès des autorités de Kinshasa, ainsi que des réseaux suivant les domaines d'intervention comme le Raukin (réseau pour l'agriculture urbaine de Kinshasa), Le Foleco (Fédérations des ONG Laïques à but économique), de l'agence

allemande de coopération (GTZ) et le ROSAL (Réseau des ONG pour la sécurité alimentaire) de la coopération belge.

Ceci a eu pour effet de renforcer la motivation des Congolais à l'égard de la création de ce type d'organisation. Etant donné qu'avoir une ONG permet de bénéficier des fonds venant de l'étranger.

La plupart des ONG au Congo sont créées et gérées par un seul individu dont les tâches primordiales sont la gestion de projets et la collecte des fonds. Ces responsables sont continuellement occupés à élaborer des projets, épousant les desiderata d'un donneur. Avec la multiplication du nombre des donateurs et des domaines provoque une complexification du paysage qui accentue la faiblesse de structures institutionnelles nationales. Il révèle l'affaiblissement de l'état ; incapable d'assurer des fonctions de coordination et de régulation. Les contextes dans lesquels ces ONG interviennent ainsi que les problématiques sur lesquelles elles travaillent sont souvent complexes, et dans certains cas tellement complexes qu'elles sont vues comme des 'causes délaissées' par les acteurs économiques ou politiques. C'est face à ces problématiques et au délaissement des responsables locaux, que l'action des ONG, acteurs de terrain, se justifie. Leurs objectifs en général est de résoudre aux demandes spécifiques en matières de développement et les financements disparaissent quand le bailleur a émis des autres priorités.

Les ONG sont parfois considérées comme la prolongation de la colonisation. Pareilles infrastructures sont d'autant remarquables que leurs conditions d'existence les rendent précaires. Certaines actions ont pu atteindre leurs objectifs, tout en cherchant continuellement d'autres moyens d'action. Quelques-unes stagnent. Une grande partie n'a pu émerger probablement par manque d'une technique appropriée de travail au mieux, soit à

cause de l'insuffisance de moyens matériels et financiers soit à cause de l'isolement

Les Congolais en parlent comme s'il s'agissait d'une forme nouvelle d'organisation sociale. Elles sont aussi perçues comme une nouvelle forme de dépendance culturelle et matérielle à l'égard de l'Occident, vu le rôle que jouent ces ONG comme prolongation des idées et des modèles prédominants dans les thèmes internationaux en vogue. Mais elles sont pour les Congolais une des multiples stratégies de survie pour pallier à un état déficient, dans les domaines de la vie publique et privée.

Etant donné la crise de l'emploi que connaît le pays, la perspective d'obtenir un travail rémunéré au sein d'une association ou d'une ONG offre l'espoir de dépasser le stade de travail bénévole à visée communautaire.

1.2. La recherche en science sociale sur le Congo

Il y a au Congo le développement de plus en plus croissant des institutions de recherches. Beaucoup de ses recherches sont faites par des autochtones congolais, connaissant la réalité dans laquelle ils vivent. Ce qui arrive très souvent, ce que ces travaux de recherches sont faites pour la promotion des chercheurs ou sont télécommandés par une organisation occidentale ayant les moyens de financer. Le Congo a en effet été et est encore aujourd'hui un terrain privilégié des recherches en sciences sociales. Une partie importante de la production scientifique sur ce pays profite aux chercheurs externes au pays. Ils ont développé de théories pour la maîtrise des questions qu'ils entendent poser sur la réalité congolaise. Les résultats des études servent d'abord aux débats entre les chercheurs faisant carrière dans les pays riches où elle est capitalisée, avec peu de possibilité et de situation de transfert vers les pays dans lesquels elle a été produite. Leur but est la production

d'un savoir, se traduisant très souvent par des publications pour leur promotion et pour l'alimentation des débats thématiques dans des fora, loin des lieux où la connaissance a été produite.

Plusieurs générations des chercheurs, appartenant à des Universités, des institutions des recherches, des laboratoires au nord de l'atlantique ont parfois la mission de fournir de l'expertise et le savoir sur le Congo aux organisations de développement internationales afin de définir leurs objectifs, leurs programmes et actions de développement pour enfin socialiser leurs partenaire du Sud. Les ONG internationales ont compris que l'unique action de la mise en œuvre de projets de solidarités internationales ne peut pas être suffisante. Ils recourent aux résultats des recherches et ceci doit aussi être le cas pour les ONG localement. Et même si les mentalités ont changé, dans l'idée qu'il ne peut plus être question d'exporter vers les pays dits pauvres de schémas d'intervention tout faits, une partie importante des programmes pour le développement du Congo se fait dans les instances internationales, possédant leur culture propre et la maîtrise des questions qu'elles posent sur la réalité congolaise. Les circuits courts comme la sélection, des institutions, groupes, individus et idées de la société bénéficiaires considérées comme les mieux pour son action. Exemple dispose des solutions à ce problème, même si c'est au prix des distorsions des causalités et de la rigueur scientifique. L'hégémonie des institutions de développement sur les pays dusud et la portée morale et symbolique forte.

2. Une collaboration localement timide

Localement, la coopération entre les secteurs de la recherche en sciences sociales et les ONG au Congo reste encore marginale. Des multiples facteurs ne favorisent pas les échanges.

Il y a en premier lieu les cultures professionnelles très différentes. Les enjeux liés à l'identité de chacun et à comment

faire valoir son identité et ses finalités et les fonctionnements divergents. Les objectifs des ONG est la mise en œuvre des programmes répondant aux besoins d'une population sur un territoire donné. Ces projets sont entrepris dans des contextes d'urgence ou de développement suivant les organisations, avec une finalité opérationnelle et concrète.

Et parler des ONG, c'est surtout parler des agents de terrain et des praticiens qui en ont pris l'initiative et qui y travaillent. Ils en sont les chevilles ouvrières, les tiennent à bout de bras et en assurent le fonctionnement quotidien.

Ce disant toutefois, on ne les connaît encore que de l'extérieur, et on ne mesure pas les problèmes personnels auxquels ils ont eux-mêmes à faire face tous les jours.

Premier problème: si ils ne sont pas mandatés, s'ils ne sont pas la prolongation d'un bailleur externe, leur action est orientée vers une aide générale, avec peu de contour de la situation et une formulation continue des objectifs qui cadrent avec les thèmes changeant des bailleurs, ils sont continuellement occupés à ajuster leurs objectifs aux thèmes du moment: démocratie, genre, enfant, développement rural etc... Les praticiens ne sont armés que de leur bonne volonté. Les motivations sont là. Mais comment canaliser les effets pour organiser la continuité des connaissances acquises dans un monde de dépendance aux financements externes, avec des objectifs changeants? Ainsi il est pris à répondre aux jeux et aux tendances, cumulant des différents objectifs pour maximiser l'acquisition des fonds.

Il y a en outre la question de la subsistance des agents de développement locaux eux-mêmes, dans un contexte générale de pénurie où le travail et les salaires sont soit inexistantes, soit ne couvrent pas les dépenses. On imagine aisément le dilemme dans

lequel on se trouve, pour chercher de quoi assurer sa propre subsistance et celle de la famille élargie.

Ceci fait que les responsables des ONG sont contraints à être eux-mêmes assistés autant qu'ils assistent leur public cible

Un responsable d'une ONG l'a exprimé ainsi:

Les gens qui travaillent dans les ONG sont des gens qui luttent contre la pauvreté. Leur travail est d'arriver à l'autonomie de leurs clients. Mais lorsque nous tenons compte de la réalité et du contexte existant, dans lequel le responsable de l'ONG évolue, nous avons l'impression qu'il est lui-même demandeur d'aide pour son développement.

La continuité des projets des ONG est dépendante des objectifs des acteurs de la solidarité internationale. Ce qui, de plus, installe les agents, dans des nouvelles dépendances, en les déresponsabilisant de telle sorte qu'ils sont souvent empêchés de puiser dans leurs propres réserves les solutions les plus appropriées.

De l'autre côté, pour les chercheurs, notamment les chercheurs en sciences sociales, leur but est la production d'un savoir, se traduisant très souvent par des publications pour leur promotion. Lorsque les recherches sont monnayées par les bailleurs externes, les thématiques, les sujets et les théories à tester dépendent souvent des bailleurs de la recherche. Les deux secteurs sont dissociés et ne dépendent pas des mêmes bailleurs. Il existe peu de lignes budgétaires communes. Les résultats venant valider leur théorie et alimenter des débats et des discours négatifs sur le Congo loin du quotidien des ceux qui vivent cette réalité de l'intérieur. Les résultats des recherches faites dans ces conditions

ne sont pas toujours exploitables par les ONG localement puisqu'ils ne répondent pas toujours à des problématiques opérationnelles pour leur mise en œuvre sur terrain. La reconnaissance du travail effectué passe quasiment uniquement par la reconnaissance des pairs occidentaux. Les chercheurs ne sont pas évalués sur l'utilité sociale locale de leurs travaux.

Le système des recherches n'est pas toujours compatible avec le travail de recherche action. Le manque des moyens financiers des chercheurs, de la même manière que pour les ONG, ne favorise pas le développement des recherches nouvelles intéressantes les ONG. Les thématiques et sujets de recherche dépendant souvent des bailleurs de la recherche. Ce cercle vicieux ne peut être rompu tant qu'on n'adopte pas la capacité d'avoir une vue globale du phénomène et d'y impliquer toutes les parties prenantes.

De plus, ni les institutions des recherches, ni les ONG, n'ont pas toujours des systèmes, comme dans les sociétés modernes, de capitalisation et de valorisation de leurs résultats performants. Ce qui ne facilite pas l'accès à l'information et l'utilisation des résultats et expériences réciproques.

Travailler avec des ONG semble alors ne pas apporter réellement d'atout pour une carrière de chercheur dont la promotion est liée à l'appréciation de ses pairs. Il est difficile pour chaque partenaire de dépasser sa sphère de reconnaissance pour produire un savoir conjoint. Les espaces de dialogues sont rarement interprofessionnels. Ils ne permettent pas des échanges sur les expériences des recherches ou des projets de terrains développés par les praticiens.

Se pose aussi la question de la temporalité différente. La notion du temps dans la recherche est très différente de celle des acteurs de terrain. En effet, pour ces derniers, la réalisation de

projets est soumise à un chronogramme précis suite aux objectifs, on ne cessera jamais de le dire, changeant des bailleurs. Ce fonctionnement laisse peu de place aux allers retours nécessaires aux chercheurs pour expérimenter ses hypothèses, phases indispensables des travaux de recherche.

Aussi, les intérêts des deux milieux qui ne convergent pas toujours. L'activisme des ONG ne se retrouve pas forcément chez les chercheurs pour qui l'objectivité est de mise pour la validité de leur travail.

La spécialisation des chercheurs sur des domaines très spécifiques est aussi difficilement compatible avec le caractère « généraliste » et pluridisciplinaire des ONG. Il y a un risque que les chercheurs se focalisent donc sur les études demandées par les bailleurs sans s'ouvrir à des demandes des acteurs (sauf si ces derniers financent ces recherches).

3. Enjeux et avantages de la collaboration

La coopération entre les secteurs de la recherche en sciences sociales, des ONG et des media, comme gestion coordonnée des connaissances est un grand levier d'influence, de l'enrichissement mutuel. Et pourtant, malgré les facteurs énumérés, la coopération entre les recherches en sciences sociales, les ONG et les média est nécessaire. Elle est nécessaire car elle peut être un lieu d'influence, c'est l'exemple de sa contribution à l'ouverture du monde académique, souvent fermé à la réalité sociale de terrain, la professionnalisation des praticiens des ONG locales, et à la visibilité du travail de développement auprès du grand public comme processus d'ancrage des projets de développement au Congo. Des enjeux et plusieurs avantages des échanges peuvent en être tirés. C'est le cas pour l'innovation et la construction commune de connaissance et de savoirs qui peuvent donner lieu à des avancées très positives pour le développement et

la recherche en améliorant les interventions de terrains, l'ouverture du monde universitaire sur l'éducation, la transmission aux générations futures, la vulgarisation des résultats de recherches en sciences sociales et aussi surtout la stimulation de la liberté d'expression.

L'enrichissement mutuel a comme impact la professionnalisation des ONG locales

Ces partenariats favorisent également une professionnalisation de plus en plus importante et ressenties des praticiens et organisation de développement.

Le travail des praticiens ne se résume pas seulement à écrire des projets pour demander de l'aide, mais c'est aussi tout un travail de formalisation des problématiques, de les lier aux contextes globaux, au lieu que l'action soit compartimentée. Ces échanges peuvent unir, dans une réflexion, à une action transversale et faciliter la compréhension des problématiques par une vision plus globale, en partant d'un domaine particulier.

Tout ceci permet la compréhension des processus de changement dans le pays, grâce aux résultats de recherches qualitatives, empiriques, de l'histoire immédiate. Mais aussi pour la science, il a la nécessité d'une critique qui conteste les idées dominantes. Les institutions de recherche au Congo doivent se renforcer afin de réaliser des recherches rigoureuses qui favorisent la réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service du bien commun. Il est important que la recherche académique intensifie des recherches qualitatives sur les questions de la vie quotidienne et non pour nourrir des débats négatifs sur le Congo, sur des questions dont les gens simples n'ont pas prise sur la vie quotidienne.

Pour la reforme ou une évolution du monde notamment de la recherche anthropologique 'classique' n'étant pas souvent orientées vers de tels objectifs, mais plutôt enclin à la production de savoir et au débat la collaboration avec les ONG participe au Développement d'une méthodologie commune de la recherche action.

Définie comme méthode de recherches dans lesquelles il y a une action délibérée de transformation de la réalité, avec un double objectif, d'une part transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations".

Avec une telle méthode, les travaux de recherche s'effectuent directement sur le terrain en « testant » les innovations en cours initiées par des projets de solidarité mis en œuvre. Une telle méthodologie aide à mieux comprendre le contexte avec ses contraintes et ses opportunités, à construire le discours avec des 'preuves', mais aussi à tisser des liens, y compris avec les médias, pour diffuser les résultats des travaux et influencer sur la politique.

Un autre enjeu, très important de la collaboration entre les centres des recherches qualitatives et les ONG est aussi la facilitation de la mobilité des (étudiants) chercheurs. Pour les chercheurs, travailler avec les ONG rend possible l'accès aux zones géographiques difficiles, en profitant de la logistique et des connaissances des ONG. Ceci est très nécessaire dans cette période de décentralisation où il y a la montée de l'ethnisme et la diminution des contacts entre les ressortissants des différentes régions. Les chercheurs peuvent également profiter de la plus grande expérience du contexte et des réalités de terrain.

Pour les ONG, les travaux de recherche peuvent constituer des sources d'information importantes. Travailler avec un ethnographe par exemple permet une prise de recul, un regard extérieur utile pour l'analyse de la pertinence des actions

entreprises. Il permet l'accès à des connaissances basées sur des méthodes rigoureuses et des résultats méconnus, consolidant la pertinence des actions et favorisant la reproductibilité sur d'autres territoires.

Les résultats des recherches peuvent renforcer l'efficacité des interventions et l'enracinement de terrain, ainsi que le renforcement des plaidoyers. Il y a des facteurs interconnectés qui demandent le recours aux résultats de la recherche même le recours aux méthodes parfois méconnues des ONG.

Cette coopération apporte une caution scientifique aux travaux des praticiens, permettant aux ONG de renforcer et de légitimer leurs plaidoyers lors des négociations nationales et internationales.

Et quant aux médias, ils peuvent faciliter la vulgarisation et la diffusion des résultats de la recherche mais aussi les travaux des ONG. Les interactions entre ONG et le grand public sont trop peu présentes au Congo. Elles doivent devenir plus fréquentes. La coopération avec les médias permet une meilleure visibilité des praticiens et des travaux de recherche en rendant accessible leurs résultats auprès du grand public. Une des conséquences peut être une plus grande reconnaissance du grand public, qui met alors en valeur le travail effectué.

4. Les espaces et types de collaboration

Les espaces d'échanges potentiels entre ONG et recherche sont nombreux. Ils se traduisent la plupart du temps par des forums et des conférences organisées. On pourrait en effet rassembler les types de collaboration entre recherche en fonction du but recherché. En dehors des **conférences**, **des réunions** des rencontres plus ou moins formelles, l'enseignement est aussi un

lieu de la transmission des réalités locales aux jeunes générations. Il est important que les praticiens soient en contact direct avec les chercheurs et les étudiants. Dans le monde de l'enseignement, les praticiens peuvent être invités pour donner des enseignements sur ce qu'ils font dans l'humanitaire par exemple ou dans le cadre de la résolution des conflits, du développement du monde rural, les questions de genre etc. Ils peuvent intervenir dans les masters et les doctorats spécialisés.

Les ONG peuvent avoir besoin ponctuellement de l'expertise des chercheurs pour répondre à une question particulière, à une problématique déterminée d'un projet ou dans le cadre d'évaluation d'impact. De même, par l'intégration des étudiants dans le cadre d'un projet, les ONG et dans le travail de recherche, en équipe ou en interne des groupes de réflexion et recherche.

Conclusion

Dans cet article, nous avons montré le contexte social dans lequel travaillent les ONG, les médias ainsi que les recherches qualitatives en RDC.

Nous avons aussi montré ce qui entrave cette coopération, ses avantages, ses formes et les lieux de collaboration. En somme, la collaboration entre ces différentes institutions participe à l'innovation de la recherche et l'ancrage des projets de développement à la réalité locale, toujours mouvante.

Les ONG sont des sources d'innovation, et donc des éclaireurs d'avenir. Elles sont souvent amenées à rechercher des nouvelles stratégies pour répondre aux besoins émergents dans les différents secteurs de la vie sociale. Souvent, les problématiques qu'elles rencontrent et dans lesquelles elles s'engagent sont

inédites. De cette manière, elles ouvrent aux chercheuses des nouveaux champs de recherche qualitatives, approfondies et à longue durée. Ce type de relations facilite également l'obtention d'un retour quant à l'utilisation des résultats de la recherche.

C'est pour cela que les mécanismes et cadre d'échanges plus réguliers doivent être mis en place de façon structurelle.

Bibliographie

- Tidjani, M. 2000, « Les paradoxes de la surproduction de la connaissance en science sociale ». *In Nouveaux cahier de l' IUED*, no 10 pp 57- 67.
- Giovannoni et alii, 2004, Agir à la place – et en dépit de – de l'Etat : ONG et association de la société civile à Kinshasa. *In Cahiers Africains* n°61-62, Tervuren, pp. 119-132.
- Nzeza A. 2004, « La coop à Kinshasa: survie et marchandage ». In, *Cahiers Africains* n°61, Paris: Harmattan, pp. 33-46.
- Elikia Mbokolo 2002, *Donner sa chance au peuple congolais. Expériences de développement participatif (1985-2001)*, pp.7-11 / B. Hamuli (éd.), Paris, Éd. Karthala.

Plaidoyer pour un dialogue constructif entre deux mondes : organisations non gouvernementales internationales¹ et Université. Points de vue d'un anthropologue

Par Delphin KAYEMBE KATAYI

Introduction

La particularité des sciences sociales en général, et de l'anthropologie en particulier, c'est d'investir l'intelligence de modes de vie et de penser des membres d'une communauté qui se déploient à travers les pratiques sociales, ne serait-ce que pour une partie du corps social considéré. Elle constitue alors une inquiétude suffisante qui détermine la décision de mener une recherche. A l'instar de Durkheim face au suicide qui varie en fonction de l'intégration de l'individu dans la vie sociale, de la religion, des saisons (Durkheim 1897) et à tous les autres anthropologues de la première heure, à documenter des témoignages en provenance des régions du monde non encore couvertes par les lieutenants des écoles anthropologiques.

Le but déclaré fut celui d'enregistrer des témoignages matériels sur des peuples menacés d'extinction par la civilisation occidentale au nom d'une rédemption ou de la mission civilisatrice de domine pour servir (Mabika Kalanda, 1966 : 32). D'où la prolifération des Musées des curiosités² à partir de leurs inventions

¹ Dans la suite de ce texte, l'usage du terme ONG voudra tout simplement signifier Organisation non gouvernementale internationale.

² Cfr les musées de Tervuren, etc.

en Suède, il y a 100 ans (Jeanne Cannizzo, 2005 : 577-578) et d'intenses activités qui ont contribué à freiner cette destruction, qui appauvrirait à coup sûr la richesse de la diversité culturelle de l'humanité. Le cas de Lewis Morgan chez les Iroquois est emblématique à ce sujet qui, en dehors de sa théorisation sur le communisme primitif, se proposa de faire leur avocat devant les instances fédérales étatsuniennes.

En dépit de leurs interventions fulgurantes, elles demeurent encore peu audibles dans le chef des spécialistes en sciences sociales. Ceux-ci ne semblent s'émouvoir et n'insistent pas assez en direction des générations dans leurs auditoires par rapport à leur fonctionnement et surtout des possibilités d'y faire une possible carrière dans le but de participer à l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées.

Cependant pour la plupart des travaux des anthropologues congolais se conforment à la première préoccupation, mais n'arrivent pas encore de s'acquitter du second type pour des raisons qui ne peuvent être évoquées ici. Même alors, on n'enregistre qu'un engouement timide vis-à-vis de ce phénomène qui désormais est partie intégrante du quotidien des Congolais dans presque tous les secteurs vitaux : santé, l'habitat, la transparence dans le secteur minier, etc.

De quelle utilité sera-ce l'accumulation des théories académiques, si elles ne peuvent guère pousser à l'action face aux défis existentiels récurrents ? La réponse à cette question rejoint l'idée de la présente investigation, car elle constitue un vibrant appel en amont, c'est-à-dire au dialogue entre ces deux acteurs. Bien plus, nous questionnons le mutisme qui s'est installé au sein des institutions universitaires qui dispensent les enseignements en anthropologie.

Outre cette introduction, la présente étude tente dans un premier moment de fournir des réponses au pourquoi de la présence des ONG en RDC. Le deuxième survole quelques opportunités qu'elles offrent à l'image des besoins non satisfaits de la majorité des Congolais. Le troisième discute des préalables non négociables qu'elles posent. Celles-ci requièrent une expertise qui ne s'obtient qu'à la suite d'un investissement conscient et personnel. Le dernier discute des possibilités de collaboration entre ces deux mondes.

Pour toutes ces raisons, la conclusion ne sera constituée que des rappels de ce qui ressortiront comme points saillants. Car en dépit de nos efforts de cerner la réalité sociale sous étude, nous en sortirons avec la conviction de n'en avoir levé qu'une petite partie de la voile.

1. Des ONG en Afrique et au Congo-Kinshasa

En Afrique en général, et en RDC en particulier, la présence des ONG internationales ne peut se justifier en dehors de l'état de détresse quasi permanent qu'éprouve la grande majorité de la population. Ainsi une certaine littérature consacrée à la faillite de l'Etat congolais concède la qualification de l'«ONGisation» de la société congolaise (Trefon & alii 2004 :119-132). C'est une situation qui renverrait à l'image d'un patient qui ne tient sa vie qu'au bon vouloir du prestataire des soins ; celui-ci lui administre toute sorte des produits par la voie intraveineuse en espérant renforcer son système immunitaire pour une éventuelle autonomie.

Par ricochet, aucun secteur ne semble échapper à leur contrôle. Il suffit pour cela de se reporter aux contextes de leurs interventions, qui sont constamment rappelés et documentés dans les publications sur la toile des postes à pourvoir. Néanmoins, on peut noter avec Olivier de Sardan J.-P. que pour l'Afrique, c'est depuis l'époque des indépendances politiques que ces pays ont été

remorqués dans le train du ‘développement’ et à partir de laquelle naquit l’idée d’une assistance technique Nord-Sud (Olivier de Sardan, 1995). A notre avis, cette traine sera toujours de mise tant qu’elle n’aura pas faibli à la suite d’une embellie tant attendue de la part de ces Etats, la consécration pour une période encore considérable de l’anesthésie et le renforcement du potentiel de ce qu’un auteur a qualifié en Amérique latine le potentiel du syndrome de la dépendance (Olivier-Smith : 1996 : 303-328).

Il convient de rappeler qu’aucun secteur n’est épargné par ces organismes. Il va des problématiques sanitaires, sécuritaires, environnementales, etc. Ce quadrillage s’expliquerait-il par un sursaut de l’Occident ? Ou par trop d’excès d’altruisme ? Un rapide coup d’œil sur le site Mediacongo laisse transparaître à travers sa rubrique « Offre d’emploi », toute une panoplie d’angles d’attaque du vécu des Congolais de la classe moyenne et de toutes les catégories sociales dites pauvres. On y note par ailleurs les offres qui s’expriment dans les domaines tant régaliens (c’est-à-dire relevant des attributions des pouvoirs publics) que privés. Un court inventaire peut être très révélateur à ce sujet. Prenons au hasard pour plus d’illustration les trois extraits suivants³ :

Extrait n°1

« XX a commencé à travailler en RDC en 1994, lorsque le conflit a commencé dans l’est du pays. Cette République est reconnue pour être l’un des pays dans lesquels les enfants sont soumis à de plus grandes atrocités. L’accès aux services essentiels est très limité et les enfants sont soumis à l’exploitation généralisée et

³ Pour des raisons d’éthiques, nous précisons ici que faute d’avoir l’idée du marketing de l’une ou l’autre ONG, nous avons modifié leurs dénominations à partir desquelles nous avons tiré ces extraits.

d'abus, y compris le recrutement dans des groupes armés, le travail forcé, les abus sexuels et l'abandon. Dans le cadre de ses activités en RDC, XX, cherche à recruter un Y... qui sera basé(e) à »

Extrait n°2

« YY est une Organisation Internationale de Développement à but non lucratif fondée en 1971, YY travaille dans près de 40 pays pour améliorer la vie de ceux qui sont confrontés à la pauvreté et à la marginalisation. Nous luttons pour un monde où tous les gens sont écoutés, capables et dynamiques.

En République Démocratique du Congo et le reste du monde, l'exploitation minière constitue un moyen de subsistance pour des millions d'hommes et de femmes, dont beaucoup ont peu d'autres options pour aider leur famille. YY utilise une approche intégrée et holistique pour aider les communautés dépendantes des ressources naturelles à améliorer leur vie.

Spécialisés dans les domaines du secteur minier ci-après : santé et sécurité dans les mines, droits humains, traçabilité et transparence, autonomisation économique des mineurs, réduction de l'utilisation du mercure, réduction du travail des enfants, certification minière et approvisionnement éthique, nous aidons les communautés à tirer parti des ressources naturelles de manière durable. Nous améliorons également la gouvernance dans les pays où nous travaillons, en renforçant les institutions locales, régionales et nationales.

Depuis 2003, en Partenariat avec le Gouvernement Congolais, YY a utilisé son approche intégrée du développement pour cibler les causes profondes

complexes du travail des enfants dans les exploitations minières artisanales et à petite échelle »

Extrait n°3

« Poursuivant son but de réduire la pauvreté structurelle en RDC, ZZ met en œuvre le programme “zz” qui bénéficie de la vaste expérience et de la recherche de ZZDRC ; et constitue une plate-forme clé pour faire progresser l'approche de l'autonomisation des femmes, y compris le développement économique des femmes, l'engagement des hommes et des garçons contre la GBV, le renforcement de la société civile pour plaider en faveur des droits des femmes.

Pour y parvenir, le programme “zz” met en œuvre une série d'actions et initiatives visant la promotion de l'égalité du genre et s'inscrivant dans une vision de transformation profonde de la société congolaise. Ce qui coïncide avec la politique nationale du genre du Congo (RD) qui est de « Bâtir avec tous les acteurs, une société sans discrimination, où les femmes et les hommes, les filles et les garçons ont les mêmes opportunités et droits de participer à leur développement et de jouir des bénéfices de leur croissance ». ...

Le programme “zz” est partie intégrante d'un financement global ... comprend quatre domaines thématiques transversaux pour tous les pays : (i) le renforcement de la société civile, (ii) l'autonomisation économique des femmes et l'entrepreneuriat, (iii) la participation des femmes aux processus décisionnels et (iv) l'engagement des hommes/garçons dans la transformation des normes de genre ...».

Ce tri arbitraire, n'ayant pas obéi à aucune systématisation pour raison d'élégance, fait scintiller la métaphore avec laquelle

l'auteur de *Némésis médicale* illustre la manière dont le progrès médical, non seulement coûteux et dangereux en soi a entre autres pour conséquence la colonisation à sa guise de l'autonomie de l'homme. Celui-ci développe le mythe de l'immortalité qui amollit ses ressorts vitaux, et doit désormais pour sa survie à un attachement aliénant de tout ce qu'on lui impose sans alternative par ce rouleau compresseur (Ivan Illich, 1985). Dans cet ordre d'idées, il dicterait sa loi à la fois sur l'environnement physique et psychique de l'homme jusqu'à ne lui imposer que la dépendance. Pour le cas spécifique des populations congolaises, elles se débattent encore sans une issue favorable. D'ailleurs la littérature marxiste n'a de cesse fustiger le caractère aliénant du Capital en fournissant des notions devenues désormais classiques tel que masse laborieuse, classe sociale, prolétariat, etc. (Engels F., (1972) ; Guba R., 1994).

Il est un fait qui n'étonne plus car la plupart de la documentation jusqu'à ce jour produite localement à caractère public telles que les enquêtes d'envergure nationale, même si les institutions étatiques concernées en revendiquent la paternité, bénéficient d'un soutien financier conséquent des partenaires qui apparaissent sur des pages de couverture. Dans cette lignée il y a lieu de citer les EDS, les DSCRIP et d'autres rapports du genre renseignant sur les indices de pauvreté (PNUD), comptent parmi les indicateurs qui font état des écarts à combler dans le secteur considéré par rapport aux résultats attendus.

On pourrait avancer que la mise en exergue de tous ces indicateurs détermine la vitalité de ces organismes d'essence altruiste. Ils sont tellement intervenus depuis Léopold II, mais avec acuité au cours des années quatre-vingt-dix, qu'ils ont réussi à formater une mentalité telle que leur réclame ne passe plus par de beaucoup de tapages. D'ailleurs leurs relations avec les pouvoirs publics ne cessent de s'intensifier surtout lors de l'irruption des épidémies. A l'occurrence de ces événements sanitaires, il n'est

pas neutre d'enregistrer des appels à ces partenaires traditionnels. Partant de ce constat, l'établissement par exemple des "cartographies des intervenants et des interventions" (PNLP, 2007) entend séduire les dubitatifs.

En plus de cette capacité de séduction acquise par certaines institutions étatiques, les populations de leur côté, ont développé à l'égard des interventions ponctuelles des ONG des attitudes attentistes, surtout dans le secteur de la santé. Les expressions telles que le « projet des Blancs » rappellent le caractère gratuit de leurs interventions. Il va de soi que leur omniprésence dans un pays, une présence non seulement souhaitée mais voulue à cor et à cri par tous, est un signe prémonitoire de la non prise en compte des expériences des autres parties du globe qui ont connu aussi des calamités similaires à ceux des pays du Sud, et qu'après s'être renforcées ont décidé un jour, sinon au fil du temps et de manière résolue, ont décrété le sevrage institutionnel. Car, se sentant dans l'obligation morale de se départir des conséquences d'éternels assistés ; l'Europe a fait preuve d'une grande maturité vis-à-vis du Plan Marshall. Et tout près de nous et presque au cours de la période des indépendances juridiques des pays africains, la Chine de Mao Tsé Toung présente une illustration contemporaine indéniable.

Un autre aspect non le moindre en dehors de la fragilité supposée des pays dans lesquels opèrent les ONG, se trouve leur étiquetage ou dénomination. En effet, ces interventions ont lieu souvent selon l'argumentaire d'un projet en vigueur dans des « pays très pauvres », des pays où les enfants seraient soumis à l'exploitation généralisée et d'abus, à l'abandon et dont l'accès aux services sociaux de base serait très limité (MédiaCongo, 2018). Sans prétendre en avoir pourvu toutes les caractérisations, ce résumé du contexte au vu des potentialités dont dispose la RDC n'est à juste titre pas de nature à alimenter une quelconque fierté nationale. Car en psychologie a-t-on appris la répétition des propos

négatifs sur l'adolescent l'impactent durablement jusqu'à l'âge adulte. Celui-ci finit par développer des sentiments de rejet et d'isolement ; mieux des convictions selon lesquelles rien de bon ne peut sortir de lui. C'est peut-être là le danger que les responsables de chacun des secteurs où les interventions fusent de partout ne perçoivent qu'à peine. Figurer sur la liste des pays problématiques ne peut qu'enchanter certains acteurs invisibles du grand public mais très actifs ; sinon en tant que pays situé au centre des enjeux mondiaux.

Ce seul positionnement devait amplement suffire pour amorcer une nouvelle ère et écrire sa propre histoire à défaut de participer à celle de la planète mais aux accents particuliers, d'une vision du monde à la congolaise. Il relève d'une utopie réalisable voire possible (Jean Grenier, 1933), à l'instar de celles qui sont en cours, mais n'entrent pas dans les préoccupations de cette étude.

2. ONG et opportunités pour les universitaires

En se référant à ce qui vient d'être discuté, nous sommes en droit d'avancer que les opportunités qui s'offrent dans les ONG sont le reflet des problèmes à résoudre au sein des populations des pays dits problématiques. Cette qualification ne tient en partie à cause de la mauvaise gouvernance déclenchée en RDC au tournant des années 70, avec la Zaïrianisation (nationalisation) de l'outil de production. Cette privatisation à la sauvette a contribué à gangréner la gestion des portefeuilles de l'Etat.

Du coup, travailler pour le compte de l'Etat au niveau des cadres moyens constitue qu'un palliatif temporaire comparé à celui qui est employé dans les ONG ; non à cause de leurs exigences, mais du traitement salarial qui est de loin plus alléchant par rapport à ce que le secteur public propose à tous ces agents. Précisons tout de même que cette situation est typiquement congolaise, car

ailleurs, c'est-à-dire dans la plupart de certains pays africains, c'est l'inverse qui est de mise.

En RDC, ceux qui parviennent à y trouver un poste de travail jouissent d'une estime sociale appréciable. Par contre, dans les services publics le chemin de la croix est à arpenter par la majorité des recrues du bas du niveau. Les plaintes sont enregistrées allant dans le sens du manque : maîtrise des effectifs, attribution de l'immatriculation des nouvelles unités ; et certains intervenants dans le secteur de la santé finissent par prendre en charge les plaintes des agents de leurs zones d'intervention : en se proposant de présenter au ministère de tutelle un fichier nettoyé et actualisé des effectifs du personnel actif, primer les performances et financer les formations en cascades conformément aux engagements internationaux auxquels la RDC a pleinement et de gré adhéré.

Ces problèmes ne faisant pas partie de cette investigation, nous ne l'avons que survolé pour montrer qu'au nombre des problèmes sociaux auxquels se trouvent confrontés les populations du Congo profond ou ceux qui sont éloignés des centres urbains. Ils sont à l'image des opportunités d'embauche et de carrière pour des universitaires. De ces opportunités on distingue : celles qui ne requièrent aucune expérience de celles qui ne s'octroient qu'au prix d'une expérience d'une décade dans le même poste.

Par rapport aux premières à titre d'exemple on retrouve le poste de chargé de courrier, d'entretien des bureaux et du charroi automobile, etc. qui peuvent être occupés par tout celui ou toute celle qui veut y commencer *sans* expérience. Un gradué ou le détenteur d'un baccalauréat est éligible, quitte à se forger une maîtrise pour des jours meilleurs à la publication d'une offre qui exige tout ce qu'on a acquis comme capacités. En termes de souvenirs, édifions-nous par ce témoignage.

Extrait n°4. Témoignage

« A la suite d'un renseignement d'un aîné en charge de la formation (encadrement de la jeunesse) dans un regroupement religieux de l'université de Kinshasa ; médecin de formation, il animait un jour à l'intention de son audience le thème se rapportant à l'informel. Il insista sur le fait qu'il fallait développer l'informel pour se développer.

Comme pour dire, à l'aide de son propre exemple, de ne pas attendre du travail sur le plateau en or, celui-ci peut être une occasion très rare. D'où la nécessité de se frayer le chemin par ce qui est insolite, parfois en dehors de sa spécialisation universitaire. »

Revenant sur son exemple, il dit :

« Après ma formation à la faculté de médecine, j'ai commencé par sensibiliser les jeunes contre les risques de la maladie du Sida et de bifurquer après en direction de l'implantation des sous-bureaux de mon ONG à travers toute la République. Avec cela je suis parvenu à engager même un personnel qualifié dans divers domaines tels que les laborantins, les infirmiers, les économistes, les informaticiens, les mobilisateurs communautaires, etc. »

Sur un ton à la fois ironique et stimulant, il enchaîna dans son enseignement en disant :

« Alors que je me voyais porter un blouson de manière permanente aux cliniques après mes études en médecine, me voilà souvent entre deux avions en train de sensibiliser les jeunes et adolescents sur le VIH/Sida, en participant aussi à des conférences internationales et autres réunions

de haut niveau ; c'est-à-dire loin des bistouris et des stéthoscopes, conclut-il. »

Tout ceci pour s'être investi dans l'informel. Voilà l'un des moyens accessibles devant permettre la soumission d'un dossier avec la chance d'être retenu, ce, après y avoir forgé une certaine perspective. Un tel apprentissage dans l'informel débouche sur l'acquisition d'une idée devant armer le (la) candidat(e) à concourir à toutes sortes d'offres qui nécessitent impérativement une longue et riche expérience.

C'est ici que les critères de sélection se durcissent et mettent en déroute voire découragent les novices. Sinon tous les postes imaginables pour le bon fonctionnement d'une institution dont l'ambition est de durer longtemps sont ouverts au public et postés sur la toile. Au nombre de ceux-ci citons par exemple : le chargé des ressources humaines, le logisticien, le chargé de suivi et évaluation, le chargé de la communication, les comptables, etc. Sans doute le préalable de la maîtrise de l'outil informatique s'impose de soi, car être autonome lors de la recherche en ligne est un des critères indispensables qui évitent des plaintes de la part de l'universitaire en quête d'embauche.

Le survol de cet aspect augure celui axé sur les préalables. Qu'en est-il exactement ; et comment peut-il être à la fois bénéfique aux futurs demandeurs d'emploi, et à l'institution qui les forme ?

3. Préalables pour intégrer les ONG

D'après les témoignages recensés auprès des premiers universitaires congolais, il a existé une époque où les entreprises et sociétés de la place venaient recruter les finalistes en leur proposant des salaires concurrentiels. Il semble que cette époque d'heureuse mémoire est révolue, et se conjugue désormais au

passé. De tels témoignages se sont éloignés inexorablement depuis l'effondrement de l'économie nationale en dépit d'une embellie précaire, mais aussi et surtout de la fuite des cerveaux vers des horizons plus sécurisants.

Plus de 50 ans après, qui coïncident avec l'âge de l'Université au Congo, cette nostalgie s'est transformée en une concurrence acerbe, qui, pour le secteur sous étude, requiert des prérequis très solides ; et ceux-ci ne s'octroient qu'à coup des sacrifices personnels du postulant. Sinon la demande est toujours disponible et fait face à une élite peu compétitive, à cause en grande partie du manque de dévouement fertilisé par un tas d'antivaleurs érigées en normes pour passer des promotions. L'effritement du souci de la méritocratie ou du ralentissement de l'idée d'une projection dans le futur avec des solides amarres, constitue autant des facteurs annonciateurs d'un déclin qui s'est désormais opéré.

Cependant une inquiétude traverse des décennies, de Mabika Kalanda et Bongeli sur la qualité de l'enseignement supérieur. Du premier, on note le regret d'une inconscience dans le chef de l'élite intellectuelle (Mabika, 1965 : 67) ; tandis que le second fustige l'impact de l'enseignement supérieur sur la fabrique des cerveaux inutiles (Bongeli, 2016). Mais la réponse semble provenir de l'autorité de ce secteur lorsqu'il conclut en faveur d'une apologie de la suppression des épreuves du cycle secondaire. Car selon elle, ces épreuves alimentent les établissements de son secteur des produits d'un bas niveau d'instruction. Lisons attentivement cet extrait pour nous en convaincre.

Extrait n° 5 : Steve Mbikayi pour la suppression de l'Examen d'Etat - 25.06.2018.

« Le ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire propose la suppression de l'Examen d'Etat

pour les élèves en fin de cycle secondaire. Intervenant sur les antennes de Top Congo, Steve Mbikayi a affirmé que 80% d'élèves qui obtiennent les diplômes d'Etat ne les méritent pas.

Il propose que chaque école organise son examen pour que ses diplômés passent plus tard un concours rigoureux pour accéder à l'université.

Cela poussera les parents à inscrire leurs enfants dans de bonnes écoles...", a conclu le patron de l'ESU »

Source (<https://www.mediacongo.net/article-actualite-39536.html>)

Que chaque école organise ses propres épreuves ne peut constituer qu'une des étapes. Car on connaît actuellement que les établissements d'enseignements secondaires tablent sur le nombre (effectif) au détriment de la qualité. Que des banderoles et autres affiches qui exhibent la mention (100%) aux examens d'Etat dans un but purement lucratif. La solution doit débiter au niveau de la réhabilitation de l'enseignant du niveau primaire. Celui-ci jouissait d'une estime inégale à celui d'aujourd'hui. Tout devra partir de là si réellement volonté il y a pour sortir du borbier.

Arrivé déjà au niveau des humanités avec des tares pour un élève, scelle pour longtemps la venue de ceux qui n'ont pas les capacités requises pour affronter les études universitaires. Pour eux donc, la seule cure est la révolution mentale (Mabika Kalanda, 1965). Cette cure concerne ainsi tous les acteurs de ce secteur au lieu de demi-mesures et de moyenne portée sans lendemain.

Comment expliquer le déphasage entre la position géostratégique de la RDC et l'absence des ambitions des grandeurs dans le chef de sa jeunesse ? Elle se trouve désormais embarquée dans des passions démesurées au nombre desquelles se rangent en voie royale, la fréquentation des débits de boissons en plein air (et

en plein essor à Kinshasa), à des mouvements religieux aux idéologies contradictoires, éloignées du Transcendant humain qu'elle prétend adorer sans réellement le connaître. Ou encore la prise d'assaut des lieux publics soit pour subtiliser les possessions des paisibles passants, soit encore s'improviser par force comme courtiers des biens et services.

A la limite, une élite qui peine à se démarquer de cette masse ne peut qu'être la cible sur laquelle les ONG viennent justifier leur présence, et non celle sur qui elles peuvent compter en vue de transformer le monde dans lequel elle vit, et préparer celui d'un rêve cultivé depuis la tendre enfance. Qu'entendons-nous du Congo de 2050 face aux enjeux planétaires avec une jeunesse désaxée, sans repère ? C'est ici où il faut insister sur la nécessité d'un investissement utopique de grandeur. Un investissement qui fait réellement rêver, loin des folklores politiques qui clament une chose mais font exactement le contraire une fois aux commandes de l'appareil de l'Etat.

Sans une prise de conscience généralisée de la part de cette jeunesse, ou de l'élite universitaire, elles constitueront à ses yeux des clubs d'amis clos qui se relayent des postes une fois vacants. Cependant sans être hyper pessimiste, nous insistons sur le fait qu'il plane dans le paysage universitaire une suite des générations qui n'ont rien d'universitaire sauf leurs preuves d'inscription. Car les attitudes qui consistaient à prendre des notes au moment de la dispensation des cours, et la hardiesse de dresser un mémo collectif pour récuser un enseignant jugé incompétent se sont étioilées au profit d'un laisser-aller qui ne dit pas encore son nom. Pire encore, il s'installe-la pratique de l'appréciation de passages des promotions qui obéissent plus à des critères « des relations pédagogiques » que ceux réellement académiques. Devant cette impasse, la compétition s'est laissée rattrapée par des nouveaux standards non universaux nocifs à l'éclosion d'une race d'élite compétitive et réellement ambitieuse.

4. Possibilités de collaboration université et ONG

Envisager la collaboration sous l'angle incommensurable d'absence de la méritocratie serait déjà viciée au départ. Raison pour laquelle nous insistons sur deux choses qui ont toujours consisté en un chapelet des recommandations effleurées par les enseignants : l'outil informatique et la langue anglaise. En effet, leur maîtrise est un des préalables indispensables sur lesquels elles ne sacrifient nullement leurs efforts pour offrir de l'embauche à un postulant si intelligent, soit-il.

- De l'informatique

L'outil informatique passe pour un incontournable critère pour être embauché dans les ONG, quel que soit le secteur d'action considéré. Son programme de base (Word) recèle tout ce qu'il faut pour digitaliser sur la feuille A4 des phrases (idées) sous formes des textes, tableaux, présentations et invitations. A côté de Word, l'Excel et le Powerpoint constituent des entrées indispensables qui ne se maîtrisent que par leur utilisation de routine.

Savoir manipuler le clavier et la souris incorporée ou non comptent parmi le savoir informatique attendu de tout prétendant à un poste vacant. En effet, lors du test, encore faut-il que le CV soit bien présenté décrivant mieux le profil attendu pour être qualifié à cette étape, la vitesse compte énormément. Il est exigé également la maîtrise des logiciels de traitement des données quantitatives et qualitatives (Epidata, Epi info, SPSS, Stata, Atlas.ti, Analyse de contenu) qui s'ajoute en ingrédients à cette liste concernant l'informatique.

Il est ainsi attendu de tout universitaire un minimum d'investissement qui passe pour des suppléments qui manquent à

l'appel au cours de la formation de la majorité des étudiants. Ne faut-il pas rappeler ici que le cours d'informatique (notions théoriques) n'est enseigné par exemple qu'en premier graduat en anthropologie? Et le reste du programme d'enseignement ne prévoit-il rien du tout s'inscrivant en direction de l'approfondissement qui prépare à des échéances déterminantes de la vie professionnelle. Disons un dernier mot avec la seconde insistance.

- De la langue anglaise

La langue anglaise, comme deuxième préalable retenu dans la présente étude, quant à elle, donne l'impression d'être une corvée pour l'universitaire congolais. Elle n'est pas approchée par les étudiants dans le souci de s'ouvrir plus tard au monde. Pour rester dans le cas du programme actuel d'enseignement en Anthropologie, il est un cours qui n'est dispensé uniquement qu'en deuxième graduat. Pourtant la littérature spécialisée de base sur cette discipline, abondante et disponible en ligne, est essentiellement en anglais. La manipulation de l'anglais technique en Anthropologie est inexistante dans le cursus académique, alors qu'il est porteur d'un esprit scientifique indispensable par exemple, dans le cadre des recherches de terrain qui conduisent à des publications appréciables parmi les pairs à l'échelle planétaire.

Voilà des facteurs susceptibles de décroquer les trouvaillies locales. Ainsi pour le (la) finaliste, il (elle) se ferme ainsi la porte à des belles aventures, ou des carrières alléchantes faute de la maîtrise de la langue de Shakespeare. Il peut être dit assezu sujet de l'outil informatique. Car le clavier pour la plupart est en anglais, et faute de ces deux préalables on peut s'imaginer dès lors le divorce qui se déclare à l'appel d'une collaboration entre les deux mondes : académique et ONG.

Nous venons certes d'étudier l'opportunité que nous qualifions de primaire quand elle s'adresse à des finalistes en vue d'une certaine utilité à leur égard. Reste à souligner néanmoins que la vision panoramique dont dispose l'enseignant se présente comme une ressource au service de cette collaboration. Nous osons la qualifier d'opportunité secondaire, dans la mesure où cette cible est à même de construire des opérations qui dépassent la simple évidence.

Autrement dit, les efforts à fournir pour répondre à leurs exigences sont mieux interprétés et compris par le corps académique à la suite de leur longue expérience par rapport aux questions sociales. D'où l'appel à la révision des contenus des cours afin de leur conférer les portées pratiques aux côtés de la théorie. De cette exigence s'ajoute une autre qui insiste sur la remise en question collective, un défi à relever tous azimuts concernant les deux préalables des premières cibles, qui doivent constituer des ingrédients indispensables pour nouer des partenariats bancables. Une telle maîtrise est susceptible d'être transmise aux générations d'étudiants qui auront le bonheur de se forger des modèles, donc des stimuli qui pour le moment se dérobent et participent à l'évanouissement des talents ou de vocation.

Ainsi donc, il n'est pas tolérable d'assister penaud à leur feroce et dont les agents mènent une vie au-dessus de la moyenne, et d'ambitionner sérieusement d'en faire partie et ne pas être en mesure de transformer le désespoir des rêves des finalistes en mains d'œuvres qualifiées de par la mission dédiée à l'Université par ses textes fondateurs. C'est à ce prix, seulement que les conditions de vie du grand nombre pourront s'améliorer durablement ; à l'instar d'un peuple qui aspire à matérialiser la sagesse chinoise de plus apprendre de l'autre à pêcher que d'attendre toujours du poisson.

5. Pour ne pas conclure

La ligne éditoriale de la présente qui se voulait collaboratrice, invitait à la réflexion pour creuser les possibilités de rapprochement de deux mondes : académique et celui des ONG. C'est ainsi que notre contribution a essayé d'insister sur quelques préalables non négociables de l'offreur. Et après nous être investi dans la compréhension du pourquoi de leur présence en RDC, nous croyons avoir rendu intelligible à l'attention de nos lecteurs qu'elles ont développé une rationalité de gestion aux standards internationaux au rang desquels passent nécessairement la maîtrise de l'outil informatique, et tout ce qu'il charrie comme logiciel de traitement des textes et des données. La maîtrise de la langue anglaise n'a pas manqué de se signaler en bonne place.

De ce fait, la non prise au sérieux de ces deux préalables lors de la formation de l'élite la condamne au contentement des métiers qui n'honorent que tardivement son homme. Une refonte ou remise en question (Mabika Kalanda, 1966) est plus qu'indispensable. Dans ce cas, la mise en garde d'Emile Durkheim rappelée par Xavier vaut encore aujourd'hui tout son pesant d'or lorsqu'il écrivait :

Nous estimerions que nos recherches ne méritent pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif. Si nous séparons avec soin les problèmes pratiques, ce n'est pas pour négliger ces derniers : c'est, au contraire, pour mieux les résoudre » (Xavier Molénat 2016 : 31-32).

Pour cela, un investissement personnel et réfléchi de l'élite demeure le maître-mot qui viendra irriguer l'ensemble des matières académiques accumulées au cours des années. Mais ce qui vient d'être discuté semble relever d'un terrain tenu à distance par bon nombre des spécialistes des sciences sociales. Pourtant c'est un domaine à investir pour participer tant soit peu à

l'amélioration des conditions de vie de milliers des gens qui vivent dans la détresse permanente.

Enfin, il serait corrosif d'admettre qu'on a évacué cette question en se contentant de ce qui vient d'être dit. Anthropologues et autres scientifiques congolais excellent et passent plus le clair de leur temps à philosopher avant de sombrer inéluctablement dans des recommandations fétichisantes, faciles et moralisantes.

Que la lecture de ce qui précède puisse susciter et révolter en même temps les anthropologues premièrement et, autres scientifiques des sciences sociales ensuite, afin d'inscrire la question des ONG dans leurs préoccupations scientifiques tant en extension comme en compréhension. Tel est notre vœu le plus ardent.

Références bibliographiques

- Anthony Olivier-Smith, « Anthropological research on hazards and disasters », in *Re. Anthropol.*, 1996, pp. 25 : 3.3-28
- Emile Durkheim, *Le suicide*, Paris, Alcan, 1969.
- Goldshmidt, W., (ed.), *The uses of anthropology*, A special publication of the American Anthropology Association, n°11, Washington, 1978.
- Guba, R., « Anthropologist among the Marxists », *Civil Lines*, 1 : 73-94.
- Ivan Illich, *Némésis ou expropriation de la santé*, Paris, Seuil, 1975.
- James Ferguson, « Development » in Alan Barnard and Jonathan, *Encyclopedia of social et cultural anthropology*, London and New York, Routledge, 2002, pp. 234-243.

- Jean Grenier, *Essai sur l'esprit d'orthodoxie*, Paris, Gallimard, 1933.
- Jeanne Canizzo, « Museums », in Alan Barnard and Jonathan Spencer, *Encyclopedia of social and cultural anthropology*, London et New York, 2005.
- Jean-Pierre Olivier de Sardan, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, 1995.
- Maurice Godelier, *Perspectives in Marxist Anthropology*, Cambridge : Cambridge University Press, 1977.
- Mead Margaret, « Applied Anthropology : The State of the Art » in A.F.C. Wallace et al. (eds) *Perspectives on Anthropology*, Publications of the American Anthropological Association, Washington, 1977.
- MSP-PNLP, *Cartographie des intervenants et interventions/PNLP 2007*, Kinshasa, s.éd., 2007.
- Theodore Trefon et alii (S. Dir.), « Agir à la place – et en dépit de – de l'Etat : ONG et association de la société civile à Kinshasa » in *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Tervuren, n°61-62, 2004, pp. 119-132.
- Weaver T., « Anthropology as Policy Science : Part I A critique Human organization, 44 (2), 97-105, 1985.
- Xavier Molénat, « Emile Durkheim. Le Père de la Sociologie française », in Nicolas Journet (S. Dir.), *Les grands penseurs des sciences humaines*, Auxerre, Sciences Humaines Editions, 2016.

L'apport des ONG et des médias à l'intégration des soins de santé mentale dans le plan national de développement sanitaire en République Démocratique du Congo.

Par Serge KAPANGA KULE

Introduction

La santé est définie par l'OMS, en 1946, comme un «état complet de bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Cette définition, est d'actualité. La santé mentale à cet effet est l'une des composantes de la santé à la lumière de la définition de l'OMS étant une composante de première importance de la santé, l'une des conséquences est que la santé mentale évoque beaucoup plus que la simple absence de troubles et/ou de handicaps mentaux. De ce fait, nous pouvons élargir la portée de la santé mentale en citant la définition de l'OMS spécifiant que : « La santé mentale est un état de bien-être dans lequel une personne peut se réaliser, surmonter les tensions normales de la vie, accomplir un travail productif et contribuer à la vie de sa communauté » (OMS, 2010).

En outre, on comprend de plus en plus combien il n'est pas possible de dissocier la santé mentale de la santé physique, leurs conséquences réciproques étant profondes et complexes.

Notons qu'en 2007 déjà, près de 54 millions d'habitants de notre planète étaient atteints de troubles mentaux graves tels que la schizophrénie et les troubles bipolaires (psychose maniacodépressive) en plus des 154 millions souffrant de dépression. Aujourd'hui, 13% de la charge de morbidité mondiale

sont imputés à l'ensemble des troubles mentaux, neurologiques et liés à l'utilisation de substances psycho-actives ; dont la dépression représente 4,3% avec 11% du total des années de vie avec incapacité dans le monde (OMS, 2012).

Dans les pays en développement, où ils sont la conséquence de conditions persistantes engendrées par la pauvreté, la transition démographique, les conflits au sein d'Etats fragiles et les catastrophes naturelles, les troubles mentaux sont en augmentation de manière disproportionnée.

En RDC, la crise sociopolitique qu'a connue le pays sur plus de 10 ans a eu pour conséquences de multiples deuils, des déplacements et une paupérisation de la population dont le retentissement est, entre autres, la détérioration significative de la santé mentale.

Considérant ces définitions et la charge de morbidité des troubles mentaux qui ne cesse d'augmenter, surtout dans les pays en développement parmi lesquels la RDC, est essentiel qu'un processus d'intégration de la santé mentale soit pensé puis mis en œuvre pour atteindre cet état de bien-être mentionné plus haut.

Dans cet article, nous parlerons du niveau d'intégration de la santé mentale dans la santé en général en RDC, des conditions de faisabilité ou d'amélioration de cette faisabilité en rapport avec ladite intégration et des enjeux qu'elle soulèverait, nous ne pourrions voir et éclairer le niveau d'opérationnalisation de cette intégration de la santé mentale dans les prochaines politiques nationales de santé qu'avec l'implication des ONG et des médias.

D'où la question de recherche : « Comment intégrer les ONG et les médias dans la santé mentale dans les prochaines politiques nationales de santé ? »

Des résultats de terrain, il en ressort ce qui suit :

Les Obstacles au développement des services de santé mentale

Le plus grand obstacle au développement des services de santé mentale est que cette dernière ne soit pas considérée par les décideurs comme un domaine prioritaire de la santé publique. Cela a des conséquences préoccupantes pour le financement des soins de santé mentale, puisque les gouvernements consacrent à la santé mentale des crédits restreints dans leur budget de santé et que l'intérêt des donateurs fait défaut.

L'organisation des services fait aussi partie des obstacles mis en évidence. Les ressources en santé publique sont centralisées dans les grandes villes et leur banlieue, et dans les grands établissements. Ce type d'établissement utilise fréquemment une proportion importante des ressources en santé mentale, qui sont limitées ; isole les patients des systèmes vitaux de soutien familial et communautaire ; coûte davantage que la prise en charge au sein la communauté et est associé à des conditions de vie indignes, des violations des droits de l'homme et une stigmatisation. Cependant, réduire la taille des hôpitaux psychiatriques comme rendre les soins disponibles dans la communauté comportent des difficultés.

Le troisième obstacle au développement des services de santé mentale, en rapport avec l'organisation des services, est la difficulté d'intégrer efficacement les soins de santé mentale dans les services de soins de santé primaires. Les systèmes qui dispensent les soins de santé primaires sont surchargés ; ils ont des tâches multiples à accomplir et accueillent de nombreux patients, la supervision y est réduite, ils disposent de peu de systèmes d'orientation fonctionnels, et la fourniture des médicaments essentiels y est discontinue. Le manque de ressources humaines est aussi à l'origine de cet obstacle, dans la mesure où peu de

professionnels de la santé issus d'un nombre limité de professions sont formés et supervisés dans le domaine de la santé mentale.

Enfin, l'un des obstacles majeurs est probablement le manque d'initiatives de santé publique efficaces en faveur de la santé mentale dans la plupart des pays.

Pourquoi intégrer les soins de santé mentale ?

La situation sociopolitique de notre pays embrasse pratiquement toute la vie communautaire, cette situation pose des véritables problèmes de santé mentale et la réponse à cela ne peut être que par une approche de santé mentale. Un autre élément est le fait que c'est un problème globalisant, les gens se focalisent plus à ce qui se passe à l'Est de la RDC par rapport à la guerre, par rapport à la problématique même de violences sexuelles mais à Kinshasa où il n'y a pas de guerre, ce problème reste quand même important. C'est que la situation politique empêche aussi le bon développement des systèmes sanitaire en général et en particulier de la santé mentale parce que le système tel qu'organisé accorde moins d'argent, un pourcentage faible au budget de l'Etat d'abord au système sanitaire en général et dans ce système sanitaire en général les problèmes de santé mentale ne sont pas mis en contribution.

Selon l'OMS, un individu sur quatre nécessitera des soins de santé mentale à un moment de sa vie, cependant la majorité des pays n'alloue que 2% du financement de la santé aux services de santé mentale. De plus, «à l'heure actuelle, près de 70% des dépenses de santé mentale vont aux institutions psychiatriques. Si les pays dépensaient davantage au niveau des soins primaires, ils pourraient atteindre davantage de gens et commencer à s'attaquer

aux problèmes suffisamment tôt pour réduire les besoins en soins hospitaliers plus coûteux» (OMS, 2011).

Pour les pays à revenus intermédiaires ou faibles, intégrer les soins de santé mentale dans les soins primaires serait une solution pour parer au manque de ressources humaines et financières qui fait partie de leur quotidien. En effet, les rares ressources à dispositions sont souvent investies dans les soins spécialisés des usagers des services de soins mentaux et même lorsqu'il en reste, il n'en reste pas assez pour développer un système de santé mentale intégré. Intégrer la santé mentale dans les soins de santé primaires reviendrait donc à assurer les mêmes soins mais au niveau des hôpitaux généraux afin d'éviter les grands investissements (dont ils ne disposent pas par ailleurs) que demandent les hôpitaux psychiatriques d'une part, et à développer des services de santé mentale au niveau communautaire d'autre part (<http://www.who.int/features/qa/62/fr/>).

Une autre raison, fondamentale et pertinente d'intégrer les soins de santé mentale au niveau des soins primaires est l'amélioration de l'accès aux soins des usagers. En effet, les soins spécialisés restent peu accessibles dans nos régions, que ce soit géographiquement, financièrement ou culturellement. Pour atteindre ces objectifs, « il faut enseigner au personnel de santé générale les bases essentielles de la santé mentale. Cette formation garantit un usage optimum du savoir actuel au profit du plus grand nombre et permet d'intervenir sans délai ».

Des Stratégies

Opérationnalisation de l'intégration des soins de santé mentale dans les politiques nationales de santé.

Nous en venons à la question posée implicitement et explicitement: Comment intégrer alors cette Santé mentale dans une politique de santé? Est-ce faisable? Si oui, sous quelle forme?

Nous ne prétendons pas posséder la connaissance absolue dans ce domaine mais nous nous efforcerons de nourrir la réflexion sur l'opérationnalisation de ladite intégration.

Pour commencer, nous pouvons nous avancer à dire qu'il est possible d'intégrer la Santé Mentale dans les prochaines politiques de santé en RDC et dans le même temps concilier les visions des politiques et des prestataires de soins, différentes de par les contraintes. De plus, la RDC faisant partie des pays à faibles revenus, et de ce fait dépendant aussi des financements extérieurs pour la mise en œuvre de ses politiques, les politiques devraient penser à intégrer la santé mentale dans la politique de santé, une manière d'augmenter les possibilités de financement de ce domaine très peu développé, nous ne le dirons pas assez.

Intégration de la Santé mentale au niveau des soins de santé primaire

Selon l'OMS dans son rapport sur la santé dans le monde de 2001, intégrer les soins de santé mentale au niveau des soins de santé primaires dans les services généraux comporterait plusieurs avantages à savoir la diminution du phénomène d'exclusion des soignés et soignants parce que les troubles mentaux seraient pris

en charge en même temps que les maladies somatiques, l'amélioration du dépistage de ces troubles chez des patient présentant des symptômes physiques vagues souvent en lien avec un début de ces troubles, une couverture universelle des soins de santé mentale. De plus, financièrement, le gestionnaire aurait les avantages d'une institution commune et donc plus fructueuse.

Néanmoins, rappelons que cette intégration ne peut se faire sans la réalisation de certains préalables dont « une analyse rigoureuse de ce qui est possible ou non pour le traitement et la prise en charge des troubles mentaux aux différents niveaux de soins » : le suivi des patients à long terme et la prise en charge des troubles mineurs pourraient être assurés au niveau des soins primaires cependant les psychoses aiguës par exemple devraient être pris en charge à un niveau supérieur(OMS, 2005).

Ceci dit, les soins de santé mentale intégrés dans les soins primaires bénéficieraient-ils de financement étant dans une perspective de développement d'un système de santé mentale à long terme ? Ou cette organisation pèserait-elle sur le financement des soins primaires au risque de les tirer vers le bas ou de les « noyer » carrément ?

Intégration de la Santé Mentale par une « Voie du milieu »

Nous entendons par Intégration de la santé mentale par une « voie du milieu » une intégration de la santé mentale dans la politique nationale de santé qui utiliserait une sorte de schéma intermédiaire, qui ne serait ni strictement une approche verticale, ni strictement une approche intégrée mais une fusion des deux approches en termes de principe.

En effet, le domaine de la santé mentale en RDC ayant besoin de financement surtout extérieur, vue la part du budget du

ministère de la santé publique qui lui serait actuellement allouée, une approche verticale attirerait plus aisément le financement dont le politique a besoin dans un premier temps parce que « rassurant » les bailleurs qui exigeraient des résultats à court et à moyen terme.

La vision du politique, qui rappelons-le est orientée financement, s'étant réalisée, celui-ci pourrait au fur et à mesure de son financement et des délais accordés, investir une part de ce financement dans le développement d'un système de santé mentale, pour financer à son tour l'intégration de la santé mentale au niveau des soins primaires.

Le développement d'un système de santé ne se construisant pas à court, ni à moyen terme ; le politique devrait donc continuer à « assurer » son financement en maintenant une approche verticale le temps qu'il faudrait pour intégrer la santé mentale au niveau primaire et ainsi rencontrer la vision du prestataire de soins qui elle, est axée sur le patient. Cette « voie du milieu » serait donc l'approche qui satisferait tous les acteurs de la santé mentale, tant nationaux qu'internationaux : le domaine de la santé mentale gagnerait en visibilité (par une approche verticale), attirerait des financements pour les politiques qui à leur tour présenteraient des résultats aux bailleurs d'une part en investissant dans le développement d'un système de santé mentale d'autre part ; le développement de ce système de santé mentale étant la réponse qu'attendraient les prestataires de soins et au-delà, les usagers des services de soins de santé mentale (SIMBANANIYE, 2012).

Renforcer le leadership et la gouvernance dans le domaine de la santé mentale

La planification, l'organisation et le financement des systèmes de santé sont une entreprise complexe à laquelle doivent

participer de multiples parties prenantes et différents niveaux de l'exécutif. En tant que « gardiens ultimes » de la santé mentale de la population, c'est aux pouvoirs publics qu'il incombe au premier chef de mettre en place des structures institutionnelles, juridiques et financières et des services adéquats pour répondre aux besoins et promouvoir la santé mentale de l'ensemble de la population.

La gouvernance ne concerne pas seulement le gouvernement lui-même, mais aussi ses liens avec les organisations non gouvernementales et la société civile. Une société civile forte, et en particulier des organisations de personnes souffrant de troubles mentaux et de handicaps psychosociaux, de familles et de soignants, peut aider à établir des politiques, des lois et des services plus efficaces et plus responsables dans le domaine de la santé mentale d'une manière conforme aux instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme.

Parmi les principales conditions requises pour élaborer des politiques et des plans efficaces en matière de santé mentale figurent : le leadership et l'engagement énergiques des pouvoirs publics, la participation des acteurs concernés, une définition claire des domaines d'action, des mesures pensées sur la base de données factuelles et en tenant compte des incidences financières, une attention toute particulière à l'équité, au respect de la dignité et des droits fondamentaux des personnes souffrant de troubles mentaux et de handicaps psychosociaux, et la protection des groupes vulnérables et marginalisés. L'action menée sera plus dynamique et plus efficace si les interventions dans le domaine de la santé mentale sont fermement intégrées aux politiques et plans sanitaires nationaux. En outre, il est souvent nécessaire d'élaborer une politique et un plan spécifiques à la santé mentale pour pouvoir donner des orientations plus précises.

Des lois sur la santé mentale, qu'il s'agisse de textes législatifs distincts ou de dispositions incluses dans d'autres lois

sur la santé ou la capacité juridique, devraient codifier les principes, valeurs et objectifs clés de la politique de santé mentale, par exemple via l'établissement de mécanismes juridiques et de systèmes de surveillance pour promouvoir les droits de l'homme et la mise en place de services de santé et de services sociaux accessibles dans la communauté. Les politiques, plans et lois pour la santé mentale devraient respecter les obligations découlant de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et d'autres conventions internationales et régionales relatives aux droits de l'homme. L'inclusion et la prise en compte plus explicite des questions de santé mentale dans d'autres programmes de santé et partenariats prioritaires [relatifs par exemple au VIH/sida, à la santé de la mère et de l'enfant, aux maladies non transmissibles, ou l'Alliance mondiale pour les personnels de santé], ainsi que dans les lois et politiques d'autres secteurs concernés comme celles portant sur l'éducation, l'emploi, le handicap, le système judiciaire, la protection des droits de l'homme, la protection sociale, la réduction de la pauvreté et le développement, constituent un moyen important de répondre aux impératifs pluridimensionnels des systèmes de santé mentale et devraient rester au centre du leadership exercé par les pouvoirs publics pour améliorer les services thérapeutiques, prévenir les troubles mentaux et promouvoir la santé mentale.

Fournir des services de santé mentale et d'aide sociale complets, intégrés et adaptés aux besoins dans un cadre communautaire

Pour améliorer l'accès aux soins et la qualité des services, l'OMS recommande la création de services complets de santé mentale et d'aide sociale ancrés dans la communauté locale ; l'intégration des soins de santé mentale et des traitements psychiatriques dans les hôpitaux généraux et les structures de soins de santé primaires; la continuité des soins entre les différents dispensateurs et niveaux du système de santé ; une collaboration

efficace entre les dispensateurs de soins formels et informels ; et la promotion de l'auto prise en charge, par exemple grâce aux technologies électroniques et mobiles.

La création de services de santé mentale de qualité exige de suivre des protocoles et des pratiques fondés sur des données factuelles, y compris pour l'intervention précoce, l'intégration des principes relatifs aux droits de l'homme, le respect de l'autonomie de l'individu et la protection de sa dignité. En outre, les agents de santé ne doivent pas limiter leurs interventions à l'amélioration de la santé mentale mais se préoccuper aussi de la santé physique des enfants, des adolescents et des adultes souffrant de troubles mentaux et vice versa, à cause de la fréquence de la comorbidité physique et mentale et des facteurs de risque associés, par exemple une forte consommation de tabac, dont il n'est pas tenu compte.

La prestation de services à assise communautaire doit suivre une approche axée sur la guérison qui aide les personnes souffrant de troubles mentaux et de handicaps psychosociaux à réaliser leurs propres aspirations et objectifs. Les services doivent en particulier répondre aux impératifs suivants: écouter les malades pour comprendre comment ils perçoivent leur état et ce qui pourrait les aider à guérir; les considérer comme des partenaires à parts égales dans l'organisation de leurs soins; leur donner le choix entre plusieurs traitements et thérapies, s'agissant aussi de qui prodigue les soins; et faire appel à des groupes d'entraide et de soutien entre soignants, au sein desquels, en plus d'apporter leur savoir-faire, ils s'encouragent mutuellement et développent un sentiment d'appartenance. En outre, une approche multisectorielle est nécessaire afin que les services apportent un soutien aux patients aux différents stades de leur vie et, le cas échéant, leur permettent d'exercer leurs droits fondamentaux, comme le droit à l'emploi (programmes de retour à l'emploi notamment), au logement et à l'éducation, et le droit de participer

à des activités et à des programmes communautaires, et d'avoir des activités constructives.

Il faut faire participer plus activement les utilisateurs à la réorganisation, à la prestation, à l'évaluation et à la surveillance des services de façon à ce que les soins et les traitements dispensés répondent mieux à leurs besoins. Une plus grande coopération avec les dispensateurs de soins de santé mentale « informels », y compris les familles ainsi que les chefs religieux, les tradipraticiens, les enseignants, les fonctionnaires de police et les organisations non gouvernementales locales, est aussi nécessaire.

Il est également essentiel que les services répondent aux besoins des groupes vulnérables et marginalisés, y compris les familles défavorisées sur le plan socio-économique, les personnes vivant avec le VIH/sida, les femmes et les enfants exposés à La violence domestique, Les personnes ayant survécu à des épisodes violents, les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, les populations autochtones, les immigrants, les demandeurs d'asile, les personnes privées de liberté et les groupes minoritaires, entre autres, compte tenu du contexte national.

Lors de la planification des interventions humanitaires d'urgence et de l'organisation du relèvement, il est indispensable de veiller à mettre largement à disposition des services de santé mentale et de soutien psychosocial à assise communautaire.

L'exposition à des événements malheureux ou à un stress extrême, du fait de catastrophes naturelles, de conflits ou de troubles civils ponctuels, répétés ou continus, ou encore de violences familiales et domestiques persistantes, peut avoir sur la santé physique et mentale des conséquences graves qui demandent à être examinées avec soin, en particulier pour la caractérisation du diagnostic (il faut éviter notamment de sur diagnostiquer et de

surmédicaliser) et les méthodes de soutien, de soins et de réadaptation à employer.

Pour développer les services de santé mentale et obtenir de meilleurs résultats, il est essentiel de disposer d'un nombre suffisant de professionnels et d'agents de santé compétents, réceptifs, convenablement formés et équitablement répartis.

L'intégration des soins de santé mentale dans les services et programmes de santé généraux spécifiquement axés sur certaines maladies et les services et programmes d'aide sociale (comme ceux consacrés à la santé des femmes ou au VIH/sida) fournit une bonne occasion de mieux prendre en charge les problèmes de santé mentale, de promouvoir la santé mentale et de prévenir les troubles mentaux. Par exemple, les agents de santé formés en santé mentale devraient être capables non seulement de prendre en charge les troubles mentaux des personnes qu'ils reçoivent, mais aussi de les informer sur le bien-être en général et de dépister d'autres problèmes de santé connexes, y compris des maladies non transmissibles et des toxicomanies.

Cette intégration des fonctions nécessite l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences pour pouvoir repérer et prendre en charge les personnes souffrant de troubles mentaux, et si nécessaire les aiguiller vers des services spécialisés, mais aussi une redéfinition des rôles des agents de santé et un changement de culture et d'attitude des agents de santé généraux, des travailleurs sociaux, des ergothérapeutes et d'autres groupes professionnels. En outre, dans ce contexte, le rôle des spécialistes de la santé mentale doit être élargi et comprendre l'encadrement et le soutien des agents de santé généraux qui assurent des interventions de santé mentale.

Intégration des ONG et des Médias dans le plaidoyer

L'intégration des soins de santé mentale dans le plan national de développement sanitaire comme soins primaires au même titre que d'autres soins primaires, exige un plaidoyer auprès du gouvernement et des assistants techniques et financiers. C'est dans ce cadre que sont sollicités les médias et les ONG.

Le rôle des médias et des ONG dans la promotion et la prévention dans le domaine de la santé mentale

Dans le cadre des efforts entrepris au niveau national pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes de santé, il est indispensable non seulement de satisfaire les besoins des personnes souffrant de troubles mentaux caractérisés, mais aussi de protéger et de promouvoir le bien être psychologique de tout un chacun. La santé mentale évolue tout au long de la vie. En conséquence, les gouvernements ont un rôle important à jouer en utilisant les informations existantes sur les risques et les facteurs de protection pour prendre des mesures destinées à prévenir les troubles mentaux, à protéger et promouvoir la santé mentale à tous les stades de la vie. Les premiers stades de la vie constituent un moment particulièrement important pour promouvoir la santé mentale et prévenir l'apparition de troubles mentaux, puisque jusqu'à 50 % des troubles mentaux chez l'adulte se déclarent avant l'âge de 14 ans.

Les enfants et les adolescents atteints de troubles mentaux devraient bénéficier d'interventions précoces - thérapies psychosociales et autres interventions non pharmacologiques fondées sur des bases factuelles et ancrées dans la communauté locale - qui évitent le placement en institution et la médicalisation.

En outre, ces interventions devraient respecter les droits de l'enfant consacrés dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme.

Il incombe à toutes les ONG opérant dans le domaine de santé, aux médias de promouvoir la santé mentale et de prévenir les troubles mentaux. En effet, une mauvaise santé mentale est souvent le résultat de tout un ensemble de déterminants sociaux et économiques, y compris le niveau de revenu, la situation au regard de l'emploi, le niveau d'instruction, le niveau de vie matériel, la santé physique, la cohésion familiale, la discrimination, les violations des droits de l'homme et l'exposition à des événements défavorables, y compris les violences sexuelles, la maltraitance et le délaissement d'enfants. Les besoins en santé mentale des enfants et des adolescents victimes de catastrophes naturelles, de conflits civils ou autres, y compris ceux qui ont été recrutés dans les forces armées ou des groupes armés, sont très grands et requièrent une attention spéciale.

Les stratégies générales de promotion de la santé mentale et de prévention des troubles mentaux tout au long de la vie peuvent être centrées sur des lois anti-discrimination et des campagnes d'information contre la stigmatisation et les violations des droits de l'homme trop souvent associées aux troubles mentaux; la promotion des droits des personnes souffrant de troubles mentaux, de leurs chances et des soins qui leur sont destinés ; le développement des qualités intrinsèques de chaque individu durant ses années d'apprentissage (programmes pour la petite enfance, acquisition des savoir-faire pratiques, éducation sexuelle ou encore programmes visant à favoriser l'instauration de relations sécurisantes, stables et épanouissantes entre les enfants et leurs parents ou soignants.

Renforcer les systèmes d'information, les bases factuelles et la recherche dans le domaine de la santé mentale.

L'information, les bases factuelles et la recherche sont des composantes essentielles d'une politique. D'une planification et d'une évaluation appropriée en matière de santé mentale. L'acquisition de nouvelles connaissances grâce à La recherche permet d'asseoir les politiques et les actions sur des bases factuelles et sur les meilleures pratiques, et la mise en place de cadres d'information ou de surveillance réactifs et pertinents permet de suivre l'application des mesures et les progrès réalisés dans la prestation des services. Les déséquilibres actuels, qui font que la majorité des recherches sont menées dans et par les pays à revenu élevé, doivent être corrigés si l'on veut que les pays à revenu faible ou intermédiaire soient dotés de stratégies culturellement adaptées et d'un bon rapport coût/efficacité pour répondre à leurs besoins et priorités en matière de santé mentale.

Bien que l'on dispose de profils sommaires de la santé mentale grâce aux évaluations périodiques réalisées dans le cadre de projets, comme le projet Atlas de l'OMS, les systèmes de collecte systématique d'informations sur la santé mentale sont encore rudimentaires ou inexistant dans la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire, ce qui fait qu'il est difficile de connaître les besoins de la population locale et d'établir des plans en conséquence.

Parmi les informations et les indicateurs essentiels dont on a besoin pour le système de santé mentale, il faudrait connaître, l'étendue du problème [la prévalence des troubles mentaux, les principaux facteurs de risque et facteurs de protection de la santé et du bien-être mentaux] ; la couverture des politiques et de la législation, ainsi que des interventions et services (y compris l'écart entre le nombre des personnes atteintes de troubles mentaux et le

nombre de celles qui reçoivent un traitement et bénéficient d'un ensemble de services adéquats, tels que des services sociaux).

Les données sur les résultats sanitaires (y compris les taux de suicides et de mortalité prématurée au niveau de la population, ainsi que les améliorations constatées au niveau des individus ou des groupes en ce qui concerne les symptômes cliniques, les niveaux d'incapacité, le fonctionnement global et la qualité de la vie) et les données socio-économiques (y compris les niveaux relatifs d'instruction, d'accès au logement et d'emploi et de revenu parmi les personnes souffrant de troubles mentaux). Ces données doivent être désagrégées par sexe et par âge et refléter la diversité des besoins de certains groupes de population, y compris des personnes appartenant à des communautés d'origines géographiques diverses (urbaines ou rurales, par exemple] et des groupes de population vulnérables. Les données devront être recueillies au moyen d'enquêtes périodiques ad hoc en plus de celles collectées par les systèmes d'information sanitaire habituels. Il peut être intéressant aussi d'utiliser les données existantes, par exemple les rapports périodiques soumis statutairement aux organes de surveillance des traités par les gouvernements, les organismes non gouvernementaux et autres.

Conclusion

En somme, la santé mentale est préoccupante en République Démocratique du Congo, un pays concerné par des conflits de tout genre avec leurs corolaires : viol, violences... causes de divers troubles mentaux dont souffrent bon nombre de Congolais. La santé mentale doit normalement être intégrée dans le plan national de développement sanitaire. Mais comble est de constater qu'au niveau du gouvernement, cette question n'est pas vraiment prise en compte, à voir le petit nombre de centres de prise en charge des personnes concernées par les maladies mentales. Pour y parvenir, il sied d'associer les médias et

les ONG, dans les plaidoyers auprès du gouvernement et des assistants techniques extérieurs en la matière.

Références

- OMS, La santé mentale: renforcer notre action, Aide-mémoire N°220, Septembre 2010.
- Les services de santé mentale communautaire, OMS, 2007
- OMS, Projet zéro de plan d'action mondial sur la santé mentale 2013-2020, août 2012
- IONESCU S., Les violences de masse et leur impact sur le plan psychique, in « Violences de masse et reconstruction psychique et des liens sociaux : pour une initiative de développement de la santé mentale dans la région des Grands Lacs - Capitalisation de la 3e conférence internationale de Santé mentale, Kigali », Le Harmattan, 2012.
- SIMBANANIYE L., Les effets de la violence de masse sur la santé mentale au Burundi, in « Violences de masse et reconstruction psychique et des liens sociaux : pour une initiative de développement de la santé mentale dans la région des Grands Lacs - Capitalisation de la 3e conférence internationale de Santé mentale, Kigali », Le Harmattan, 2012.
- OMS, Instrument d'évaluation des systèmes de santé mentale, février, Genève, 2005.
- OMS, Rapport de santé dans le monde : Impact des troubles mentaux et du comportement, OMS, 2001.
- OMS/Minisanté, Rapport WHO-AIMS sur le système de santé mentale au Burundi, Bujumbura, 2008.
- OMS, Rapport sur la santé dans le monde, OMS, Genève, 2001.

**Créer un nouveau jeu à travers d'un 'secteur
pluriel' aligné :
La théorie et la pratique du cas de l'exploitation
des mines en RDC.**

Elly RIJNIERSE⁴

Introduction

La question à laquelle cet article aimerait répondre est comment créer une collaboration effective entre les acteurs de la recherche scientifique en sciences sociales, notamment la recherche en Anthropologie, les médias et les organisations de la société civile qui mènent des actions sociales et concrètes sur le terrain, à la République Démocratique du Congo (RDC), pour se renforcer mutuellement.

Le point de départ de cette réflexion pour une meilleure collaboration entre la société civile, les médias et les sciences

⁴ Elly Rijnierse est une consultante indépendante, initiatrice de Asterope consultancy, basé aux Pays Bas. Elle a une formation dans les Sciences Politiques, Relations Internationales et en Sciences d'Anthropologie Politique. Au sein de l'organisation de développement internationale Cordaid elle a été co-initiatrice d'un département qui travaillait pour soutenir les communautés locales dans les environs où il y a l'exploitation du pétrole, gaz, métaux ou minéraux, d'une façon artisanale ou industrielle. Elle a travaillé sur cette problématique avec la société civile au Nigeria – Delta Niger, au Chad, au Sudan du Sud et à la République Démocratique de Congo.

sociales est la supposition que l'objectif d'une telle collaboration est de contribuer à un changement profond dans la société, une transformation du système politique – économique pour le bien – être des communautés locales. Si cette supposition est correcte, il est important d'être explicite par rapport à une vision partagée sur la transformation du système politique-économique.

Cet article donne l'exemple d'une étude de base exécutée par la société civile à Katanga par rapport à la problématique minière⁵. Cette étude donne un point de départ et une légitimité pour les actions de la société civile, en partant des besoins et des aspirations de la communauté locale - avec des intérêts internes contradictoires -, et des références aux cadres politiques internationales et nationales. La terminologie et la méthodologie adoptées par le réseau permettent de créer un espace pour des négociations fructueuses entre les parties prenantes.

Dans une collaboration autour d'un tel dossier bien défini, les acteurs de la science sociale focalisé sur le développement durable sont en mesure d'aider à choisir et clarifier la logique du paradigme commun dans le réseau, ainsi que d'aider à l'élaboration de la méthodologie de recherche qui va de pair. Ils peuvent également apporter les résultats d'études scientifiques pour élargir la base de connaissance aux actions de la société civile et aider les médias à interpréter les dynamiques quotidiennes dans un contexte défini par une haute complexité. Enfin, les scientifiques peuvent exécuter les recherches indépendantes sur l'impact des actions de la société civile et la diffusion des informations des médias. Les médias puissent suivre le dossier

⁵ La vision exprimée dans cet article est basée sur l'expérience au sein d'une organisation de développement internationale basé aux Pays Bas, en collaboration avec des organisations civiles en plusieurs pays en Afrique. L'objectif est de partager cette expérience pour d'avantage échanger et apprendre.

d'une manière indépendante, d'une manière informée et focalisée, et ainsi attirer l'attention aux dossiers de développement qui méritent d'être poursuivis.

Les conditions pour une bonne collaboration

Pour une bonne collaboration, le paradigme⁶ adopté par les acteurs de la société civile, les médias et les chercheurs scientifiques doit être pareil ou compatible. Sur cette base, une vision partagée pour une société souhaitable puisse être développée progressivement. Ensuite, il est possible de développer une 'théorie de changement' dans un contexte et par rapport à une problématique spécifique. Dans ce cadre, les acteurs de la société civile, les chercheurs et les médias peuvent définir leurs rôles spécifiques, vu leurs mandats professionnels. Sous ces conditions est-il possible de collaborer et se renforcer mutuellement.

Dans cette collaboration il faut être stratégique dans les engagements avec le secteur public et le secteur privé. Une dynamique positive vers le développement durable est possible si les organisations civiles indépendantes, les médias et les scientifiques alignées visent à faire le plaidoyer auprès du secteur public, pour que le secteur public donne un cadre au secteur privé pour le bien-être de la société.

La légitimité des actions peut être ancrée à la fois dans les besoins de bases des communautés locaux, inclus la gestion durable des ressources naturelles et les systèmes écologiques dans leurs totalités, et dans normes internationales et nationales, comme

⁶ Larousse: Définition de 'Paradigme': 'En doctrine économique: choix de problèmes à étudier et des techniques propres à leur étude'

par exemple les Objectifs de Développement Durable (ODDs) et l'expression des ODDs à travers de la politique nationale.

Désormais est-il important de respecter une diversité des visions dans la société, même au sein du réseau de collaboration, car chaque position a son histoire et sa raison d'être. Une curiosité pour connaître les idées et soucis derrière une position est importante. Il s'agit donc de gérer les contradictions, en acceptant des visions diverses à l'heure actuel, et en créant simultanément une vision commune pour le futur lointain. C'est le futur lointain qui crée une perspective commune et une base de collaboration, pour surmonter les différences d'aujourd'hui.

Quel jeu on joue pour contribuer à la paix et au développement durable ?

On vit dans un monde complexe avec des grands défis. L'idée d'un État de droit moderne est que le gouvernement représente le peuple et gère l'économie pour le bien-être du peuple. Une telle vision moderne présuppose une souveraineté de l'État qui ne correspond pas à une réalité où les relations de pouvoir ne respectent pas les frontières administratives de l'État.

Face à cette complexité, l'interdépendance mondiale et les grands défis comme le conflit et la paix, la lutte contre la faim et la gestion des ressources naturelles, la valeur de la société civile est redécouverte par certaines. Henry Mintzberg par exemple propose face au défi du changement climatique – un phénomène mondial –, des partenariats entre le secteur privé, le secteur public

et le 'secteur pluriel' : 'PPPPs'⁷. Le 'secteur pluriel' inclut les fondations, les coopératives, les mouvements sociaux, les universités, les médias..., tout organisation qui n'est pas l'État, ni le secteur privé. Le 'secteur pluriel' est défini ici dans une situation dites 'idéale'. Il n'est pas toujours évident que le 'secteur pluriel' puisse agir d'une manière autonome vis-à-vis du secteur privé ou du secteur public vues les modalités diverses de financement par exemple. Cette observation mérite beaucoup d'attention et une recherche continue pour renforcer la position dans le sens positive et la marge de manœuvre du 'secteur pluriel' pour pouvoir jouer son rôle effectif dans le développement durable.

Dans la dynamique le plus courant à nos jours chaque secteur cherche à défendre son intérêt. Le secteur public joue son rôle pour la planification orchestrée. Le secteur privé est autonome et cherche l'innovation pour mieux faire du profit. Le secteur pluriel est plutôt engagé et cherche à répondre aux besoins locaux. Le résultat commun est une dynamique négative. Pour arriver au développement durable il faut faire changer une dynamique négative vers une dynamique positive⁸.

⁷Mintzberg, H., D. Etzion, S. Mantere, 2018. PPPPs for Climate Change. <http://www.mintzberg.org/blog/pppps-for-climate-change>. Accédé le 23 janvier 2019.

⁸ Mintzberg, H., Etzion, D. & Mantere, S., 2018. Worldly strategy for the global climate. *Stanford Social Innovation Review*, 16(4): 42-47.

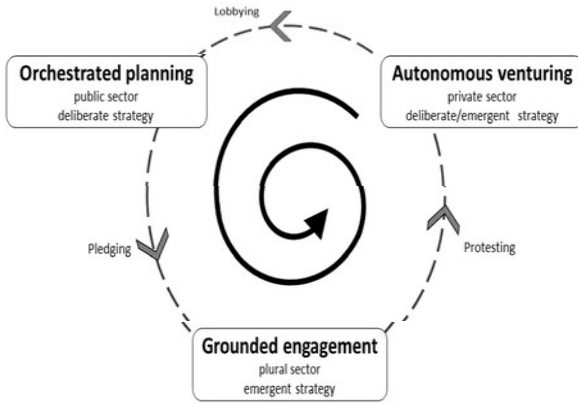


Figure 1: Quand les efforts organisés se rencontrent⁹.

Une spirale descendante d'activités contre-productives se produit lorsque les trois secteurs travaillent à contre-courant. Le secteur privé fait le plaidoyer auprès de l'État, l'État fait de promesses qui ne sont pas tenues, et le secteur pluriel proteste. Parfois la réaction de l'État par rapport aux protestes quand il y a des grands intérêts en jeu est forte, ce qui nourrit la méfiance.

⁹ Mintzberg, H., Etzion, D. & Mantere, S., 2018, Ibid.

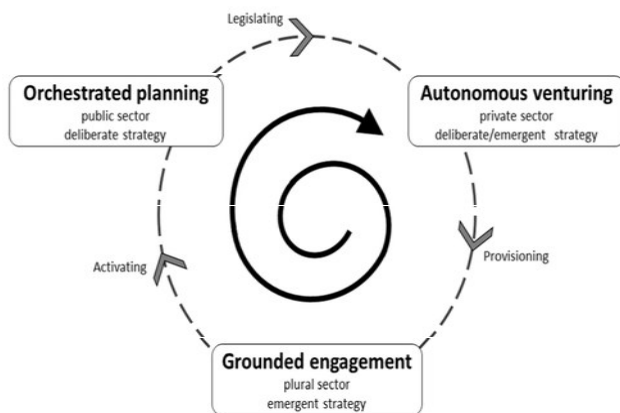


Figure 2: Quand les efforts organisés se regroupent¹⁰

Une spirale ascendante d'activités constructive se produit lorsque les trois secteurs travaillent ensemble. Un secteur pluriel bien organisé, informé, autonome, légitime puisse influencer le secteur public pour que les activités du secteur privé sont bien réglementées et répondent aux besoins de la société.

Dans ce jeu, le secteur pluriel joue un rôle de 'coup de départ' par rapport aux dossiers spécifiques, vu des besoins spécifiques signalés. Pour jouer ce rôle d'une manière cohérente le secteur pluriel nécessite une espace politique sécurisé, les modalités juridique et financière pour pouvoir créer d'avantage l'espace pour l'indépendance du secteur pluriel du secteur public et du secteur privé.

¹⁰ Mintzberg, H., Etzion, D. & Mantere, S., 2018, Ibid.

Le choix du paradigme et gérer les contradictions

La dynamique de confrontation auquel on est malheureusement trop habitué est née d'un discours moderne, dominant dans un monde global inégal. Ce discours met les institutions étatiques au centre à travers d'un rôle en tant que 'régisseur du développement' en combinaison avec un paradigme néo-libérale, qui indique le marché libre comme moteur de développement économique. Par contre, pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) une collaboration entre les institutions étatiques, le secteur privé et le secteur pluriel est nécessaire. Les grands défis des ODDs dépassent les capacités d'un acteur parmi les trois. En conséquence, il est nécessaire de définir le rôle des institutions étatiques autrement, d'un rôle de 'régisseur de développement' vers un rôle de facilitateur des négociations entre le secteur pluriel et le secteur privé, en mettant – et en renforçant – les cadres politiques et juridiques en vue du bien commun.

Le discours moderne met l'accent surtout sur l'idéal de l'égalité entre les citoyens, et sur le devoir de l'État de redistribuer les richesses. A défaut de l'efficacité de cet effort – on observe partout dans le monde une divergence entre les riches et les pauvres – on note actuellement un changement de paradigme vers une approche non-étatique. Dans une approche non-étatique les besoins essentiels de chaque individu dans son cadre socio-économique et l'intendance de l'écosystème sont au centre de la politique. Les pensées du lauréat de prix Nobel Amartya Sen¹¹ s'inscrit dans ce 'discours de libération'¹². Une telle approche

¹¹ Sen, A. 1999. *Development as Freedom*.

¹² Hensbroek, P. B. van, 1998. *African Political Philosophy, 1860-1995. An inquiry into three families of discourse*. PhD, Centre for Development Studies, University of Groningen, 160.

centrée sur des personnes ou sur l'écosystème est à la base des approches basées sur les droits de l'homme, la sécurité humaine¹³, ou par exemple les pratiques de la RNA (Régénération Naturelle Assistée)¹⁴.

Les discours se traduisent en institutions. Un exemple de ce changement institutionnel sont les Nations Unies. En 2015 les Objectifs de Développement Durable sont adoptés. C'était unique dans le sens que les ODDs font appel à l'action par tous les pays, pauvre et riche, en protégeant la planète¹⁵. Par contre, les objectifs de développement du millénaire n'étaient que les objectifs pour les pays en voie de développement, pour lesquels les pays riches devraient donner leur solidarité et assistance pour les finances et les technologies¹⁶. On note un changement d'un discours de modernisation vers un discours de libération dans le sens menée par exemple par Amartya Sen. Ceci a des conséquences fondamentales pour les institutions étatiques et inter-étatiques et le rôle des institutions. Alors, les Nations Unies ont lancé une grande opération de réforme institutionnelle au sein des Nations Unies¹⁷.

Le terrain de jeu pour le *développement durable et inclusif* est plutôt local – national – global, ou transnational, que simplement national, vu les parties prenantes qui s'impliquent dans l'économie local de la RDC, ou d'ailleurs partout dans le monde.

¹³ Nations Unies, 2009. La sécurité humaine en théorie et en pratique. Application du Concept de Sécurité Humaine et Fonds de Nations Unies pour la Sécurité Humaine, 6.

¹⁴ https://beatingfamine.com/wp-content/uploads/2019/01/BeatingFamineSahel_Brief_-_French_V8.pdf. Accessé le 24 janvier 2019.

¹⁵ UN <https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda/>. Accessé le 23 Décembre 2018.

¹⁶ Sachs, J. D. 2012, From Millennium Development Goals to Sustainable Development Goals. Viewpoint. Lancet, 2012; 279: 2206-11.

¹⁷ UN: *UN Reform : Transforming to Deliver*. <https://unfoundation.org/blog/post/un-reform-transforming-to-deliver-the-sdgs/>. Accessed 23 December 2018.

Si les règles du jeu changent de la compétition vers la collaboration, le rôle de l'État change. Ce rôle est renforcé dans le sens que c'est l'État qui fait la connexion entre les grands défis régionaux ou mondiaux d'une part et d'autre part les besoins de la population locale et de l'environnement. Dans cet effort c'est l'État qui balance les intérêts divers entre secteur pluriel et le secteur privé. Ces changements impliquent une grande réorientation dans les institutions dans les trois secteurs et sur tous les niveaux. C'est un grand défi pour les décennies à venir.

L'implication du choix de discours pour une bonne collaboration entre les organisations de la société civile, les sciences sociales et les médias est qu'on se met d'accord sur le défi devant une telle collaboration, sur le terrain du jeu, sur les règles du jeu, et à travers d'un choix des approches on se met également d'accord sur des méthodologies des actions, d'analyse e de recherche compatibles. Ensuite le choix d'un dossier à suivre donnera un focus et une limitation au travail.

Le choix d'un discours et des approches bien définies permet également de trouver les individus, des organisations, des institutions, et également des compagnies, au niveau local, national et international pour collaborer et alors renforcer la dynamique souhaitée. Il ne s'agit pas donc seulement de trouver ces collaborations au sein du secteur pluriel, mais également au sein du secteur public et du secteur privé. L'idée est que les trois secteurs commencent à jouer un autre jeu et encore dans le terrain du jeu transnational.

L'exemple de l'exploitation minière au cœur des zones rurales au sud Kananga

Au Sud Katanga Cordaid a exécuté, en collaboration avec des partenaires de la Société Civile, une étude de base sur

l'exploitation minière au cœur des zones rurales¹⁸. L'objectif était de comprendre pleinement la perception, les attentes et les priorités des communautés locales aussi que l'impact de l'exploitation minière au Sud Katanga. L'idée est que les métaux et minéraux constituent une richesse du pays de RDC. Désormais, on constate que les communautés vivant autour des projets miniers ne tirent pas profit de ces opportunités. Au contraire, on fait le constat de la pollution des eaux, la dégradation de la biodiversité et des sols, et leurs effets sur la santé publique. Facilement les plaintes aboutissent à la violence. Le phénomène est bien connu comme 'malédiction des ressources'.

Pour équiper la société civile de s'organiser et d'exécuter un plaidoyer efficace, la particularité de cette étude était de faciliter une bonne compréhension du contexte institutionnel, du système et des moyens de subsistance des communautés, de la dynamique relationnelle des parties prenantes, des bénéfiques et impacts positifs et négatifs réels ou potentiels de l'industrie minière au niveau des communautés riveraines du sud Katanga. Elle a également le mérite de cerner les questions liées au genre dans les mines industrielles¹⁹.

L'objectif des programmes des organisations de la société civiles est le développement durable et inclusif des communautés locaux. L'exécution d'une étude de base s'inscrit dans cet objectif.

¹⁸ Cordaid, 2015. 'L'exploitation minière au cœur des zones rurales: Quel développement pour les communautés locales?' Comprendre pleinement les perceptions, les attentes et les priorités des communautés locales, ainsi que l'impact de l'exploitation minière au Sud Katanga, République Démocratique du Congo (RDC), Rapport, décembre 2015.
https://www.cordaid.org/media/medialibrary/2016/01/2015_Katanga_Baseline_Report_extractives.pdf

¹⁹ Cordaid, 2015. Ibid, 3.

À la base de l'exécution de cette étude au RDC, comme également des études exécutées au Kenya et le Soudan du Sud, Cordaid a développé un guide pour les communautés locales, la société civile et les institutions gouvernementales locales dans les zones minières, du gaz ou pétrole²⁰. Cette guide est basée sur un cadre social qui est à la base des évaluations d'impact environnemental et social (EIES) des projets de gaz, pétroliers, miniers, infrastructurels, normalement exécutées par des experts au nom des entreprises minières par exemple²¹.

Prendre une méthodologie utilisée par le secteur privé, et encore le secteur des mines ? Oui ! Parce que cette méthodologie s'inscrit également dans le *discours de libération* : les EIES se basent également sur *la théorie de droits et l'approche des capacités* de Amartya Sen²². Adopter cette méthodologie a comme avantage qu'on applique un langage, des concepts et une compréhension, qui est le même que le langage du secteur privé, comme du secteur public. Ceci facilite les négociations entre les partis prenantes, parce que les entreprises et les institutions de l'État reconnaissent la façon dans laquelle les résultats de l'étude de base sont présentés.

Étudier la méthodologie du secteur privé a également comme avantage que ça permet de 'regarder dans la cuisine du secteur privé'. Quelle est la différence entre une étude de base menée par la société civile, en collaboration avec les chercheurs

²⁰Zeeuw, J. de, J. Kuschminder, 2016. When Oil, Gas or Mining arrives in your area. Practical Guide for Communities, Civil Society and Local Government on the Social Aspects of Oil, Gas and Mining. Cordaid. <http://www.socialimpactassessment.com/documents/161017-Cordaid-Social-Aspects-Guide-final.pdf>

²¹ Smyth, E., & Vanclay, F., 2017. The Social Framework for Projects: a conceptual but practical model to assist in assessing, planning and managing the social impacts of projects. *Impact Assessment and Project Appraisal*, 35(1), 65-80. DOI: 10.1080/14615517.2016.1271539

²² Smyth, E., & Vanclay, F. 2017, 66.

scientifiques et une étude menée par une entreprise? Pour répondre à cette question il faut savoir qui décide sur les Termes de Références pour une telle étude et sur le moment choisi pour l'exécution. Le secteur privé a comme obligation par la loi d'emmener des EIES pour obtenir les licences de l'exploitation. Après qu'on obtient ces licences, l'intérêt de donner suite aux recommandations de ces études diminue. Or l'intérêt des communautés accroit au fur et mesure de l'exécution du projet minière avance. Alors, une telle étude exécutée et gérée par la société met les données dans le domaine public. Si la société civile, les scientifiques et les média connaissent en détail les obligations formels des entreprises et ceux des institutions gouvernementales à travers la loi nationale ou bien à travers des directives et principes internationaux, il est plus facile de faire un monitoring et un plaidoyer efficace. Ou de critiquer à travers des médias d'une façon pointue, mais bien informé.

Sur cette base, la *méthodologie* de cette étude a été développée avec l'expertise d'un Chef des Travaux de l'Université de Lubumbashi, Faculté des Sciences Sociales, Département d'Anthropologie²³. Le *terrain de jeu* est clairement transnational: il s'agit des partis prenants locaux, nationaux et internationaux. Les *règles du jeu* sont, grâce à l'acceptation du même discours, alors la même vision sur les rôles du secteur privé, public et pluriel, en principe pareil pour tous les partis prenants. Dans la pratique on n'est pas encore arrivé à ce stade: on est habitué au discours moderne avec les rôles et responsabilités ce que ça implique, inclus les contradictions et les jeux de pouvoir. Alors, au sein du chaque secteur et par rapport à la compréhension des interactions collaboratives mais indépendant et critique il y a encore beaucoup de terrain à gagner.

²³ Cordaid, 2015. Ibid. 14.

Division des rôles entre les OCS, les scientifiques sociales et les médias.

Maintenant la division des tâches entre les OCS, les scientifiques sociales et les médias devient plus facile. Les OSC sont les acteurs : elles mènent les actions sociales par rapport aux besoins des individus ou groupes vulnérables, les communautés locaux et l'environnement, inclus le plaidoyer vis-à-vis au secteur public et au secteur privé ou les négociations dans les initiatives multipartites. Les chercheurs de la science sociale aident les OCS avec la définition des cadres scientifiques et la méthodologie des études de bases (recherche-action), le monitoring et l'évaluation de leurs actions. Les chercheurs ajoutent également les résultats des recherches scientifiques pour donner une base de connaissance aux actions des OCS. Ces données peuvent également être utilisées par le secteur public et le secteur privé, pourvu qu'on approuve le même *discours de libération*. Les médias enfin puissent jouer un rôle crucial d'accélération en choisissant des dossiers à suivre. Le journalisme – recherche indépendant aidera pour garder le secteur public, le secteur privé comme également le secteur pluriel 'au point'.

Comme le *terrain du jeu* est transnational, il est recommandé de s'aligner dans les réseaux professionnels internationaux. Ceci aidera pour augmenter la base de connaissance et des capacités, mais également pour se rendre moins vulnérable dans les enjeux de rapport des forces.

Conclusion

La question de cet article était comment les organisations de la société civile, les chercheurs scientifiques, notamment la recherche en Anthropologie, et les médias peuvent collaborer de manière plus efficace. Le point de départ était que l'objectif d'une

telle collaboration est de contribuer au développement durable et inclusif de la société de la République Démocratique de Congo.

L'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) par les Nations Unies semblent de créer une grande opportunité pour s'orienter dans la concertation des actions, d'abord entre la société civile, les sciences sociales orientés vers de développement durable et les médias.

Il est proposé de prendre en tant que 'secteur pluriel' une position commune dans *le discours de libération*, ce qui se traduit aux plusieurs approches pour le développement durable et inclusive, centrées autour les besoins essentiels des personnes ou de l'écosystème. Il est identifié que c'est nécessaire de s'engager dans un changement du jeu, d'une dynamique négative, dans laquelle les institutions gouvernementales servent plutôt les intérêts du secteur privé au nom de la croissance économique, vers une dynamique positive où les besoins essentiels des communautés sont au centre de la politique et de l'économie.

Cette concertation nous emmène encore plus loin que la bonne collaboration entre les OSC, les scientifiques et les médias. Il s'agit de la nécessiter de collaborer en tant que 'secteur pluriel' avec les institutions de l'État et le secteur privé, vu que les défis de la société ne peuvent pas être résolus par l'un ou l'autre secteur en vase clos. A partir d'une position qui donne l'espace et la sécurité au 'secteur pluriel' d'identifier et exprimer librement les besoins des communautés locales et les groupes vulnérables, le 'secteur pluriel' puisse s'engager à travers du plaidoyer bien informé avec le secteur public et privé. Pour être efficace il faut savoir identifier quel institut et quel politique au sein du secteur public ou privé s'inscrit déjà dans le discours de libération et quelles actions on puisse attendre de l'un et de l'autre dans la pratique. Ceci permet de trouver dans les trois secteurs, ou niveau local, national et international, des acteurs, les institutions et organisations et les

compagnies qui sont prêt à jouer le nouveau jeu. Ainsi le 'secteur pluriel' doit se positionner et retrouver son rôle vis-à-vis le secteur public et le secteur privé et vice-versa. Ainsi on se renforce mutuellement.

Après s'être mis en accord sur le discours et les approches de développement à adopter, sur le terrain du jeu plutôt transnational, et les règles du jeu dans le sens d'une collaboration entre les trois secteurs, il est plus évident de trouver une base de collaboration entre les OSC, les scientifiques et les médias, chacun à partir de son mandat professionnel.

La cohabitation recherche, ONG et média: Quels obstacles et quelles solutions? Réflexion menée dans le miroir de l'étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi , dans le Kwango .

Par Joseph MUSIKI KUPENZA

Introduction

Dans cette contribution, nous aimerions amorcer une réflexion sur les facteurs qui pourraient handicaper la coopération entre les mondes de la recherche académique, des Organisations non gouvernementales et des médias. Cette réflexion a comme cadre le secteur de Ganaketi dans la province du Kwango, territoire de Féshi en RD Congo. Dans ce secteur, nous avons repéré quelques goulots d'étranglement qui peuvent être à la base de ce handicap. De cette étude, nous avons aussi montré comment la divergence d'opinions entre les donateurs des aides au développement, les promoteurs des projets, les ONG, les chercheurs et la population peut entraîner l'échec des projets de développement durable s'il n'y a pas de canaux de sensibilisation adéquats.

Dans cette réflexion, nous allons montrer qu'à l'absence des canaux de diffusion modernes (radio, télévision, presse écrite), il y a moyen de divulguer les résultats de recherche par le truchement des canaux locaux de diffusion (école, église, centre de santé, partis politiques et la presse des chefs traditionnels). En outre, pour atteindre un large public dans la vulgarisation des résultats de la recherche, il est important d'utiliser les langues

nationales car bon nombre des personnes en milieu rural ne maîtrisent pas le français, langue dans laquelle les résultats de recherche sont publiés. Pour pérenniser la recherche et les projets de développement, il sied que l'Etat congolais revoie à la hausse le budget alloué à la recherche, à l'enseignement supérieur et au développement rural. Une recherche qui n'est pas publiée n'est pas finie dit-on et si ces résultats ne sont pas vulgarisés par le média pour atteindre un grand public, il n'est publié que pour les chercheurs eux-mêmes. Comme le dit Bernard LECONTE (1986 : 9), beaucoup d'études d'évaluation des opérations d'aide au développement menées ces dernières années par une large variété d'agences ont montré que les résultats atteints sont nettement moins satisfaisants que les objectifs poursuivis.

Cette situation est générale pour bon nombre de projets financés en République Démocratique du Congo. Mais il sied de comprendre que pour mener une recherche, il faut avoir des moyens. Pour la plupart des études qui sont menées en RDC, les fonds viennent de l'extérieur et pourtant, l'expression la main qui donne est plus forte que la main qui reçoit nous avertit sur la limitation pour les chercheurs autochtones à faire des recherches de manière autonome. C'est ainsi que bien des moments, les résultats des études sont guidés par les donateurs et la vulgarisation des résultats est parfois conditionnée par ceux-ci. Par ailleurs, il est rare que l'Etat congolais débourse de l'argent pour des recherches. Le pourcentage alloué à ce secteur est de 1%. Ce pourcentage est ainsi le cadet de tous les pourcentages du budget national. Ce qui justifie le désintéressement de l'Etat à ce secteur.

Ainsi, notre contribution est axée sur l'étude que nous avons menée dans le secteur de Ganaketi sur la déperdition scolaire. Cette étude a été financée par Comic Relief, coordonnée sur terrain par les ONG Adema et Entraide Mutuel et a été menée par l'équipe des chercheurs du CERDAS. Les résultats de l'étude

tels que fournis par l'équipe de recherche ont montré que le gros des goulots d'étranglement à la base de la déperdition scolaire dans cette partie de la République Démocratique du Congo était d'ordre socio-culturel. Et un faible pourcentage d'ordre économique, du fait que dans ce milieu d'étude les frais scolaires annuels ne dépassent pas 10\$ par élève. Alors il fallait la sensibilisation pour lutter contre cette déperdition. Mais les bailleurs des fonds n'ont tenu compte que du volet économique qui ne pesait pas pourtant. Ne pas accepter cette vision serait la cause de non financement.

Quant au média, dans le milieu d'étude, il n'y a ni radio, ni télévision moins encore la presse écrite. Comme de coutume, les résultats de terrain ont été publiés en français que tout le monde ne maîtrise pas et méconnus par la base. Les bénéficiaires sont parfois étonnés de recevoir ce qui n'était pas dans leur préoccupation : Prise en charge des enfants vulnérables. Or, leur souci était la réhabilitation de la route de desserte agricole, pour qu'ils évacuent les produits agricoles afin de prendre en charge eux-mêmes leurs enfants et de façon continue. Dans son articulation, notre réflexion a trois points. Le premier décrit les expériences de l'Etude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi en République Démocratique du Congo, le deuxième montre les goulots d'étranglement à relever pour une cohabitation réussie entre la recherche, les ONG et le média et le troisième aborde les voies de sortie pour un aboutissement heureux de cette cohabitation, en vue de participer au développement de la République Démocratique du Congo.

Le contexte : l'ethnographie de Ganaketi

En 2012, nous avons mené une étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi²⁴. Le triple avantage que nous avons pour cette étude est que nous y avons participé en tant que chercheur, président de l'ADEMA²⁵ et natif du milieu d'étude. Toutefois, en tant que chercheur et président de l'ONG locale et natif du milieu d'étude, nous étions censés obtempérer aux exigences du donateur, malgré la divergence d'opinions. Le souci de la population était celui de voir les routes de desserte agricole réhabilitées pour qu'ils évacuent les produits agricoles qui leur génèrent des revenus. Cela leur permettrait de prendre en charge d'une manière continue la scolarité de leurs enfants. Mais pour le donateur, la prise en charge des enfants vulnérables pour trois ans, le recyclage des enseignants et la fourniture des objets scolaires et des matériels didactiques étaient la seule option pour résoudre la déperdition scolaire dans cette région de la République Démocratique du Congo.

Avant de financer ce projet, le donateur (Comic Relief) avait demandé à l'ONG d'appui Entraide Mutual (installée à Londres et initiatrice du projet), de mener une étude socio-anthropologique afin de déceler les goulots d'étranglement à la base de cette déperdition scolaire à Ganaketi. Entraide Mutual qui a lancé l'offre, est tombée sur le CERDAS comme bureau d'Etude. Avec la méthode qualitative basée sur le *focus group* et les entrevues comme techniques de collecte des données, les résultats ont fait état de ce qui suit : cette déperdition est due en général par les facteurs d'ordre socio-anthropologique : Les grossesses et le

²⁴ Ganaketi est parmi les quatre secteurs du territoire de Feshi dans la province du Kwango en République Démocratique du Congo. Il est situé

²⁵ ADEMA est le sigle de l'Association pour le Développement de Matari. C'est l'Association qui a coordonné le projet avec Entraide Mutual. Elle a comme rayon d'action, la mission catholique Matari située dans le secteur de Ganaketi, territoire de Feshi, dans la province du Kwango en République Démocratique du Congo.

mariage précoces, l'utilisation des enfants aux travaux ménagers et aux travaux de l'école en terme d'autofinancement²⁶, l'exode rural comme recherche de la vie facile en ville pour les jeunes garçons, les exigences des églises en matières de morale, le constat fait par certains enfants que la plupart des gens qui n'ont pas étudié se débrouillent et sont bien dans la vie par rapport à ceux qui ont des diplômes qui sont au chômage ; étaient tant de facteurs qui occasionnent cette déperdition scolaire.

Concernant d'autres facteurs, celui d'ordre économique décelé et le plus important était la pauvreté des parents. Mais au dire des personnes interrogées, elles ne sont pas pauvres. Elles ont laissé entendre que dans leur contrée il y a beaucoup des produits à vendre : ceux de l'agriculture tels que le manioc, le niébé, les arachides, les ignames, la courge, le maïs et les produits de ramassage et de la cueillette tels que les chenilles, le champignon, les fruits, les sauterelles...Mais ce qui leur manque, ce sont des commerçants qui ne leur fréquentent plus à cause de l'état des routes de desserte agricole en délabrement très avancé.

Certaines personnes interrogées ont dit que les chenilles que chaque famille ramasse pendant la saison sèche est dix fois plus qu'un salaire annuel d'un haut fonctionnaire congolais. Un sac de chenilles « *Mingolo* » se vend à Kinshasa à 100\$ (162000Fc). Or, dans une famille nombreuse, 5 sacs de chenilles peuvent être possibles. Ce qui ferait une somme de 500\$ (810000 Fc). Même avec la scolarisation de 10 enfants de l'école primaire de la même famille, ils n'atteindront jamais 20\$ par an, si on multiplie 2500 Fc fois 10, ils feront 25000 Fc, donc 15 \$. Donc le

²⁶ L'autofinancement est une pratique née du non prise en charge correcte des enseignants. Elle consiste à exiger aux élèves de réaliser certains travaux des tiers moyennant paiement des services à la direction de l'école. Il peut s'agir du transport des matériels de construction (argile, stick, moellon) ou des travaux champêtres. Ces fonds peuvent servir à suppléer la rémunération des enseignants non mécanisés et non payés par l'Etat.

grand défi à relever selon eux, c'est la réhabilitation des routes pour l'évacuation des produits.

En réalité, il a été constaté par l'équipe de recherche que la déperdition n'était pas assez prononcée comme on l'avait prétendu dans le terme de référence de l'Etude. Certains parents et chefs traditionnels interrogés ont dit que :

« La vraie sortie de crise est la réhabilitation des routes de déserte agricole, car dans le temps ce sont les commerçants qui venaient acheter des produits agricoles qu'ils produisaient qui étaient les pourvoyeurs d'argent qui leur servait à pallier à bien des difficultés de la vie. Et à cette époque, même les fonctionnaires venaient s'endetter auprès d'eux ».

Comme l'intervention devrait concerner les écoles primaires du secteur (73 au total), les parents n'étaient pas tout à fait d'accord du fait qu'ils se sont rendus compte qu'au niveau de l'école primaire l'éducation est presque gratuite. Le prix le plus élevé est de 2000 Fc (1.2\$) par an qu'un élève est censé payer. C'est au niveau de l'école secondaire où le prix est un peu exorbitant que la prise en charge peut s'effectuer. Les élèves finalistes paient jusqu'à 150 \$ par an (215 000 Fc). Au total, 1500 élèves vulnérables étaient pris en charge pendant les trois ans qu'a duré le projet. Plus de 500 enseignants ont été recyclés et quelques 150 membres de comités des parents ont été formés.

Malheureusement, à la fin du projet, il n'y a pas eu une étude évaluative pour vérifier si les objectifs ont été réellement atteints. Mais le donateur était satisfait du fait que les lignes budgétaires étaient bien suivies et toutes les pièces justificatives étaient à jour. Comme BERNARD LECOMTE (Opcit : 17) le dit : « Les donateurs n'ont souvent rien d'autre à offrir que ce qui est inscrit dans leurs lignes budgétaires. Un dialogue de sourds s'engage : suivez notre programme, vous aurez notre aide. Rien

d'autre que le programme prévu n'est proposé, car ce que les paysans voudraient faire eux-mêmes ne peut être pris en considération ».

En tant que natif du milieu et chercheur ayant mené l'étude exploratoire, deux ans après le projet, nous nous sommes rendu au milieu d'exécution du projet, nous avons constaté que le projet a engendré des conflits qui n'existaient pas auparavant. Ce que les gens ignorent souvent, le projet peut aussi créer des problèmes nouveaux et, au moment de la fin de laisser plus de difficultés qu'il n'y en avait avant lui : la population est mécontente du fait que les responsables de certaines écoles ont sélectionné les membres de leur famille en lieu et place des enfants vulnérables. Ceux qui n'ont pas d'enfants à scolariser pensent que le projet était discriminatoire, le personnel des écoles secondaires estiment que les exécutants du projet étaient impartiaux, les analphabètes quant à eux se désolidarisent avec les activités qui concernent les écoles du fait qu'ils n'ont pas été impliqués dans l'exécution du projet. Les villageois se moquent des intellectuels de la contrée qui pensent qu'ils ont échoué avec leur projet du fait que la situation de précarité reste la même, c'est-à-dire l'avant-projet est le même que l'après-projet.

Quant aux chefs traditionnels, ils déclarent que leur droit était bafoué pour ne pas être associé à l'exécution du projet, etc. Comme on peut le constater, le projet a engendré des conflits que le développement préconisé. C'est à juste titre que Giri (1983) dit : « Somme toute, dans les Etats indépendants comme du temps de la colonisation, le développement a toujours été conçu et organisé par la puissance publique. Les nouvelles administrations, comme l'administration coloniale, ont considéré que le paysan était a priori incapable de savoir quel chemin prendre. Il a été prié d'emprunter la voie qui lui était proposée et il n'a pas eu son mot à dire dans la conception de l'évolution jugée souhaitable en haut lieu. Dans ces conditions, il n'est peut-être pas surprenant que les

masses paysannes ne se soient pas vraiment senties concernées par le développement qui leur était proposé. C'est aussi épouser l'idée de Fresson (1979) qui pense que chaque société dispose d'un système économique et social propre, fonctionnant selon des règles spécifiques et par rapport à des contraintes strictes. La question est alors de savoir quelles technologies, quels types d'organisation et de gestion peuvent être intégrés par cette société. Car il peut arriver, par exemple, qu'en imposant un système d'organisation des paysans incompatible avec les structures sociales de la population, on provoque le refus global du projet.

Un autre titre. Exemple : attentisme maintenu par la cécité du bailleur

Il est souvent dit qu'en Afrique la population est attentiste. C'est qui est parfois faux dans d'autres circonstances à la lumière de ce projet. Lorsque la population se décide que soient réhabilitées les routes de desserte agricole pour couler leurs marchandises afin de lutter contre la déperdition scolaire, cela signifie qu'elle cherche l'autonomie, parce qu'elle sait que le projet de la prise en charge des enfants est de 3 ans .

Ce qui est curieux, beaucoup de projets sont étudiés comme si rien n'existait avant eux. La majorité d'entre eux sont réalisés dans une courte durée. Or, on sait que dans les communautés rurales, les changements interviennent lentement et la période d'aide financière et technique est stoppée avant l'appropriation du projet. Mais la route réhabilitée et entretenue par leur effort, contribuera à l'évacuation des produits agricoles qu'ils produisent eux-mêmes dans une longue durée. Mais le donateur qui propose de prendre en charge les enfants démunis dans 3 ans n'a rien résolu comme problème, car les études à l'école primaire ne durent pas 3 ans. Par cette aide de courte durée, le donateur qui croit résoudre le problème, crée l'attentisme et amoindrit les efforts de la

population qui paient tant bien que mal les frais scolaires de leurs enfants.

Il sied de connaître que le bailleur obéit à une logique différente, celle des financiers. Ceux-ci se veulent réalistes. Ils ne peuvent mettre de l'argent dans des idées. Ils ont besoin de savoir, avant de dépenser, à quoi va servir la réalisation envisagée (son but), par qui elle sera menée à bien (ses acteurs), à qui elle servira (ses bénéficiaires), combien elle demandera d'argent ou de personnel (ses moyens), quels effets sont espérés à telle date (ses objectifs), etc. Bref, ils réclament un projet ou un programme. Et quand celui-ci, une fois financé, arrivera sur le terrain, ses promoteurs chercheront l'appui de la population, sa participation. Cette participation à quelque chose qui a été décidé avant et ailleurs est ressentie comme une injure par ceux qui sont responsables de la communauté.

C'est ainsi que des Chefs traditionnels (chefs de terre et de groupement) que nous avons interrogé nous ont dit ceci:

« Qui vous a dit que chez nous les enfants n'étudient pas ? Nous, on n'a pas ce problème de déperdition scolaire. Nous notre milieu est enclavé. Nous avons beaucoup des produits à vendre pour payer les frais de nos enfants. Et d'ailleurs, la plupart de nos enfants qui finissent aux humanités, vont poursuivre leurs études dans des institutions supérieures et dans des universités (à Kinshasa, à Feshi, à Kikwit et à Kenge) où les frais sont payés en dollars. Si avec ces étudiants nous payons tous les frais, à fortiori les élèves de l'école primaire qui ne paient que 1500 Fc par an.

Nous notre problème, c'est la réhabilitation de la route Ganaketi-316²⁷ ».

Les goulots d'étranglement à relever pour une cohabitation réussie entre la recherche, les ONG et le média

Les médias

Quand nous parlons du développement ici, notre accent est surtout mis aux milieux ruraux qui sont souvent marginalisés. Le développement à la base, c'est-à-dire des milieux ruraux, impulsera le développement intégral de la République Démocratique du Congo. La plupart des Congolais qui viennent gonfler le rang des chômeurs dans des villes proviennent des milieux ruraux. Mais, dans la plupart de ces milieux, le média moderne est quasi inexistant. Et dans les lieux où ils existent, la collaboration n'est pas franche entre les chercheurs et les experts de médias. Certains chercheurs qui dépendent des donateurs, sont souvent sommés à ne pas vulgariser les résultats de recherche pour des raisons qu'ils connaissent eux-mêmes.

Les ONG

Les chercheurs descendent sur terrain avec un budget déterminé à l'avance. Il n'y a pas parfois une rubrique réservée aux personnes de référence, qui peuvent être dans le cas d'espèce les membres des ONG, censés maîtriser le milieu d'étude. Actuellement, bon nombre de Congolais, même ceux qui vivent

²⁷ 316 c'est une borne sur la route nationale N°1 qui va de Kinshasa vers Kikwit. C'est à ce point où la route de desserte agricole en provenance de Ganaketi, en passant par Mosamba croise la route asphaltée. Elle est longue de 250 Km.

aux fins fonds de la République savent qu'il y a toujours des fonds alloués pour les études et ces fonds sont imaginés colossaux. Il arrive parfois qu'un chercheur touche à son *per diem* pour obtenir des informations dont il a besoin.

La recherche

Les enquêtes sont devenues en République Démocratique du Congo une activité génératrice des revenus, peu importe les résultats, les méthodes de collecte des données et la formation des chercheurs de l'équipe de recherche. Aujourd'hui, les bureaux d'études sont implantés à travers toutes les grandes villes. Les études socio-anthropologiques, sont menées parfois par des architectes, polytechniciens, des modélistes ou encore par des commercialistes ; sans mise à niveau dans le domaine des recherches socio-anthropologiques. C'est pourquoi dans certains cas les résultats de terrain ne reflètent pas la réalité. Les données sont tellement biaisées et laissent place à des interventions erronées. Ce qui plaît aux donateurs, c'est le manque de rigueur de ces bureaux en matière de budget. Avec un budget dérisoire, ils sont prêts à mener des investigations même au risque de leurs vies.

L'Etat congolais qui est censé s'occuper de la recherche, en fait le cadet de son souci. Le budget national annuel alloué à ce secteur est dérisoire. Il est de 1%. Mais dans d'autres domaines tels que la politique, il est de 34%.

1.4. La publication des résultats en langues étrangères

Quand on parle du large public qui doit être informé des résultats de recherche, on ne met pas de côté ceux qui ne sont pas passé par le banc de l'école, c'est-à-dire, ceux qui ne savent ni lire

ni écrire ; qui constituent pourtant le gros de ce public dont on fait allusion.

Publier les résultats de l'étude uniquement en français ou en anglais, c'est une manière de les ignorer. Il sied de publier aussi les résultats de terrain en langues locales pour que ceux-ci atteignent un large public. Comme on le sait, il existe quatre langues nationales en République Démocratique du Congo (le lingala, le kikongo, le ciluba et le swahili) et le français est la langue officielle. D'ailleurs, quand les chercheurs descendent sur terrain pour être compris, ils parlent en langue des enquêtés qui n'est pas le français ni l'anglais, ou il se fait accompagner par des autochtones qui ont la maîtrise de la langue du milieu d'étude. Mais lors de publication des résultats, on ignore les langues (lingala, kikongo, ciluba et swahili) qui ont servi de pont dans la collecte des données. Normalement, avant la publication des résultats, une validation des résultats doit être faite par la population d'étude pour plus d'objectivité. C'est pourquoi le rapport préfinal doit être traduit en langue (nationale) de la population d'étude, s'il s'agit des recherches pour le projet de développement.

3. Quelques propositions

3.1. La résolution des difficultés liées à la carence de média "moderne" en milieu rural africain

En milieu traditionnel, la vulgarisation se fait par des canaux tels que les églises, les centres de santé, les écoles, les partis politiques et la « presse orale » des autorités traditionnelles. Les chercheurs doivent tenir compte de ces canaux de diffusion.

- 1° Les églises

En République Démocratique du Congo, il existe toute une panoplie d'églises, traditionnelles et de réveil. Dans chaque village, il y a au moins une église. Et souvent c'est dans l'église que bien des informations sont transmises aux fidèles (à la population).

- 2° Les centres de santé

Avec la nouvelle politique sanitaire, en République Démocratique du Congo, il existe des centres et des postes de santé à travers toute la République. Pendant le counseling, les femmes surtout, sont informées de la situation sanitaire d'une manière générale et sont aussi parfois sensibilisées sur les informations générales de l'heure. Il existe aussi des relais communautaires et les mobilisateurs sociaux qui y travaillent bénévolement. Ils sont des véritables sensibilisateurs et informateurs de la population.

- 3° Les écoles

A l'école, les élèves et leurs parents à travers leurs enfants sont souvent informés de ce qui se passe au pays dans tous les aspects de la vie. Ce sont souvent les enseignants qui possèdent des postes de radio où la RFI, la radio Vatican et la Voix de l'Allemagne diffusent les informations qu'ils suivent les plus souvent. C'est par leur canal que les villageois sont informés. Même si on a une poste de radio avec la bande SW, la voix du Congo (la RTNC) et les autres chaînes de radio installées à Kinshasa en grand nombre ne se font pas capter, à cause de la vétusté des outils ou de la faiblesse de leur fréquence.

- 4° Les partis politiques

Suite au multipartisme prôné en République Démocratique du Congo depuis 1994, plusieurs partis politiques ont vu le jour. Actuellement ils peuvent être dénombrés à 750. Chaque village adhère au moins à un parti politique. C'est lors de sensibilisation que les informations de tout ordre sont communiquées à la population, mêmes celles liées au développement.

- 5° La "presse" des autorités traditionnelles

Chaque chef traditionnel a au moins un gouvernement. Au sein de ce gouvernement existe un chargé d'information. Celui-ci est désigné par un nom selon la langue du chef. Chez le peuple Suku par exemple, (parce qu'il s'agit d'eux qui étaient concernés par l'étude dont nous faisons allusion), il est appelé "*Lemba*". Son rôle est de sensibiliser la population sur les informations en provenance de chef traditionnel, des autorités politico-administratives ou des ONG. Ce canal est le plus utilisé, car souvent dicté par les autorités traditionnelles qui sont les voies de passage pour la réussite de tout projet de développement.

3.2. Le recrutement de bureaux d'études

Au niveau de l'Etat, les ministères de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et du Développement rural, doivent initier des mesures qui découragent les organismes qui utilisent des bureaux non appropriés à mener des études socio-anthropologiques en République Démocratique du Congo. De telles études doivent être confiées à des institutions dont les compétences sont avérées dans ce domaine de recherche. Ainsi, les résultats de terrain ne souffriront pas des lacunes.

Les Organisations non gouvernementales

En République Démocratique du Congo, les Organisations non gouvernementales de développement naissent comme des champignons. Mais ce sont dans la plupart des cas des ONG non enregistrées et travaillant pour les intérêts de leurs promoteurs et non pour le développement de la contrée. Bien des fonds alloués aux projets sont détournés pour d'autres fins. C'est pourquoi il faut tenir compte des ONG avec qui travailler s'il s'agit des projets de développement. Toutefois, il existe dans des milieux ruraux, une sorte de mutuelle collaboratrice traditionnelle où les femmes et les hommes s'organisent pour des travaux collectifs. Les hommes entre eux s'organisent pour des champs en forêt et les femmes quant à elles s'organisent pour des travaux des champs en brousse. Ces canaux peuvent être ici utilisés lors de recherche et d'exécution des projets, car les membres de ces mutuelles collaboratrices sont organisés et occupent des fonctions respectives (président(e), vice-président(e), caissier(e) Chargé des travaux, etc.

Conclusion

En somme, la cohabitation entre la recherche, les ONG et le média est l'une des clés de voûte pour le développement de la République du Congo. Mais pour que cette cohabitation aboutisse, il sied d'atténuer et/ou d'éradiquer les obstacles de cette cohabitation. Il s'agit de la divergence d'opinions entre les donateurs des aides au projet de développement, le promoteur de projet, la population et le manque d'étude socio-anthropologique en amont avant de financer des projets de développement. Il s'agit surtout de diversifier les canaux de vulgarisation des résultats de recherche. Le désintéressement de l'Etat congolais au domaine de recherche doit aussi être compté parmi le frein au développement.

L'étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi, nous a servi de miroir pour justifier les obstacles qui peuvent s'ériger pour bloquer cette cohabitation. La consultation des ruraux demande du temps. Lorsque des programmes doivent être exécutés selon des calendriers imposés de l'extérieur, cela aboutit forcément à une proportion d'échecs.

Il a aussi été proposé dans cette réflexion que l'Etat congolais soit la première source de financement des études effectuées sur son sol et s'il arrivait que les aides viennent de l'extérieur, que les chercheurs soient objectifs et indépendants dans la publication des résultats, sans suivre le dictat des bailleurs. Il sied aussi que la vulgarisation des résultats soit faite dans les langues nationales pour qu'un large public en ait accès et que les désidératas de la population d'étude soient pris en compte.

Toutefois, il y a espoir des voies de sortie du fait que les jeunes congolais croient actuellement en la recherche anthropologique, vu le nombre d'étudiants qui se font inscrire au Département d'Anthropologie des universités congolaises, par rapport aux années antérieures. Et un engouement est très remarquable lorsqu'un projet de développement est implanté dans des milieux ruraux, sans oublier la présence des radios locales (peu soient-elles) que certains Congolais avec l'appui des organismes internationaux implantent.

Bibliographie

- Bernard Lecompte 1985, L'aide par projet. Limites et alternatives, OCDE, Paris.
- Fresson Sylviane 1979, La participation paysanne sur les périmètres villageois d'irrigation par pompage de la zone de Matam au Sénégal, document ronéoté, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.

- Giri Jacques 1983, Le Sahel demain : catastrophe ou renaissance ? Karthala, Paris.
- Rapport de l'étude sur la déperdition scolaire dans le secteur de Ganaketi, 2012.

L'interprétation de la malnutrition dans les Eglises de réveil à Kinshasa Cas des enfants Sorciers

Par Delphin MUBANGA LABENG

Introduction

Maitriser la maladie est un des objectifs de la politique sanitaire d'un pays. Mais malheureusement, cela ne semble pas toujours être le cas en Afrique sub-saharienne. Des observations faites les dernières décennies montrent qu'il y a dans des différents pays d'Afrique, comme c'est le cas de la République Démocratique du Congo, la recrudescence et même réapparition certaines maladies qui avaient été éradiquées. La plupart des pays africains ont aujourd'hui des populations dont l'état de santé n'est pas de nature à soutenir un développement. Les populations sont affaiblies par la sous- et (ou) la malnutrition, les maladies infectieuses chroniques. On voit alors surgir le développement des logiques de subsistance à court terme expriment l'état de dénuement (Jeanne-Marie Amat-Rose 2003).

La malnutrition et ses conséquences devrait constituer une des préoccupations capitales des acteurs tant aux niveaux local, étatique qu'international. Afin d'aider ces derniers à atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés notamment celui de réduire la malnutrition et ses conséquences, il nous semble nécessaire d'envisager tous les aspects et domaines concernés.

Ainsi, les analyses que nous aimerions faire dans ce document ne sont pas celles d'un spécialiste en médecine mais plutôt d'un anthropologue/sociologue qui observe comment les hommes, dans leurs interactions, recourent aux logiques propres pour faire face aux problèmes qui se posent dans leur environnement. Le plus souvent, dans cet environnement, une importance relativement grande est accordée aux facteurs démographiques ou biomédicaux quant il faut envisager des actions pour réduire, voire pour éradiquer des problèmes sanitaires comme celui de la malnutrition.

Sans rejeter des autres perspectives, nous nous inscrivons dans celle qui s'intéresse aux croyances et pratiques religieuses qui se développent autour de la maladie et de la santé en général et particulièrement celles qui concernent la malnutrition et la croissance des enfants. Comme l'écrit Henri Dupin, « Pour traiter un malade et plus encore pour entreprendre des actions préventives, il faut patiemment, apprendre à connaître la conception que les populations se font des maladies (H. Dupin, 1965 :25). En RDC, l'importance des pratiques magico-religieuses n'est plus à démontrer. Au sein de la population, à côté des soins de santé primaire délivrés par les structures sanitaires reconnues comme médecine moderne, s'ajoute le recours au pasteur et à son église.

Ce sont les conceptions autour de la malnutrition et la maladie que véhiculent les pasteurs et autres encadreurs des fidèles dans leurs églises que nous essayons d'analyser dans cet article. Nous aimerions comprendre comment la question de la malnutrition se trouve inversée et comment ils s'emploient à la résoudre. Nous analyserons les caractéristiques des enfants dits sorciers que présentent les leaders religieux telles que reprises par Save the children dans son rapport intitulé « l'Invention de l'enfant sorcier en RDC » (2003- 2005). Il s'agit d'interroger les pratiques des certaines églises dites de réveil à propos des enfants

malnutris. Ceci dans le but d'amener les leaders à s'impliquer dans l'éducation sanitaire au lieu de s'arrêter aux prières de délivrance. Une bonne délivrance doit être aussi mentale que spirituelle.

Autrement dit, au lieu d'amener les parents à prendre conscience des problèmes sanitaires de leurs enfants en posant clairement le problème sanitaire, les leaders religieux désorientent ces derniers en les poussant non entre les mains du personnel médical, mais à des exercices spirituels.

Les matériaux pour écrire cet article proviennent de nos propres observations, des lectures. Dans notre propos nous nous arrêterons sur le contexte d'émergence des églises de réveil et sur leurs types, sur les types de malnutrition en comparaison avec les caractéristiques généralement évoquées au sujet des enfants dits sorciers avant de clore par une brève récapitulation et analyse des croyances qui se développent dans la société.

1. Du contexte d'émergence et de prolifération des églises de réveil

Les églises de réveil sont des réactions historiques contre des situations de dominations socioéconomiques et culturelles. Ces dominations donnent lieu aux différents mouvements religieux qui se sont produits à travers le monde, obéissant à des contextes particuliers. C'est le cas aussi au Congo. De plus en plus identifiées aux églises indépendantes, révélées ou éveillées (de réveil), ces associations religieuses nouvelles ont émergé, au Congo et en Afrique, à la faveur du mouvement de démocratisation des régimes politiques. « Produits d'un nouveau conditionnement socio-historique des peuples africains, les messianismes africains, communément appelés « Sectes », apparaissent, dès leur constitution, comme des lieux de libération et de la recherche d'un salut individuel et collectif des adeptes » (MweneBatende 2001 :141).

En effet, le souci socioéconomique de la R.D.C s'est délabré, obligeant le pays à contracter des dettes et à souscrire à des programmes d'ajustement structurel qui ne sont pas arrivés à le sortir du gouffre. Sa dette s'est plutôt alourdie, le rangement parmi les pays les plus pauvres et très endettés (PPTE) de la planète.

L'ampleur de cette détérioration touche indistinctement les ménages de toutes les couches sociales.

D'une économie stable et prospère à l'indépendance, ce pays a progressé négativement vers une économie très instable, qui n'attirait plus suffisamment les investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Les quelques entreprises qui résistaient encore ont été pillées, annulant la capacité productive du pays. Le pouvoir d'achat de la population n'a cessé de diminuer, les salaires du travailleur généralement insignifiant sont irrégulièrement payés...

Les populations qui, jadis gagnaient leur pain grâce au travail rémunéré, sont obligées de se tourner vers des mécanismes et stratégies relevant de l'informel (entraide, solidarité, tontine,...) ou à rechercher des solutions miraculeuses venant des forces supra humaines. Tel est brièvement le tableau que présente l'économie de la République Démocratique du Congo.

Devant ce sombre tableau, les hommes d'Eglises ont rivalisé d'ardeur dans la recherche tant des explications que des solutions et la plupart des congolais, confrontés crucialement aux difficultés de la vie et incapables de satisfaire les besoins les plus élémentaires, se précipitent volontiers dans les bras des nouvelles Eglises et groupes de prière qui leur promettent des solutions providentielles à tous les problèmes (Shomba 2004 :54). Les adhérents recherchent la prospérité dans leurs affaires, les bénédictions providentielles (la semence : en donnant une part, il

s'attendre à en recevoir le centuple), la santé, le mariage, la fécondité, la promotion... (Mukendi Wa Meta 2003 :146).

Ce sont les frustrations que connaissent les hommes, ce aussi les questions du développement de la personne humaine, à la quête du mieux-vivre. Il s'agit de le rétablir dans une situation qu'il a « perdue » et espère retrouver grâce à une vie de prière au sein d'un groupe donné.

Le choix porté sur le groupe n'est pas fait au hasard. Il est basé sur la réputation de ce groupe ou de son leader à trouver des solutions à différentes situations jugées critiques, voire désespérées. Aussi, pour y parvenir, il faut passer par certaines étapes, qui partent de la recherche de l'origine spirituelle du mal à la délivrance et au maintien de cette délivrance. Il s'agit pour l'adepte (le croyant) de naître de nouveau. La prière et les délivrances servent à libérer les sentiments dysphoriques suscités par des situations anxiogènes ou mal tolérées.

Le souci d'apaiser les angoisses et les maladies psychosomatiques qui en résultent amène ces Eglises de réveil à accorder une importance considérable aux ministères de délivrance et d'intercession (A. De Surgy, 2001 : 432).

Tel que leur nom l'indique, les Eglises de réveil ou les Eglises réveillées revendiquent d'apporter un souffle nouveau à la société, souffle que n'ont pu offrir les anciennes Eglises, molles quant aux solutions aux problèmes quotidiens de la vie de leurs adeptes ou concernant la spiritualité elle-même.

Considérant les Eglises de réveil comme ces agents (par leurs leaders et responsables) qui ont introduit ces dernières années des transformations importantes dans la société en général, nous pouvons affirmer qu'elles sont en train d'influencer voire de modifier les croyances en matière sanitaire. L'Afrique est devenue

un marché du divin ou toutes les recettes sont proposées et dont un grand marketing est orchestrées à travers les médias.

Les types d'Eglises de réveil

Plusieurs types d'Eglises de réveil sont identifiables sur terrain. Souvent identifiées aux sectes, Waswandi distingue quatre grandes tendances (2003 : 29-34) : il y a des sectes à Rédemption, qui proposent à leur membre de s'amender des torts passés et invitent les adeptes à redevenir des hommes nouveaux. Ce type de secte privilégie l'observance rituelle (proche de la magie) et l'éthique du témoignage public au cours duquel le prédicateur procède à un culte délivrance. Ensuite il y a les sectes à miracles (thaumaturges).

Elles se caractérisent par la promesse d'une guérison instantanée des maux qui frappent l'homme, l'univers, l'entreprise, le pays. Elles consolident aussi la recherche du bien-être et privilégient le comportement fidéiste d'obéissance aveugle au message de posologie à suivre donnée dans les prophéties. Et puis il y a les sectes à recette de sagesse qui elles promettent la solution finale à toutes les déceptions de l'homme. Et en enfin il y a les sectes en chantier socio-ecclésial dont les animateurs prétendent travailler sous l'inspiration du saint Esprit pour réinventer une nouvelle Eglise-mère et la nouvelle Jérusalem.

Il est à noter que, souvent, toutes ces églises réclament un même charisme, celui de la délivrance et guérison miracle. La délivrance est de plus en plus au cœur des pratiques de plusieurs églises de réveil si pas toutes ; si bien au cours des cultes, des réunions de prières, sont lancés des appels, en direction de ceux qui en sont convaincus, d'avancer pour une prière de délivrance. Après les cultes se tiennent parfois de longues séances de réception et consultation prophétiques qui se terminent par des prières et recommandations. Au cours de la consultation prophétique, sont

« révélées » les causes et origines des maux dont souffre le requérant ou celui qui est accompagné, s'il est mineur ou incapable (l'incapacité ici n'est pas à prendre au sens juridique du terme, mais au sens où le concerné ne sait pas présenter seul sa requête). Les enfants sont souvent conduits par leurs parents ou tuteurs, lesquels posent au nom des premiers les problèmes qui les tourmentent. C'est le cas de la malnutrition que nous abordons dans notre propos.

2. L'approche de la malnutrition dans les églises de réveil

L'expansion de la croyance à la sorcellerie faite par les églises de réveil conduit à certaines constructions sociales des faits, des objets et des êtres qui se rencontrent dans la société. Les uns et les autres sont regroupés dans des catégories bien séparées et opposées. D'un côté, ceux à valeur positive qui rendent dans la catégorie du « sacré » ; de l'autre, ceux à valeur négative rangés du côté du profane.

Les états morbides en général ne sont pas situés dans l'ordre naturel, il s'agit des actions maléfiques du diable qui agit par ses collaborateurs qui peuvent être membres de la famille ou non. Comme l'écrivent Foster S.M. et Anderson B.G., l'Africain reconnaît au moins deux causes de maladies : la première dite naturelle ou commune et la deuxième qui considère la maladie comme causée par des forces surnaturelles, non-humaines ou humaines comme les sorciers (Foster et Anderson, 1978 :53).

Privilégiant cette dernière conviction, la plupart des églises de réveil se proposent de délivrer ceux des membres de la société qui sont malades, supposés être possédés par des esprits malveillants. Les enfants n'échappent pas à cette manipulation. Se met en place un arsenal de stratégies pour non seulement détecter ceux qui sont concernés mais aussi les en délivrer.

Ce sont les pasteurs et autres responsables religieux qui qualifient les membres de la société en invoquant, par exemple, leur état d'âme. Souvent, ils s'appuient sur l'aspect physique des enfants et sur leur comportement pour les qualifier de sorciers.

2.1. Symptômes des enfants malnutris

Chez l'enfant, la malnutrition résulte du déficit alimentaire ou de quelques problèmes sanitaires conduisant à un arrêt ou à un retard de croissance. Elle est manifeste à partir des signes cliniques ou des mesures anthropologiques basées sur le poids, l'âge, la taille mis en relation (poids-pour-taille, poids-pour-âge, taille-pour-âge). Ainsi distingue-t-on la malnutrition protéino-énergétique, l'émaciation, la malnutrition chlorique ou retard de croissance, l'insuffisance pondérale etc. Les éléments utilisés dans les mesures anthropologiques sont ceux qui sont le plus visés utilisés pour identifier les enfants sorciers.

Les symptômes de la malnutrition sont nombreux. Ils vont des apparences physiques à l'irritabilité, à l'anxiété ou la tristesse qui gagne l'enfant. Les apparences physiques présentent un corps disproportionné : une maigreur généralisée qui n'atteint pas le ventre ; ce dernier reste gonflé (ballonnement). D'autres symptômes comme la dépigmentation de la peau, l'aspect de la peau qui devient fripée peuvent être observés.

Au niveau clinique, les signes suivants peuvent être observés dans le cas de la malnutrition : troubles digestifs (anorexie, diarrhée, parasitoses (déshydratation), infections respiratoires, œdème (faciès lunaire), troubles du comportement (apathie, irritabilité), peau (dermatite avec ou sans desquamation, peinture écaillée, ulcérations, gale, flasque, hypo ou hyperpigmentation), cheveux (dyspigmentés, grisonnants, roux, fins), muqueuses (chéilite, stomatite, gingivite, conjonctivite), fonte pannicule adipeux, fonte des muscles (visage sénile, boules

de bichât), ballonnement abdominal (avec hépatomégalie, avec splénomégalie), pâleur, avitaminose D (bourrelets apophysaires, chapelet costal, retard fermeture fontanelle, suspicion de primo infection tuberculeuse).

Les spécialistes savent qu'il existe d'autres symptômes que nous n'avons pas repris ici mais qui servent aussi pour détecter la malnutrition chez les enfants. En outre, ces symptômes que nous avons repris ne se manifestent pas dans tous les cas de malnutrition. Du côté des églises de réveil, un tableau des signes est mis en place permettant d'identifier les enfants sorciers.

2.2. Symptômes des enfants sorciers

Selon les données récoltées auprès des leaders religieux et représentants des communautés, Save the Children a identifié quelques signes rapportés de sorcelleries chez les enfants, come regroupés dans le tableau suivant:

Tableau I. les signes de la sorcellerie chez l'enfant selon les pasteurs et les familles.

Signes physiques	Caractère	Comportement	Signes invisibles
Apparence bizarre, mauvaise santé, maigre, trop petit pour son âge, ventre bedonnant ou air mal nourri, gales dans la tête, saleté, lèvres ou yeux rouges, surdité, laideur, corps jeune et visage de vieux, épilepsie	Agressif, désordonné, désobéissant, triste, retardé mentalement, impoli, haineux, mystérieux, irrespectueux, colérique, turbulent, menteur, hypocrite, trop gentil, trop sage, provocateur, trop franc, courageux, jaloux, trop peureux, t�tu, incompréhensible, solitaire, très malin, faible, méchant, brutal, sans peur, silencieux, insolent, fou, curieux, incrédule, égoïste, insensible, paresseux, distrait, impitoyable, veut être supérieur aux autres, n'aime pas les visiteurs, créateur et plein d'initiatives, ingrat...	Vole, ne regarde jamais les gens en face, se transforme ou transforme ses jouets, ne dort pas la nuit ou dort mal, mange beaucoup, pratique le libertinage, n'entend pas ce qu'on lui dit, fait souvent des crises d'épilepsie, fait pipi au lit, d�f�que dans ses vêtements, parle souvent seul, est souvent somnambule, ramasse des déchets, vagabonde, n'étudie pas, sort même lorsqu'il est enfermé,...	Il mange la chair humaine, il envoute sa famille, il a des rapports sexuels spirituellement et ceux-ci causent la stérilité, il est un tueur dangereux et assassinent la nuit, sort la nuit pour aller ensorceler les gens, il a le pouvoir de sortir même s'il est enfermé, il est à la base des calamités naturelles comme la destruction des routes, et le chômage, il paralyse la vie sociale, provoque des accidents de la circulation, provoque des épidémies,...

Source : Save the Children ; rapport cité par Janvier AGUILAR MOLINA, 2003-2005

Nous ne nous attarderons pas sur les colonnes des caractères, des comportements ou des signes invisibles, parce que

d'une part elles sont généralement des contradictions, des incohérences : courageux, peureux, sans peur... et de l'autre, nous ne sommes pas spécialistes en spiritualité pour comprendre les signes invisibles. Seule la colonne des signes physiques qui a des liens avec notre thème nous intéresse le plus. En rapport avec les symptômes de la malnutrition, que pouvons-nous comprendre des signes évoqués ?

L'apparence bizarre, signalée dans la première colonne comme premier signe donne une photographie d'ensemble de l'enfant malnutri. Il s'agit de ce corps disproportionné que présente l'enfant en affichant une maigreur généralisée sauf au niveau du ventre qui paraît gonflé. Des cheveux aux ongles l'enfant ne peut présenter aucun aspect agréable. L'apparence est interprétée comme une mauvaise santé, la malnutrition est un état morbide.

Quand la malnutrition n'est pas encore sévère, il peut sembler difficile de la détecter, sauf par un averti (spécialiste principalement). Aucun enfant malnutri ne peut être considéré en bonne santé. Le retard de croissance expose l'enfant d'avantage aux diarrhées, au paludisme, à la pneumonie, au vomissement...

Ainsi l'enfant paraît trop petit pour son âge ou a un corps jeune avec un visage de vieux : le retard de croissance ou la malnutrition chronique est mesurée par le rapport taille-pour-âge. Généralement, les enfants atteints de ce type de malnutrition ont une taille ne correspondant pas à leur âge. Il se produit une stagnation voire une régression du poids de l'enfant au moment de l'introduction du plat familial dans l'alimentation de l'enfant.

En outre, le ventre bedonnant et air mal nourri ne sont que des signes cliniques représentant un enfant malnutri. De même que les gales dans la tête : la peau, le cuir chevelu des enfants malnutri ne peuvent pas présenter un aspect sain, il s'y observe des anomalies provoquant ou pas la desquamation de la peau, la peau

qui devient fripée, des cheveux se lissant davantage et perdant de leur pigmentation. Et puis il y a aussi la surdité, épilepsie... comme autres pathologies qui accompagnent la malnutrition ou en sont les conséquences. Sur le plan de comportement, il est noté que les enfants malnutris peuvent être agressifs ou timides. Cette timidité peut être profonde et assimilable à une insensibilité.

Avec la kwashiorkor, l'enfant devient apathique et réagit peu à ce qui se passe autour de lui. Les différents signes généralement évoqués, repris dans le tableau précédent relèvent en grande partie des symptômes de malnutrition. L'accusation de sorcellerie se fait quand l'enfant est encore en famille.

3. Sorcellerie et malnutrition : une construction sociale des Eglises de Réveil

A observer tous ces symptômes et signes, il y a lieu de se demander si malnutrition rime avec sorcellerie. Au risque de compromettre la prise en charge convenable, la confusion de ces symptômes aux signes de la sorcellerie est dangereuse. Souvent, les parents n'amènent leurs enfants dans des centres de santé que s'ils présentent une affection considérée comme telle (rougeole, diarrhée). Autrement, se développent des suspicions d'ensorcellement. Et vite une visite est rendue aux serviteurs de Dieu pour confirmer le cas.

L'intériorisation du discours religieux entraîne une certaine rationalisation du comportement. Face aux diverses questions existentielles qui se posent, le principal recours des fidèles demeure l'Eglise et ses leaders accordent ainsi une grande importance à la religion. Ils procèdent par l'attribution des causes des difficultés et angoisses existentielles à la famille, tout au moins à certains de ses membres. Afin de préserver leur intégrité

physique et sociale, des fidèles n'hésitent pas à se débarrasser des membres de la parenté.

Partant de la conviction que les causes réelles des phénomènes sociaux ont pour origine les acteurs individus, leurs actions, choix, décisions, motivations, attitudes et croyances, nous considérons que les différentes perceptions qui se développent autour et à propos des symptômes de la malnutrition résultent des croyances répandues parmi les fidèles et qui se transmet dans la société.

Le recours au religieux comme mode thérapeutique est influencé par un système philosophico-religieux qui place certaines maladies chroniques au nombre des maladies surnaturelles accusant d'une certaine façon l'incapacité de ces populations à accéder convenablement aux soins appropriés. « Les patients mêmes chrétiens, tendent à considérer leur question présente comme une fin en soi ils continuent d'être inspirés par la religion traditionnelle, véritable « religion thérapeutique » (de Rosny 1992)

Conclusion

Les recours à d'autres systèmes thérapeutiques que ceux dits scientifiques ou modernes dénotent de l'inégalité d'accès aux soins ainsi que la construction qui se fait dans l'imaginaire populaire, de la maladie, de ses causes ainsi que de la prise en charge probable. Il se fait malheureusement que cette construction attribuée, à tort ou à raison, aux forces surnaturelles ou humaines la cause des malheurs, des maladies dont souffrent les hommes et plus encore les enfants.

Comme nous venons de le constater, les signes évoqués par les Eglises de Réveil ne s'écartent pas des symptômes de la malnutrition. Que ce soit un retard de croissance, du kwashiorkor,

du marasme, ce sont les enfants qui souffrent. Au lieu de passer à une prise en charge conséquente, ce sont des recours, aux leaders religieux et à leurs organisations qui sont entrepris. Les soins n'excluent pas la prière, le contraire non plus.

La reconversion des mentalités des fidèles est la seule chose qu'il faut faire dans le sens à leur faire prendre conscience que la plupart des problèmes qu'ils rencontrent sont liés à la désorganisation sociétaria. Les difficultés d'ordre existentiel ne tiennent pas essentiellement à la question spirituelle.

Bibliographie

- AMAT-ROZE J.-M., (2003) La santé en Afrique, un continent, deux mondes, dans l'Afrique, vulnérabilité et défis (Michel Lesourd, Coordinateur), éditions du temps, (en ligne : [edutemps, fr/extrait/Ex1 afrique.pdf](http://edutemps.fr/extrait/Ex1_afrique.pdf))
- ANYENYOLA WELO J.O., le sectarisme religieux et la reconstruction du Congo, Lubumbashi, Editions connaissances, 2001.
- DE SURGY A., Le Phénomène pentecôtiste en Afrique noire. Le cas béninois. Paris-Budapest-Torino, Le Harmattan, 2001.
- DUPIN H., Expériences d'éducation sanitaire et nutritionnelle en Afrique, Paris, PUF, 1965.
- DURKHEIM E., les formes élémentaires de la vie religieuse, Presses Paris, Universitaires de France, 1960, 7^e édition, 1985.
- FOSTER S.M. & ANDERSON B.G., Medical Anthropology, John Wiley and sons, 1978.
- MUKENDI WA META, « Les Eglises de Réveil, quelle transformation dans le contexte de la mondialisation », dans Facultés Catholiques de Kinshasa, L'économie des

Eglises de réveil et le développement durable en RDC, Kinshasa, Afrique et Développement n° 15, 2003.

- MWENE BATENDE, « Le christianisme à l'épreuve du temps. L'Eglise catholique à l'heure des sectes au Zaïre », dans F. HOUTART et al. Ruptures sociales et religion, Paris, Le Harmattan (Centre Tricontinental), 2001.
- MWEZE CHIRHULWIPE NKINGI « Eglises de réveil : genèse et modes opératoires », dans facultés catholiques de Kinshasa, L'économie des Eglises de réveil et le développement durable en RDC, Kinshasa, Afrique et Développement n° 15, 2003.
- ROSNY E. de, L'Afrique des guérisons, Paris, Karthala, 1992.
- S.SHOMBA KINYA, Kinshasa : Mégalopolis malade des dérives existentielles, Paris, le Harmattan, 2004.
- SAVE THE CHILDREN, L'Invention de l'enfant sorcier m République Démocratique du Congo. Le nettoyage social le commerce religieux et la difficulté d'être parent dans la culture Urbaine (Synthèse de recherches et d'expériences du programme conjoint Save the Children/USAID 2003-2005 par Javier AGUILAR MOLIMA).

Expérience de collaboration entre ONG et anthropologues

Cas d'Ebola dans la province de l'Equateur, DRC

Par Célé MANIANGA DEPAUL

Introduction

Les zones de santé rurales de Bikoro, Iboko et la zone de sante urbano-rurale de Wangata où a été déclarée l'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE) sont dans la province de l'Equateur. En effet, des cas d'Ebola confirmés y ont été détectés, et l'épicentre de cette maladie était partagé entre la Zone de santé de Bikoro et Iboko

Dans cette contrée, la population vit essentiellement de la pêche, de la chasse et de la cueillette. La pratique de l'agriculture est très faible malgré l'abondance de la pluie et la fertilité apparente du sol. L'une de grandes caractéristiques de cette contrée reste sa forêt. Une forêt très dense qui renferme une flore et une faune avec des essences recherchées et variées. La malnutrition des enfants est chronique et la quarantaine imposée à cause de l'épidémie n'a fait qu'aggraver une carence alimentaire déjà sévère dans la communauté. La population se nourrit principalement des feuilles de manioc accompagnées de la chikwang et la viande de gibier et le poisson en provenance de la chasse et de la pêche.

Les principales langues parlées sont le Lontomba, Ekonda, Mongo, et le Lingala (langues véhiculaires). Comme dans la plupart de cas en RDC, on y trouve plusieurs religions. Il est utile

de souligner que le territoire de Bikoro est le fief du chef spirituel Ebale Mbomge.

Comme nous le savons, la RD Congo reste l'un des pays où les rebellions déstabilisent la bonne marche des institutions. On en est très loin d'y remédier car les grandes puissances se soucient finalement peu de ce qui se passe en RD Congo. (Pourtier 2009).

Depuis plus de deux décennies, le pays est devenu un terrain privilégié pour des actions humanitaires, ce qui justifie la présence de bon nombre d'ONG. Ces dernières à majorité financées par les Nations Unies, agissent dans différentes actions humanitaires en faveur de la population.

Ainsi, il n'est pas étonnant que certains scientifiques parlent de l'ONGisation de la RD Congo. On y trouve des centaines d'ONG avec une tendance à la hausse pour chaque année.

La présence d'organisations non gouvernementales reste un atout pour la situation politique de la RD Congo, mais aussi pour la science. Sur le plan politique, ces ONG favorisent l'expression de la femme, le respect de droit de l'homme, bref un lieu d'expression d'identités locales fortes. Pourrions-nous dire aujourd'hui que les ONG font changer les discours des gouvernants.

Sur le plan scientifique, ces ONG par l'apport des ouvrages et articles, des recherches, l'organisation des conférences et les opportunités offerts aux chercheurs, font parler particulièrement de l'anthropologie.

A travers cet article, nous voulons offrir notre contribution sur les enjeux de la collaboration entre les scientifiques, les ONG et les media en DRC. Nous nous interrogerons et chercherons à

savoir quel est le bénéfice de l'anthropologie dans cette coopération entre ONG et la recherche en sciences sociales.

L'Anthropologie à l'université de Kinshasa

En étant anthropologue de la nouvelle génération, dirai-je de la première promotion après le retour de la Faculté des sciences sociales à l'université de Kinshasa, je ne saurai pas tout dire de cette science. Toutefois à notre arrivée à l'université de Kinshasa, l'anthropologie était une science sans avenir. Son dénigrement se faisait même par des enseignants. Sans doute ce découragement trouvait son fondement par l'appui des parents et dirigeants qui depuis des décennies avaient un langage des sciences plus utiles et moins utiles en RD Congo. Une tradition s'est créée sous une vision d'embauche et du pouvoir économique et judiciaire. Il fut des décennies lorsqu'un candidat aux études universitaires se présentait, les tendances étaient de se présenter dans des facultés comme celle de la Médecine, du Droit et de l'Economie, surtout connus par l'embauche après ses études et ces diplômés jouissant d'un certain statut social.

L'anthropologie est une des sciences dont plusieurs personnes ignoraient ce qu'on devenait en y allant. Les ONG aujourd'hui sont des sources d'innovation et par conséquent des éclaireurs d'avenir de l'anthropologie en RD Congo. Nos contacts avec des scientifiques anthropologues d'autres horizons œuvrant dans des ONG en est une expérience.

Collaboration entre anthropologues et ONG dans la lutte contre Ebola

Agir pour le développement, c'est intervenir dans des espaces sociaux et politiques complexes. Les ONG sont toujours équipées pour connaître et décrypter ce contexte et réfléchir sur

leur action. Par conséquent, faire participer les anthropologues aux différentes recherches génère des effets scientifiques positifs. Les recherches anthropologiques et plus largement de sciences sociales sont en action (Fainzeng 1989).

Lors de la déclaration de la maladie à Virus Ebola à l'équateur, les ONG ont recruté des anthropologues pour participer à la riposte. C'est une occasion de la cohérence entre les discours académiques soutenus par la partie théorique des enseignements et les interventions sur terrain qui sont des pratiques d'une application des stratégies de riposte adaptées à révéler les éléments socioculturels dans l'analyse des tensions sociales entre populations et services de santé.

A partir de la pratique méthodologique des anthropologues, basée sur une étude qualitative de travail de terrain, il se crée entre les chercheurs et les praticiens dans différents projets de développement des échanges utiles autour de la méthodologie de recherche, les résultats et leur analyse en utilisant par exemple des logiciels d'analyse des données quantitatives et qualitatives.

Ainsi, les chercheurs anthropologues sont dans une collaboration recherches-actions. Il y a une capitalisation d'expérience qui contribue à alimenter nos réflexions sur les stratégies et les pratiques en enrichissant notre façon d'enseigner et de faire la recherche. Cette collaboration propose des réflexions théoriques et empiriques pour guider la production de questionnements et de connaissances appropriables par tous (Gret 2016).

Un cas : expérience de collaboration ONG et chercheurs pendant la riposte de la maladie à virus Ebola

La collaboration entre ONG et chercheurs autour d'Ebola est une preuve éloquente au sujet de la coopération entre les spécialistes en sciences sociales et les praticiens de terrain. Pendant la riposte de la maladie à virus Ebola, des différentes approches furent mises en pratiques, ce, en même temps que différentes personnes ressources. Ceci a permis des échanges sur des thématiques incluant l'épidémiologie, la prise en charge intégré, le psycho sociale, la communication dont l'anthropologie fait partie intégrante pour améliorer la connaissance des chaînes de transmission de la maladie. La démarche anthropologiques était nécessaire car recourant à la construction des représentations de la maladie à virus Ebola (MVE) en rapport avec les contextes politiques et socioculturels (Keck, 2010).

Dans la riposte de l'épidémie de la MVE à l'Equateur le rôle de l'anthropologue a consisté à :

- Identifier les comportements des populations locales dans leur diversité psychologique, sociale, historique et culturelle ;
- Analyser les rumeurs et les situations de crise et proposer des actions de réponse;
- Adapter les réponses et les protocoles des différentes institutions nationales et internationales aux conditions locales, en privilégiant les approches compréhensives et participatives
- Analyser les rumeurs et les situations de crise et proposer des actions de réponse;

- Analyser les aspects genre relatifs à l'épidémie et formuler des recommandations appropriées ;

- Investiguer les normes sociales et pratiques culturelles pouvant contribuer à mieux construire et maintenir la confiance avec les communautés.

La situation d'épidémie de MVE reflète la marque des rapports sociaux qui sont basés sur un capitalisme dans une société où la population vit de la chasse et de la cueillette (Formenty et al. 2014).

A l'Equateur lors de la déclaration de la maladie à virus Ebola le 08 Mai 2018, les aspects sociaux se sont révélés déterminants pour le succès de la prévention, du traitement des malades atteints de la MVE, et de la conduite de recherches médicales et de l'expérimentation pour la première fois du vaccin contre la MVE par l'OMS.

De plus en plus à l'université de Kinshasa et précisément au département d'anthropologie se rassemblent quelques chercheurs travaillant sur les dimensions sociales de l'épidémie en RD Congo. Pour, nous chercheurs en sciences sociales, les recherches sur la MVE servent à discuter des approches comparatives sur les interactions entre la culture et la maladie.

Il est instructif d'observer que le qualificatif «anthropologique» a été mobilisé autour de l'épidémie d'Ebola dans une acception très large, désignant toute étude des phénomènes sociaux, ce qui peut être source de malentendus pour la communauté (Epelboin 2014).

Nous avons construit des dispositifs d'étude approfondie, tout en produisant des résultats focalisés pour guider la riposte pendant la crise. Il fallait connaître avant tout le contexte des

communautés affectées, et examiner leurs différents aspects comme par exemple :

-Leurs activités socioéconomiques, caractérisées par une forte dépendance à la forêt, chasseurs-cueilleurs, collecteurs, agriculteurs, pêcheurs dans forêts inondées, etc.

- Les relations d'inégalités séculaires entre les populations Bantu et les Batwa (PA), véritable défi pour une riposte équitable.

-L' habitat: des habitations de fortune, dans des espace réduits, avec comme conséquence une grande promiscuité.

- Les connexions familiales: la mobilité, les aller/retours entre les villages, visites familiales, hébergement comme créant le risque de la propagation de la MVE.

- Le mode de vie: gestion des déchets, latrines quasi inexistante, défécation à l'air libre, préparation des repas, gestion des espaces domestique et public, promiscuité, liens familiaux et sociaux resserrés, hygiène et salubrité, etc.

- La construction du genre : le veuvage des femmes plus long que celui des hommes/veuvage traditionnel pour la femme.

-Complexes relations de jalousie entre la femme du frère et la sœur du mari, soupçons de « meurtre » du mari par la veuve, etc.

-Les taches communautaires de la femme (soins aux malades) = risque accrue de contamination interhumaine chez la femme (Itipo, 8 ménagères décédées)

-La contamination par les chaines de relations sociales (ex. Itipo)

- L'évaluation de la perception et acceptabilité communautaire des nouveaux dispositifs de prise en charge de ALIMA (bulles à pression négative aux standards internationaux), suite à la visite du CTE par une trentaine de leaders communautaires dont les populations autochtones et les femmes. Maladie: disfonctionnement à la fois physique et mental; affecte à la fois l'individu, sa famille et enfin la communauté. Moment de fragilité, resserrements des liens familiaux et sociaux ; on rend visite au malade, on lui prépare ses plats préférés, on le touche pour vérifier son état fébrile, on apporte une contribution financière pour les soins;

-Les maladies des esprits (tradi-praticien) vs maladies naturelles (centre de santé).

-Les soins par les plantes à domicile, puis tradi-praticiens, prières/églises, centre de santé (dernier recours).

-Les tradi-praticiens: personnes de confiance, itinérants et fixes, hospitalisation des malades; massages, extraction des objets du corps; à haut risque de contamination et de propagation de la MVE aux réseaux d'éditeurs scientifiques en sciences sociales, même lorsque le niveau scientifique nécessaire pourrait être atteint (Anako : 2018)

Conclusion

La lutte contre la maladie à Virus Ebola et les enjeux autour de la collaboration entre les ONG et les sciences sociales mettent en lumière la rencontre de plusieurs logiques. Une logique scientifique d'un pays en mal de gouvernance et le pragmatisme des ONG sur les résultats.

Les anthropologues recrutés par les ONG avaient pour mission de renforcer l'engagement communautaire et les activités

d'autonomisation des communautés pour la riposte à la flambée de maladie à virus Ébola. Dans cette perspective, la présence des anthropologues était importante pour mener des investigations (enquête) sur le terrain basées sur les techniques de collecte et d'analyse des données qualitatives : l'observation-ethnographique, l'entretien approfondi et le *focus – group*, qui mettent en lumière les aspects principaux des facteurs socio- culturels et comportementaux associées à la flambée de la maladie à virus d'Ebola. En d'autres termes, pour mieux comprendre les perceptions et comportements communautaires relatifs à la riposte à l'épidémie de la MVE, les anthropologues appuient le volet communication sur les risques, la mobilisation sociale et l'engagement communautaire grâce aux séances d'écoute actives, des causeries éducatives et les dialogues communautaires dans les villages des aires de santé affectées. L'anthropologue fait l'interface entre différentes commissions pour prévoir les cas de résistance ou de contestation.

La question de la maladie à virus Ebola a mis ensemble les ONG et les anthropologues. Cette collaboration montre comment l'anthropologie est importante dans des études épidémiologiques où s'affrontent la logique de la modernité biomédicales et les injonctions socioculturelles.

Références

- ANOKO J., 2014. « La réparation de la malédiction générale suite à l'enterrement d'une femme enceinte avec le bébé dans le ventre. Une approche anthropologique pendant l'épidémie de la Maladie à Virus Ebola en Guinée » [en ligne], <http://f.hypotheses.org/wpcontent/blogs.dir/2225/files/2015/01/La-réparation-de-la-malédiction-générale-Julienne-Anoko-2014-12-22.pdf>

- BAHUCHET S., 1993. Les pygmées Aka et la forêt centrafricaine. Paris, Selafr.
- BARROUX R., 2014. « L’Afrique débordée par la progression alarmante du virus Ebola », *Le Monde*, 29 juillet 2014 : 12
- BARROUX R., 2015. « Ebola : les anthropologues sur le terrain », *Le Monde Sciences et Techno*, 15 juillet 2015, [en ligne], <http://www.lemonde.fr/accesrestreint/sciences/article/2015/>
- *Revue internationale des sciences sociales*, le VIH /Sida vu par des sciences sociales, Vol. LVII N° 4, 2005
- Bettati M., 2000, « Les États et l’ingérence humanitaire », *Les Temps Modernes*, 610 : 3-25.
- Brauman R., 2002 [1996], *Humanitaire, le dilemme*. Paris, Textuel.
- Boulianne M., 2005, « Présentation. Vers une anthropologie de l’altermondialisation », *Anthropologie et Sociétés*, 29, 3 : 7-17.
- Butler J., 2005, *Vie précaire, Les pouvoirs du deuil et de la violence après le 11 septembre 2001*. Paris, Amsterdam.
- Boltanski L., 1993, *La souffrance à distance*. Paris, Métailié.
- Cuillerai M. et M. Abélès, 2002, « Mondialisation : du géo-culturel au géo-politique », *Anthropologie et Sociétés*, 26, 1 : 11-28.
- Conoir Y. et G. Verna, 2002, *L’action humanitaire au Canada*. Québec, Presses de l’Université Laval.

La problématique de la prestation effective des ONG, des médias et de la recherche à l'Est de la République Démocratique du Congo en proie à l'insécurité perpétuelle.

Par Emery Patrice LUMUMBA TWAHA

Introduction

Sumommée « poudrière de l'Afrique Centrale », le Grand Kivu est en proie aux conflits armés. Ceci entraîne une insécurité permanente qui entrave non seulement la reconstruction et le développement socioéconomique de la RD Congo mais aussi menace la stabilité de toute la sous-région.

L'insécurité à l'Est de RD Congo défraye toujours la chronique avec son cortège de souffrances, ses victimes civiles, ses cohortes de réfugiés, sa confusion militaire ; malgré la présence de la mission des Nations Unies pour la Stabilité au Congo (MONUSCO). En effet, les Casques bleus (dont les « soldats de la paix » assistent parfois en spectateur aux malheurs qui s'acharnent sur cette partie du pays. On croirait que depuis la fin de la guerre du Rwanda en 1994, l'épicentre des conflits s'est déporté à l'Est de la RDC, précisément sur les hautes terres de la crête Congo-Nil ou encore la partie orientale des deux provinces du Nord-Kivu (capitale Goma) et du Sud-Kivu (capitale Bukavu).

Toutes les tentatives de règlement des conflits initiés à cet effet, ont accouché d'une souris. (qui se sont succédé depuis plus d'une décennie se soldent par un échec.). Ainsi, la diplomatie semble être vaincue par les dynamiques de guerre. A titre d'exemple, les résolutions prises en ce qui concerne le

désarmement des groupes armés illégaux ne sont jamais allées au-delà de l'effet d'annonce. Un communiqué commun signé à Nairobi par la RDC et le Rwanda le 9 novembre 2007 visant notamment le désarmement des milices, a accouché d'une souris, vu l'insécurité incessante à l'Est. Du 6 au 23 janvier 2008, une « Conférence sur la paix, la sécurité et le développement », réunie à Goma a initié le processus dit « Amani » *Amani*, paix (paix en swahili) qui a connu l'adhésion de 22 groupes armés. Cette conférence qui s'est à nouveau prononcée sur le désarmement de toutes les milices, s'est avéré tout aussi vaine que les initiatives précédentes. Ce qui donne l'impression que chaque réunion vouée à la recherche de la paix est comme le prélude d'une recrudescence des combats.

De ce qui précède, nous osons dire que l'insécurité est un mythe de Sisyphe à l'Est de la RD Congo. Il serait difficile dans ces conditions de travailler en toute liberté, sans être pris par l'angoisse d'être sous surveillance d'un œil méchant lorsqu'on exerce un métier tel que ceux qui nous intéressent dans cette étude, même si c'est pour le bien-être de la communauté.

Ainsi, notre contribution s'articule autour de trois points notamment, l'historique de l'insécurité à l'Est de République Démocratique du Congo, le problème de prestation des ONG, des médias et de la recherche dans une zone en conflits et les pistes de solution pour une cohabitation pacifique entre les trois secteurs concernés par cette réflexion pour le développement intégral de la République Démocratique du Congo.

1. L'historique de l'insécurité à l'Est de République Démocratique du Congo.

La République Démocratique du Congo est le deuxième grand pays d'Afrique après l'Algérie. Elle compte vingt-cinq provinces et la ville de Kinshasa la capitale politique, qui est aussi

considérée, comme la vingt-sixième province du pays. L'ancienne province de Kivu découpée en 1988 en trois parties dont le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et le Maniema constitue la zone la plus gangrenée par des conflits armés. Paradoxalement, c'est l'une des parties du pays qui est comptée parmi les régions les plus prospères. Elle est riche sur le plan minier, touristique, culturel, hydrographique (par la présence des grands lacs comme le lac Albert le plus poissonneux d'Afrique, le lac Kivu, le lac Edouard). Elle est une région qui abrite les parcs nationaux tels que Virunga, Kahuzi-Biéga, Garamba et Lomami.

Mais depuis 1994, l'année du génocide rwandais qui a provoqué l'afflux des migrants rwandais hutu en République Démocratique du Congo, les conflits armés sont devenus habituels. Ses causes sont exogènes et endogènes. Parmi ces causes exogènes, nous retiendrons ; les implications des intérêts économiques et géographiques vitaux des belligérants, l'intervention des Etats voisins avec l'intention de traquer les groupes armés hostiles à leurs gouvernements.

Quant aux causes endogènes, nous pouvons citer sans vouloir être exhaustif : Le non-respect des textes légaux, les manipulations idéologiques, les problèmes fonciers, l'affaiblissement de la cohésion interne de l'Etat, le contrôle des matières premières, le déclin économique, l'accroissement du banditisme, etc. (DINGANGA SIKABAKA 1998).

Les combats à l'est opposent plusieurs milices rebelles aux Forces Armées officielles. Même pour les Congolais, il est parfois ardu de discerner les différents groupes et les nouvelles alliances du fait de leur extrême mouvance et de leur volatilité. Les alliances évoluent sans cesse tandis que de nouveaux groupes apparaissent constamment. Certains sont soutenus à l'externe et les autres à l'interne.

La persistance de ces conflits armés et les difficultés à améliorer la situation malgré plusieurs tentatives d'accords de paix relèvent de plusieurs explications. En effet, les facteurs majeurs de ces conflits demeurent (dans) la question foncière (le foncier) et la quête des minerais.

La question foncière, principale cause des violences inter-ethniques, ne date pas d'aujourd'hui. Mais elle n'a cessé de s'aggraver au rythme d'une croissance démographique qui fait de la terre l'enjeu central des conflits sociaux. Les mutuelles agricoles apparues après l'indépendance eurent d'emblée une forte identité ethnique. L'ACOGENOKI, Association coopérative des groupements d'éleveurs du Nord-Kivu était à dominante tutsie, tandis que la MAGRIVI, Mutuelle agricole des Virunga (Nord-Kivu) représentait les intérêts des agriculteurs hutus. On mesure à travers ces mutuelles l'articulation étroite entre enjeux fonciers et crispations identitaires dans un contexte de pression démographique critique. La situation devient chaque année plus insoutenable dans ce petit espace saturé d'Afrique centrale où les conflits sont devenus un « mode de vie ».

Par ailleurs, les rapports de bien d'études menées en République Démocratique du Congo suggèrent que les minerais seraient à la base des conflits armés dans ce pays sous-continent. Autrement dit, les nombreuses ressources dont regorge le sol et le sous-sol de ce pays attireraient les convoitises, à la fois des groupes armés et des investisseurs étrangers. Les groupes armés trouvent dans ces conflits ses (des) moyens de survie, étant donné que l'économie minière est très réactive au marché mondial surtout celle du tantale dont le Kivu dispose, qui serait aussi l'une des causes des conflits à l'Est du pays.

Dès lors, l'économie entretient des liens étroits avec la guerre et l'insécurité. Tous les acteurs des conflits participent au pillage des ressources, soit pour financer l'achat d'armes, soit pour

des raisons d'enrichissement personnel. Le premier groupe d'experts de l'ONU avait déjà mis en évidence le fait que l'exploitation des ressources naturelles, de moyen de financement du conflit en était devenue la finalité, et donc la cause de sa perpétuation. Les rapports, jusqu'au plus récent, remis au Conseil de Sécurité sont suffisamment explicites pour confirmer que l'on est toujours dans le même schéma d'exploitation illicite qui au fond satisfait tous les acteurs. Une enquête réalisée en juillet-août 2008 par Global Witness a abouti aux mêmes conclusions : tous les groupes militaires sont impliqués dans l'exploitation illicite des ressources minières (MUKULUMANYA 1999).

2. L'impossibilité de prestation libre et effective des ONG, des médias et de la recherche à l'est de la République Démocratique du Congo.

Les médias, les ONG et la recherche connaissent des difficultés réelles et quasi impossibles à contourner dans leur organisation, fonctionnement ou accomplissement de leurs objectifs (leur mission première) à cause de l'insécurité. Autrement dit, l'insécurité à l'Est dont on a brossé l'historique a créé des difficultés matérielles qui rendent impossible soit l'implantation, soit le l'organisation soit le fonctionnement ordinaire (normal) soit l'accès à l'information crédible des médias, des ONG, des chercheurs. Ex : des missions d'enquêtes qui n'ont pas abouti ; des médias qui n'ont pas pu s'implanter ou qui ont été obligés de fermer et de s'implanter ailleurs...

2.1. Les médias

La presse de province est souvent irrégulière. Elle rencontre d'énormes problèmes d'approvisionnement en matières premières, d'impression (les journaux des provinces avoisinantes

viennent imprimer à Kinshasa, ceux de l'Est impriment parfois à Kampala) et manque cruellement de personnel qualifié.

Comme dans presque toute la République Démocratique du Congo, les titres vivent de leurs accointances avec les hommes ou partis politiques et ne développent guère de réel projet éditorial. Par ailleurs, la confusion est constante entre espaces rédactionnels et publicitaires ; on constate en permanence la publication d'articles issus non d'une démarche désintéressée de collecte de l'information, mais de la vente d'un espace à un individu ou une structure. Certaines pratiques de grande corruption semblent aussi fréquentes dans certains titres (chantages, falsifications), et la pratique du « coupage », intervention financière visant à obtenir du journaliste qu'il publie ou taise une information, s'est généralisée. Les entreprises se caractérisent par l'inexistence d'une véritable politique de gestion, l'opacité comptable et la faiblesse de la formation des ressources humaines dans tous les secteurs de la production et de l'administration.

Toutefois, le paysage radiophonique a connu lui aussi un développement extraordinaire, quoique plus tardif. La Radio Elikya, créée en 1995 par l'Église catholique, constitue une des plus anciennes initiatives ayant survécu. Pour la seule ville de Kinshasa, on compte aujourd'hui quelque 23 stations qui émettent en FM. La plupart de ces radios appartiennent au registre confessionnel, essentiellement des radios dites « évangéliques » ou « messianiques » (Radio-Télévision Puissance, Radio-Télévision Message de vie, Radio-Télévision Armée de l'éternel, Radio de l'Église du Christ au Congo...). On trouve aussi des radios privées commerciales (Raga FM, RTKM, MBC...) ou des radios communautaires (Réveil FM). Dans les provinces, où la presse écrite est souvent inexistante ou très irrégulière, la radio demeure le média le mieux implanté, chaque province voyant se développer un nombre plus ou moins important d'initiatives privées. (Patrick de Favre Bintete 2010). Mais ces radios associatives et

communautaires se plaignent du montant trop élevé du récépissé et de la licence de détention de fréquence.

En outre, il faut noter que les radios, média populaire par excellence, ont beaucoup souffert de la situation d'instabilité et d'occupation du pays, se trouvant souvent prises en otages par les belligérants soucieux de faire passer leur message. Elles ont été l'objet de multiples mesures de suspension, d'interdiction et de menace.

Par ailleurs, le canal de diffusion pouvant couvrir toute l'étendue du pays est la RTNC (Radio-Télévision nationale du Congo, ex-Voix du Zaïre). La crise de l'entreprise audiovisuelle publique est d'ailleurs patente à Kinshasa comme dans les stations de province où, en plus du matériel obsolète et des ressources humaines peu motivées, des problèmes techniques entravent la diffusion. Dans les provinces, son signal est fréquemment interrompu, la station ne parvenant pas à couvrir les charges de sa retransmission auprès de son opérateur satellitaire.

Aujourd'hui, la seule radio qui couvre l'ensemble du territoire est la Radio Okapi. Créée dans le cadre de la Mission de l'Organisation des Nations unies au Congo (MONUC), elle a commencé à émettre en février 2002. La conduite du projet est assurée par la Fondation suisse Hironnelle, spécialisée dans la mise en place de radios « humanitaires » dans les pays en crise. Trois ans après sa création, la radio a développé une dizaine d'antennes locales dans les différentes provinces et paraît être de plus en plus écoutée, même si aucune statistique n'est disponible à ce sujet. Si le projet peut être considéré comme une réussite, il suscite toutefois plusieurs interrogations quant à son indépendance éditoriale concernant la couverture des actions de la Monusco et surtout quant à son avenir ultérieur : le fonctionnement de cette entreprise médiatique coûte aujourd'hui 8 millions de dollars par an, financement assuré essentiellement par les Nations unies,

l'USAID (Agence américaine pour le développement international), le DFID (Coopération britannique pour le développement) et la DDC (Direction du développement et de la coopération suisse).

Au terme de la mission de maintien de la paix, cette radio reviendra-t-elle aux autorités congolaises pour que les infrastructures soient réintégrées à la RTNC ? Sera-t-elle privatisée, au risque de tomber dans les mains d'hommes d'affaires impliqués en politique comme c'est bien souvent le cas ? Peut-elle être confiée à un consortium de radios locales afin d'être gérée sur le mode communautaire par un partenaire local non institutionnel ? Fermera-t-elle simplement ses portes ? Cette question, pourtant cruciale, n'est pas tranchée. (Patrick de Favre Bintete Op.cit.).

Les télévisions congolaises manquent de ressources, le marché publicitaire demeurant restreint dans un pays troublé et dominé par l'économie informelle. Outre les grandes industries brassicoles, les entreprises de téléphonie mobile sont les seules à investir dans la promotion de leurs produits. Dès lors, les télévisions fonctionnent souvent, faute de moyens, grâce au bricolage (technique, humain et financier) et n'ont guère de perspectives d'évolution. Certaines d'entre elles sont également très proches des hommes politiques et des milieux d'affaires.

Les médias congolais souffrent d'une série de handicaps qui sont similaires à ceux que connaît la presse dans d'autres pays africains, encore aggravés par la situation de guerre et d'instabilité : délabrement économique, faiblesse des ressources publicitaires, capacités financières du public réduites, absence d'un circuit performant de distribution, manque de formation des personnels, et le faible niveau des rémunérations entraînant une plus grande sensibilité à la corruption.

Pourtant, les médias et les journalistes congolais peuvent aussi contribuer à la construction de la paix, comme le prouve l'expérience de Radio Okapi qui a joué un rôle essentiel dans le maintien d'une cohésion nationale. Dans les provinces, certaines radios communautaires, comme Radio Maendeleo à Bukavu, ou confessionnelles, telle Radio Amani à Kisangani, ont essayé de donner un écho aux souffrances causées par la guerre aux populations civiles et de laisser à ces dernières des occasions de s'exprimer et de se faire entendre. Soucieuses de dénoncer les violations des droits de l'homme perpétrées sous leurs yeux loin de la capitale, ces radios ont souvent été harcelées par les forces belligérantes coupables des exactions incriminées. Mais les tentatives des médias pour travailler de manière professionnelle, en offrant une perspective pluraliste, déplaisent généralement au pouvoir politique et aux groupes en conflit.

Le paysage médiatique du Congo-Kinshasa compte des centaines de publications, de stations de radio et des dizaines de chaînes de télévision. Plus de 4 000 individus sont considérés comme des professionnels des médias dans ce pays qui a connu successivement la dictature, une démocratisation chaotique et cinq années de guerre. Le secteur médiatique, largement à reconstruire et marqué par des années de corruption et de violence, a néanmoins aujourd'hui un rôle important à jouer à la fois dans la reconstruction de la paix et la pacification de l'Est du pays en proie à l'insécurité.

2.2. Les Organisations non gouvernementales

Des nombreuses ONG Internationales accompagnent la République Démocratique du Congo même dans les zones en conflits, comme c'est le cas de la Fondation Hironnelle. Elle existe depuis mars 1995, elle a créé et dirigée des radios telles que la Radio Agatashya dans la région des grands lacs africains, Star Radio au Liberia, l'Agence de presse Hironnelle auprès du tribunal

pénal International d'Arusha en Tanzanie, Radio Blue Sky au Kosovo radio Ndeke Luka à Bangui en République Centrafricaine. Moris Humutuk, un programme radio pour les réfugiés à Timor et radio Okapi en République Démocratique du Congo.

Il y a aussi The Search for Common ground qui oriente ses actions de résolution de conflit autour d'une approche qu'il dénomme approche *Common ground*. Cette approche permet d'orienter dans le conflit et d'identifier des possibilités qui n'apparaissent pas quand il y a une adversité. Il s'agit là d'un ensemble de principes et de pratiques qui peuvent, quand ils sont correctement utilisés, modifier en profondeur la relation qu'ont les personnes en conflit pour favoriser des solutions fondées sur la coopération. Cette approche permet en outre l'émergence de nouvelles possibilités de coexistence pacifique, en utilisant les atouts de la diversité et de l'inter connectivité. Elle travaille avec des partenaires locaux dans nombreux pays pour identifier les moyens appropriés de renforcer la capacité de ces sociétés à gérer le conflit de manière constructive. Actuellement il est dans 17 pays dont l'Angola, la Belgique, le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Guinée, l'Indonésie, l'Iran, le Liberia, la Macédoine, le Maroc, le Moyen Orient (avec le bureau de Jérusalem & Aman), le Nigeria, la RD Congo, la Sierra Léone, l'Ukraine et les USA.

Nous pouvons aussi compter parmi ces ONG, La Benevolencia, qui est une ONG néerlandaise basée à Amsterdam et qui a pour vocation de promouvoir la paix et la réconciliation à travers de programmes radiophoniques. D'abord implantée au Rwanda, elle s'est ensuite installée au Burundi et à l'Est du Congo (Bukavu et Goma). Son approche diffère sensiblement de celle de SFCG, avec une perspective plus « psychologisante », sa méthodologie étant élaborée et suivie avant tout par des experts en psychologie des traumatismes. « L'ensemble du programme mené par La Benevolencia dans les Grands Lacs est soutenu à hauteur

de 2,5 millions \$, dont environ 800 000 \$ destinés aux bureaux congolais qui négocie en outre des financements complémentaires .

Parlant des ONG que nous avons évoquées ci-haut, tellement que le rôle des médias dans la résolution des conflits constitue un champ relativement neuf, ceci n'a jamais laissé « indifférent ces organisations qui jusque-là ont conduit un grand nombre d'initiatives sur le pouvoir qu'ont les médias ; d'influencer positivement les conflits et le processus de la démocratisation. Comme on doit le remarquer, ces projets visant les médias sont devenus partie intégrante de presque toutes les interventions multilatérales de construction de la paix dans des sociétés en proie aux conflits.

3. Les stratégies de résolution des conflits pour une prestation effective dans les zones en conflits à l'Est de la RD Congo.

La résolution des conflits en République Démocratique du Congo dus aux groupes armés est devenue une affaire internationale, vu l'ampleur de la cruauté que cela entraîne en perte de vies humaines. C'est la raison d'être de la mission des Nations Unies au Congo.

L'Afrique Sub-saharienne a été pendant longtemps le théâtre des guerres civiles. Tous les esprits veulent voir l'Afrique, notamment la région des grands lacs, renouée avec une paix durable d'autant plus que l'organisation des Nations Unies devait commencer à manifester véritablement son rôle de gardienne de la paix internationale, mobile pour lequel elle marque sa présence en RD Congo, il y a bientôt deux décennies.

Aujourd'hui, l'Est du pays est en proie aux conflits armés internes, « interétatiques » incessants compromettant ainsi ; la

paix, la sécurité et la stabilité politique dans la région des grands lacs. Il se trouve parmi les contrées du monde les plus affectées par l'insécurité. Pour pallier celles-ci, une mission de pacification du pays a vu le jour. Elle est la plus importante et la plus coûteuse des missions actuelles des Nations Unies. Elle compte actuellement quelque 16071 soldats dont plus de 5 000 au Nord Kivu. En dépit de cet engagement dont le coût annuel se chiffre à plus d'un milliard de dollars US (par comparaison le budget prévisionnel de la RDC pour 2018, à peine quatre milliards de dollars).

Vu l'insécurité de plus en plus croissante, il sied de dire que malgré la bonne volonté des militaires de la paix affectés à cet effet, le problème demeure non résolu. Cela est dû peut être aux méthodes non classiques que les groupes armés utilisent qui exigent la collaboration de tous (les militaires et la population).

Pour pallier cette difficulté de résolution de l'insécurité, il sied d'organiser des véritables assises, où toutes les forces vives de la nation d'abord vont se réconcilier effectivement et par après, organiser des assises au niveau international où tous les Etats impliqués de près ou de loin dans ces conflits, puissent contribuer au rétablissement de paix durable à l'Est de la République Démocratique du Congo. De ces résolutions de pacification de l'Est, les ONG, les médias et les recherches vont prester paisiblement, pour le développement de l'Est, par ricochet de la République Démocratique du Congo et de la région de Grands lacs en général.

Conclusion

En somme, cette réflexion a été axée sur la problématique de la prestation effective des ONG, des médias et de la recherche dans l'Est de la République Démocratique du Congo, en proie aux conflits armés. Nous avons montré que malgré la présence de la

mission des Nations Unies, cette insécurité demeure, vu les atrocités qui se font le jour au jour. Ces conflits armés ayant des causes endogènes et exogènes, doivent être résolues par des mécanismes autres que le dialogue permanent entre toutes les parties prenantes internes et externes. De ce dialogue permanent aboutira une pacification durable, qui donnera la possibilité aux ONG, aux médias et aux chercheurs, de vaquer librement à leurs occupations pour le développement intégral de l'Est de la République Démocratique du Congo en général et celui de la Rd Congo et de la Sous-Région de Grands Lacs en général.

Bibliographie

- De Faily Didier, « Coltan : pour comprendre... », in *L'Afrique des Grands Lacs, annuaire 2000-2001*.
- DINGANGA SIKABAKA Prosper, L'analyse des causes de l'insécurité permanente dans la région des Grands Lacs. Cas de la République Démocratique du Congo de 1998.
- LABANA LASAY ABAR, (2007), les conflits, stratégies, prévention, gestion et modes de résolution, Kinshasa, Chaire Unesco, 2007.
- Michel BEN ARROUS (Dir) : *Médias et conflits en Afrique*, Institut Panos, Afrique de l'Ouest, Paris, Karthala, 2001.
- MUKULUMANYA W.N.Z : La guerre de l'est en jeu, vérité oubliée et perspective de la paix, Kinshasa édition Zenda, 1999.
- Pabanel J.P., « La question de la nationalité au Kivu », *Politique africaine*, n° 41, mars 1991.
- Pourtier Roland, « La guerre au Kivu : un conflit multidimensionnel », *Afrique contemporaine*, n° 180, octobre-décembre 1996.

- TSHONZ Mata, *Medias au Zaïre, s'aligné ou se libérer*, Paris, Harmattan, 1996.

Webographie

- JED, *Rapport sur la liberté de la presse 2000*, <http://www.congonline.com>
- KAYEMBE, T. Malu et DRIM (dir.), *Situation des médias en RDC*, Paris, Institut Panos Paris, 2004, <http://www.panosparis.org/fr/doc/Situation.pdf>

Collaboration entre l'Anthropologie, ONG et média pour un développement Intégré

Par Jean KABITSHWA NGUN

L'Anthropologie est une discipline dont l'objet est l'étude de l'être humain. Elle le fait en tenant compte de la diversité culturelle et temporelle. Et pour cela elle propose dans sa pratique les données qualitatives qui peuvent servir à l'élaboration des initiatives accés sur la vie de l'homme. Car les recherches anthropologiques concernent l'homme dans la totalité de ses diverses activités, en respectant sa culture et ses valeurs.

De ce fait, l'approche anthropologique est celle qui oblige un contact direct avec la cible à travers une observation interactive et approfondie en vue de comprendre les défis auxquels il fait face pour proposer des pistes de solutions. C'est dans cette perspective qu'une relation entre l'Anthropologie, ONG et Medias se veut être intéressant pour accompagner les groupes humains en difficulté au développement.

Apport de l'Anthropologie aux organisations de développement

Rappelons que le travail des ONG sur terrain consiste à l'amélioration des conditions de vie des populations. Pour concrétiser cette mission les techniques anthropologiques peuvent servir de base scientifique pour l'aboutissement heureux du développement tant soit peu souhaité, en se référant aux étapes anthropologiques : « description, classement et conclusion ».

La description consiste à une observation ciblée d'un groupe et son milieu, à travers une enquête qui fera recours à l'approche qualitative et quantitative, aux différentes techniques anthropologiques « observation, entretien, entretien informel, focus groupe, etc. » dans le but d'identifier le mode de vie du groupe cible et le problème majeur auquel il fait face. Bref, c'est une étape de la collecte des informations nécessaires ;

Ensuite il y a le classement, qui consiste à rassembler les informations en vue de mettre ensemble des ressemblances. C'est une étape qui nécessite une analyse claire et nette pour identifier ou de mettre en évidence un défi majeur qu'il faut relevée. Et puis il y a la conclusion qui est une étape finale. Elle consiste à produire un guide auquel l'ensemble des stratégies devraient être régie en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Une telle démarche vise à estimer les besoins des populations et à repérer d'éventuels comportements qui risquent d'être une entrave aux objectifs de l'ONG. Par ses méthodes d'investigation, la démarche anthropologique pourrait être mise au profit d'une telle enquête et ainsi s'assurer que les personnes clés ont bien été identifiées et interviewées, que les groupes ou les personnes les plus vulnérables ont été pris en compte et que l'ensemble des acteurs concernés ont participé activement à l'enquête.

La formation ou la sensibilisation des praticiens de terrain aux techniques d'enquêtes anthropologiques peut être une garantie d'obtenir des informations pertinentes, utiles et analysables. L'apport anthropologique ne devrait cependant pas se résumer à accompagner et superviser les procédures existantes mais plutôt à permettre d'autres formes d'investigation.

Il n'est donc pas inutile de s'interroger sur l'impérative nécessité de reconsidérer l'importance de la connaissance des

populations bénéficiaires avant de s'engager dans des projets et de ne plus proposer l'approche communautaire comme seule solution miracle aux problèmes de gestion et de suivi et évaluation. Ne vaudrait-il mieux pas privilégier une intégration des méthodes anthropologiques capables de proposer des solutions alternatives adaptées aux populations et une sensibilisation des acteurs du développement à ces méthodes, certes, nous y pensons.

L'Anthropologie et ONG

Une relation entre l'Anthropologie et l'ONG est envisageable. Dans la mesure où les ONG travaillent sur terrain et ils sont en interaction fréquente avec les groupes humains en difficulté, l'anthropologie étant aussi une science de terrain peut toujours fournir les outils nécessaires aux ONG dans le dessein de rendre efficace leurs actions de terrain. Notamment dans la phase de l'implantation (pré-évaluation) d'un projet et à celle de l'évaluation proprement dite des actions sur terrain.

Dans cette relation, l'anthropologie ne peut en aucun cas être seulement considérée comme une référence théorique dont les acteurs de terrain doivent commencer à se servir, mais plutôt qu'une référence pratique. C'est-à-dire utilisé de façon pratique et concrète l'approche anthropologique qui est autrement dite participative afin de ramener la conscience de la population cible de participer activement à l'amélioration de leur condition de vie.

Les données anthropologiques: outils au service du développement

Lors de ses études sur le terrain, l'anthropologie cherche à comprendre les faits dynamiques auprès de la population cible en se basant sur les réactions populaires du groupe. Le résultat issu de ces études est basé sur l'empirisme, c'est-à-dire provenant de la

réalité observée au sein d'une société qui en principe devra servir pour l'élaboration des mécanismes de développement.

Notons que, le Développement comme l'ensemble des processus sociaux induits par des opérations volontaristes de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe de ressources et/ou techniques et/ou savoirs (Olivier de Sardan 1995). Certes, l'anthropologie cherche d'abord à bien comprendre le milieu et les problèmes qui le rongent afin de proposer des pistes de solutions dont les ONG peuvent se servir pour entreprendre leurs actions sur terrain.

L'anthropologie n'exclut aucune société humaine et son champ d'action n'est pas limité. C'est-à-dire elle étudie de manière approfondie les faits observés sur le terrain, grâce à ses procédés scientifiques. L'utilisation de méthodes anthropologiques se justifie surtout dans une perspective de planification dans la phase d'élaboration, elle trouve ensuite sa raison d'être dans une logique opérationnelle et comme un outil d'aide à la capitalisation des actions entreprises lors de la phase de suivi et d'évaluation.

Si l'anthropologie ne peut pas bien sûr à elle seule prétendre résoudre tous les défis que pose la conduite d'un projet de développement, elle peut toutefois grandement contribuer à optimiser son déroulement et à atteindre les objectifs de pérennisation des actions entreprises. Elle devrait en outre permettre une nouvelle forme d'intelligibilité des contextes d'intervention et favoriser de meilleures relations entre bénéficiaires et responsables des projets.

Pour un développement intégré

Le développement comme la recherche du mieux-être collectif ou individuel a besoin, non seulement des stratégies visant le changement, mais aussi de la participation de tous pour atteindre cet idéal.

De ce fait, l'anthropologie, les ONG et le media devraient collaborer pour des actions efficaces sur terrain en vue du Développement durable.

- L'anthropologie devra participer activement aux enquêtes de terrain. Sa méthodologie relevant de la communication, du contact avec la population cible, ces données qualitatives devraient être servir aux ONG dans les actions d'amélioration de la vie sociale de la population.
- Pour les ONG, les stratégies conçues pour le Développement devraient être cohérent avec la réalité socioculturelle de la population. Pour ce faire, une collaboration avec l'anthropologie est nécessaire dans la mesure où cette dernière possède une connaissance, un panel des techniques et méthodes susceptibles d'accompagner les ONG dans l'accomplissement de leurs actions sur terrain.
- Les medias sont appelées à couvrir la visibilité des actions des ONG et d'anthropologie sur terrain en vue d'une large diffusion au public. Car beaucoup ignore la possibilité de cette collaboration, et pourtant fructueuse pour le Développement.

Les praticiens de l'aide au développement intervenant dans les différents secteurs ne sont pas dépourvus de cadre d'intervention mais celui-ci est trop souvent le produit d'une vision normative et ne considère pas toujours suffisamment les facteurs humains et sociaux à travers une telle collaboration, qui constituent pourtant les piliers de la réussite des projets.

Conclusion

Il sied de conclure qu'on peut s'attendre à un développement ou à l'amélioration de condition de vie de la population, que lorsque les concernés sont intéressés à participer activement aux actions qu'on leur apporte. C'est pour cela que les médias ont un rôle capital pour la visibilité des résultats des études anthropologiques sur terrain. Ces résultats sont très souvent gardés dans des bibliothèques et ignorés du grand public.

Bibliographie

- Olivier de Sardan 1995, « Anthropologie et Développement », Paris pp.13-14.

Rôle des medias dans l'action et la recherche

Par Jean Claude BIMWALA

Introduction

Qu'il s'agisse d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), c'est-à-dire ces acteurs sociaux occupés au quotidien et souvent en urgence, à la mise en œuvre des programmes répondant aux besoins immédiats de la population ; ou encore qu'il s'agisse des chercheurs en sciences sociales, dont les travaux et la démarche visent à l'amélioration de la connaissance en répondant avant tout aux exigences et règles de la discipline, personne ne saurait se passer du précieux apport des médias dans ses activités.

Si pour les uns (les ONG), les médias servent à vulgariser, à porter à la connaissance du plus grand nombre, les réalisations et l'impact des interventions réalisées dans le cadre d'un projet pour informer l'opinion, justifier l'action, s'attirer la sympathie des bénéficiaires, mais aussi des donateurs (bailleurs) ; pour les seconds (les chercheurs), les médias sont un outil, un support de vulgarisation des connaissances et des fruits de la recherche.

Il faudra vite préciser que dans le cadre de la science, la recherche n'est pas forcément utilitaire (même si par moment les sciences appliquées s'y attèlent), mais elle a le mérite de mettre à la disposition de tous, les connaissances pour évoluer dans la compréhension d'un sujet. Et l'apport des médias s'avère indispensable pour faire l'état de lieu de la question, en assurant les échanges et les discussions entre chercheurs.

Dans le cadre de cette réflexion, nous voulons montrer et démontrer l'indispensable apport des médias, tant dans l'évolution de la recherche que dans la mise en œuvre des projets de développement en RDC. Il sera aussi question de présenter les défis de la société d'action et de recherche en rapport avec la question des médias.

Outre le survol d'un échantillon des projets et centres de recherche pour dégager le rôle et la place des médias dans le fonctionnement des centres de recherches ainsi que la mise en œuvre des projets et programmes de développement, la présente réflexion proposera aussi quelques perspectives qui tiennent compte du contexte congolais pour un meilleur enracinement des médias dans les deux domaines cités.

De la tradition à la modernité

Considérés traditionnellement comme un simple outil d'information, les médias relèvent aujourd'hui d'une stratégie de management d'entreprises modernes ou des projets de développement.

Jusqu'à une certaine période, le rôle des médias dans la mise en œuvre des projets était considéré comme marginal. Ce rôle tenait à une position rigide unidirectionnelle et pyramidale de l'information, partant toujours du sommet à la base. Le sommet étant l'instance de conception et d'orientation ; et la base, l'instance d'exécution. A défaut d'un journal d'entreprise (ce qui relevait d'un vrai privilège), une valise généralement placée à l'entrée de l'établissement suffisait pour donner les informations utiles à connaître par les employés et autres usagers des services de l'institution. Y étaient publiés : toutes sortes de communiqués et annonces concernant le personnel et la vie de l'institution (promotion, radiation, naissance, décès, suspension, engagement du personnel), les bilans, les nouvelles directives de

l'institution... Bref, juste le nécessaire, le bon à connaître pour un vécu commun régulé, un travail en sécurité ainsi que des résultats attendus par la hiérarchie.

Généralement placés sous l'autorité de l'Administration des Ressources Humaines, les responsables des médias se contentaient de participer à la paix sociale nécessaire, en assurant et approvisionnant régulièrement les canaux d'information institutionnelle. Comme l'émetteur (journal d'entreprise, les communiqués et informations affichées aux valves, les lettres circulaires...) ne reçoit souvent aucune rétroaction de la part de ses récepteurs, il se voit dans l'obligation de déployer des stratégies pour rejoindre chacun des membres constituant son public cible et ainsi atteindre ses objectifs de communication.

Depuis lors, la société actuelle appelée aussi « société de l'information » a révolutionné les principaux rôles des médias, en les regroupant en quatre grandes catégories: « nouvelles et informations », « analyses et commentaires », « éducation » et « changement de mentalité et de comportement ». La portée de leurs activités s'étend donc au-delà de la simple transmission d'informations à l'état brut. Quant à leur influence sur les attitudes, les comportements individuels et sociaux, elle serait devenue plus importante. Quoi qu'il en soit, les médias ont désormais la cote auprès du public. Mais il s'agit moins des médias traditionnels (la presse écrite et la radio), qui ont perdu une grande part de leur public en raison de l'expansion du Web et de la grande diversification des contenus offerts à la télévision simplifiée, par l'apport des réseaux sociaux. Dans les entreprises, les projets de développement ou toutes autres organisations, la communication a vu son rôle, son importance et ses fonctions être étendus.

Ce qu'on attend désormais de la communication dans le management moderne

Voici, en quelques points les attentes, telles que reprises dans une offre d'emploi récemment publiée (Mai 2018) en RDC, par une ONG à la recherche d'un expert en communication pour le Développement, en vue de l'éradication de la Poliomyélite.

Position n° et lieu d'affectation : Kisangani, Goma, Bukavu, Matadi & Kananga

Type de contrat : Fixed-Term avec une durée de deux ans.

Avis de Vacance n° : VN/2010/NO/019. Date de clôture de la publication : 23 Août 2017. Objet du poste, Principales Tâches et Responsabilités.

Sous la supervision générale du Chef de la Communication pour le Développement, et sous la supervision directe des Chefs des bureaux provinciaux de l'UNICEF, en lien programmatique avec le Chef du Projet Immunisation à Kinshasa, les Administrateurs Survie des bureaux de zone et des bureaux provinciaux ainsi qu'avec les Administrateurs chargés de la Communication en appui aux programmes des bureaux de zone, l'administrateur de la communication pour le développement - polio apportera un appui à la planification et à la mise en œuvre des activités de communication au niveau des provinces à haut risque Polio.

Ils devront :

- Contribuer à élaborer un plan de communication prenant en compte les trois principales composantes de l'Initiative d'éradication de la poliomyélite (PEV systématique, vaccination de

masse et surveillance communautaire) ainsi que la promotion des pratiques familiales essentielles ;

- Appuyer le développement des micro-plans de communication basés sur l'analyse des défis et des opportunités identifiés lors du diagnostic communautaire au niveau opérationnel ;
- Appuyer l'élaboration des plans de communication consolidés au niveau provincial, avec focus sur la communication interpersonnelle et l'utilisation des radios de proximité ;
- Organiser la supervision prospective dans les zones de santé à haut risque polio ;
- Renforcer les capacités en communication des comités de mobilisation sociale à tous les niveaux ;
- Appuyer les zones de santé dans la mise en œuvre des micro-plans élaborés ;
- Organiser la supervision des campagnes polio, en priorité dans les zones de santé à problème, avec accent sur les zones de santé avec populations spéciales et cas de résistances ;
- Appuyer la mise en œuvre des micro-plans dans les zones de santé ;
- Appuyer l'évaluation des activités des campagnes polio au niveau des districts et des zones de santé concernés ;

• Appuyer le plaidoyer et la sensibilisation en faveur du PEV systématique et de la surveillance ; des maladies

• Appuyer la promotion des pratiques familiales essentielles ;

- Documenter les expériences de communication dans le cadre de la lutte contre la polio ;
- Rédiger des rapports mensuels d'activités comprenant des expériences originales de mobilisation sociale et les leçons apprises, la prévention ou la gestion des résistances et des rumeurs ;
- Veiller à ce que les plans de communication prennent en compte la surveillance à base communautaire, avec accent sur la

reconnaissance des cas des PFA par la population et les méthodes de rapportage des cas suspects aux centres de santé/personnes appropriés ;

- Développer et appuyer la mise en œuvre et l'évaluation des plans intégrés de communication, intégrant la participation des leaders locaux, la promotion de la vaccination à travers les activités de récupération des perdus de vue et la promotion de l'utilisation des services de santé.

A la lecture de ces termes de référence, deux remarques s'imposent :

- Outre l'étendue de la mission, la position actuelle de la communication n'est plus à rechercher du côté des Ressources Humaines comme autrefois, mais plutôt tout près de la direction, organe de conception de la politique générale (cf. sous la supervision directe des Chefs des bureaux provinciaux de l'UNICEF.....). Elle fait désormais partie d'une stratégie de management moderne d'entreprises et de projets à côté des Ressources Humaines et de l'Administration financière. C'est-à-dire que réussir un management ne se limite plus à une bonne gestion des ressources financières et humaines affectées au projet. En plus de cela, il est important d'avoir une bonne communication vis-à-vis de son personnel, mais aussi vis-à-vis du public, principal bénéficiaire du projet. Un projet doit être aussi compris et accepté avant de produire des effets ;
- La communication ne se limite plus à la diffusion des messages du sommet à la base, mais en plus, elle est comprise comme une suite d'interactions, d'échanges d'informations qui devraient entraîner des changements ou des modifications de comportements ou d'attitudes. C'est ainsi que, au moment où l'innovation en techniques et outils le renforcement des capacités des partenaires en communication fait partie intégrante des stratégies de communication.

Pratique de la communication dans la recherche à Kinshasa

A travers une petite enquête qualitative, deux acteurs (deux centres de recherche) ont été approchés, pour recueillir des avis d'experts sur l'importance et la pratique de la communication dans leurs activités de recherche. Il s'agit du Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-saharienne, créé en 1984 et dont la mission est de promouvoir les recherches en sciences humaines sous l'autorité de la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa, et du Centre d'Etudes des Religions Africaines (Cera), qui a pour mission d'étudier et de comprendre les réalités du phénomène et de la pratique religieuse en Afrique. Le Cera est attaché à la Faculté de Théologie de l'Université Catholique du Congo (UCC).

L'échantillon est certes modeste, à cause de multiples contraintes : la grève dans le secteur de l'enseignement supérieur et universitaire et de la recherche scientifique, l'indisponibilité des chercheurs et employés. Mais il faut avouer qu'à plusieurs égards, l'enquête reflète la situation générale de la recherche en République Démocratique du Congo, du moins dans son volet communication.

Les férus des chiffres et des statistiques ne trouveraient pas leurs comptes dans le compte rendu de cette enquête, car sous la forme narrative, elle ne restitue que des avis d'experts sur six questions clés, à savoir : la politique de diffusion des fruits de la recherche, le moyen et la fréquence de diffusion, la politique de collaboration avec les chercheurs, la politique de gestion du flux de la demande des lecteurs et usagers des fruits de la recherche, les difficultés conjoncturelles des unités de recherche.

Sur un large éventail des choix, la Revue Scientifique s'est avérée comme le moyen de diffusion par excellence des produits de la recherche. Il s'agit du « *Cahier des religions africaines* », pour le Cera-UCC- et de la *Revue Africaine des sciences sociales et humaines* « *Rassh* », pour le Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-saharienne de l'Université de Kinshasa. Si la revue « *Cahier des religions africaines* » est annuelle, la *Rassh* a une vocation de parution trimestrielle. Mais les responsables reconnaissent avoir toutes les difficultés pour tenir cette périodicité.

Dans tous les cas, le faible tirage des revues est une difficulté commune à tous les centres de recherche. Les publications du Cera, ne dépassant pas 1000 exemplaires, sont disponibles seulement dans la librairie et la bibliothèque universitaires de l'UCC. Tandis que les publications du Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-Saharienne de l'UNIKIN ont un tirage limité aux seuls chercheurs et collaborateurs de l'édition, avant de réserver quelques exemplaires à la bibliothèque centrale universitaire ainsi qu'à la bibliothèque facultaire.

Quelquefois, les centres de recherche ont organisé des conférences et des symposiums pour partager des réflexions avec des publics ciblés. Mais cette option reste entièrement dépendante des financements extérieurs, des partenaires (coopération inter universitaire et autres bailleurs) qui se sont progressivement retirés. Quand on ajoute à ces faits le modique budget alloué au secteur, les autorités ont dû faire des choix.

Si, au Cera, le dernier symposium remonte d'il y a 3 ans, au Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-Saharienne, l'activité remonte à la dernière année ; alors qu'un écart de plusieurs années sépare celle-ci de l'avant-dernière.

La principale explication de cet essoufflement des centres de recherche, du moins dans son volet de production et de diffusion, se trouve résumée dans le diagnostic que l'Etat congolais en fait dans son programme gouvernemental, diagnostic sévère de la situation de la recherche en RDC : absence d'une politique nationale de la recherche, insuffisance des ressources financières, absence prolongée de la coopération avec l'extérieur, détérioration des infrastructures et équipements, spoliation du patrimoine immobilier de la recherche, baisse de performances des chercheurs, due à la formation inadéquate et aux médiocres conditions de travail.

Pour pallier ces limites conjoncturelles, les autorités auraient dû explorer d'autres canaux alternatifs, aussi pratiques que moins coûteux, pour assurer la diffusion des produits de recherche.

Mais l'enquête a révélé que ces centres n'ont entrepris, jusqu'alors, aucune réflexion pour explorer les possibilités d'intégrer les nouveaux médias comme canaux de diffusion.

Le projet du site internet professionnel intégrant tous les réseaux sociaux est une alternative à étudier sérieusement, si l'on veut pérenniser la recherche en sciences sociales et la rendre disponible à la majorité des chercheurs et usagers et à un coup réduit. Le site peut aussi offrir la possibilité de numériser toutes les ressources documentaires et les rendre disponibles sur la plateforme, à tous les chercheurs et usagers.

Par ailleurs, dans une société dominée par la culture de l'oralité et profitant du prodigieux développement du paysage audiovisuel national, y compris l'audiovisuel thématique (les radios et les télévisions universitaires, par exemple), il est incompréhensible que les centres de recherche n'aient pas assez d'audace dans l'innovation en négociant des temps d'antenne pour animer des émissions spécialisées.

La dernière anomalie du Centre de Coordination des Recherches et de Documentation Desservant l'Afrique Sub-saharienne réside dans sa politique actuelle de choix des sujets et contributeurs. L'enquête a montré qu'il n'y existe plus des contributions thématiques. Les contributions sont spontanées, pourvu que le sujet soit en rapport avec l'objet social de l'institution.

Conclusion

Hier, comme aujourd'hui, la recherche, tout comme la mise en œuvre des projets de développement, a besoin de l'impulsion des médias. Cet apport indispensable, qui a accru avec l'évolution du concept *communication*, a permis, d'une part, de mettre la connaissance à la disposition des chercheurs et, d'autre part, d'alerter, d'informer, d'éduquer et de mobiliser l'opinion ou la cible sur les activités menées dans le cadre d'un projet pour l'impliquer dans la réalisation des objectifs du projet.

Alors que les projets de développement, guidés par l'obligation des résultats et appuyés par les grands moyens, ont réussi leur adoption aux impératifs de la société moderne, l'étude a aussi révélé que, pour les centres de recherche, la revue s'est avérée comme le canal idéal de communication, alors que l'évènementiel (l'organisation des symposiums, conférences...) vient compléter la liste des stratégies et outils de communication les plus en vue. Cependant, face aux difficultés économiques conjoncturelles (diminution sensibles de moyens alloués à la recherche, baisse de la coopération, absence de politique nationale de recherche...), il est recommandé aux unités de recherche de faire preuve de créativité et d'audace pour explorer les nouveaux outils que sont les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ? La survie de la communication est à ce seul prix. Cela, en attendant que la société réintègre la recherche dans sa stratégie de survie. Car l'histoire de notre pays a montré

que dans tous les domaines de la connaissance, essentiellement en sciences humaines, les centres de recherche en RDC ont produit des études qui ont nourri la connaissance. Des découvertes scientifiques ont été faites, en histoire, en anthropologie, en linguistique, et des terrains vierges ont été explorés pour améliorer la connaissance.

Bibliographie

- BALLES F., 1992, *Medias et société*. Presse audiovisuelle et télécommunication, Paris.
- DELMAS R., 1975, *Vers une société de l'information*, Rennes.
- « Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté », Gouvernement de la RDC, 2006.
- LADRIERE J., *Sciences et Discours rationnel*, in Encyclopedia Universalis, Corpus V.
- MIMBU K.H., 2015, *Pour les recherches scientifiques de qualité en RDC*, Edition baobab, Kinshasa.
- MUCCHIELI, 1995, *Les sciences de l'information et de la communication*, Seuil, Paris.
- WATZLAWICK G, 1992, *Une logique de la communication*, Paris, Seuil

ONGS et la pratique de terrain: un constat

Par Marcelline KISITA NKANDI

Le travail que les ONGS sont appelées à exécuter sur terrain, se résume dans l'amélioration des conditions de vie des populations.

En effet, notre travail comprend trois grands moments, le premier moment consiste à observer une communauté donnée, le deuxième moment est consacré à l'éveil de conscience à travers les séances de sensibilisation ou encore faire la sensibilisation conscientisant, c'est-à-dire, un éveil de conscience qui pousse la communauté concernée à déclencher des actions pour le changement; et enfin le troisième moment consiste à la mise en œuvre des activités dans le but d'aboutir au changement souhaité.

L'approche des ONGS est basée sur « Voir, juger et Agir », une méthodologie de l'analyse sociale qui consiste à identifier le milieu, établir le contact avec ce dernier afin de faire la sensibilisation qui doit pousser la population à faire ressortir les problèmes prioritaires qui dérangent, en vue d'une intervention immédiate. Et par la suite, l'analyse de ce problème se fait ensemble avec la population concernée, ce qui amène à l'appropriation par la population concernée du projet et de son exécution.

Cependant, nous devons reconnaître que beaucoup de projets échouent faute de non adhésion de la population dès leur phase de la pré-évaluation. Si on cherche à résoudre le problème qui se pose dans un milieu donné, sans l'implication et l'accord de ses habitants, il est difficile d'atteindre les objectifs fixés.

C'est pourquoi, il est impérieux que les acteurs des organisations qui interviennent sur terrain pour l'amélioration des conditions de vie des populations en vue du développement durable, connaissent au préalable les méthodes de recherche, les contextes, et des différents aspects sociologiques et/ou anthropologiques de la population visée pour agir avec elle.

Il faut aussi reconnaître qu'il y a des problèmes liés à la fois aux ressources humaines, au temps, au manque et/ou à l'insuffisance des ressources financières et matérielles pour mener comme il se doit les études dans ce sens. Autrement dit, certaines ONG se lancent sur terrain pour résoudre un problème qui dérange dans un milieu donné sans parfois disposer des ressources voulues pour pouvoir réaliser cette action.

Nous pensons que la collaboration et parfois la complémentarité entre les acteurs du terrain et le monde scientifique est plus que nécessaire si nous voulons réellement transformer notre société.

Par rapport aux médias, le problème ne se pose pas avec les acteurs de terrain car, très souvent les ONG invitent les médias lors de leurs activités et cela, pour un double objectif :

- Assurer la visibilité de leurs structures ;
- Faire connaître leurs actions auprès du public.

Mais bien que cette collaboration existe, il y a une certaine ignorance de la part des acteurs du terrain sur l'élaboration du plan de communication qui doit toujours accompagner le projet pour sa réussite.

Par contre, le monde scientifique travaille rarement avec les médias dans ce sens que beaucoup des recherches ne sont pas

connues du grand public. Il y a donc lieu que les chercheurs puissent intéresser les médias en vue d'une collaboration sincère, permettant d'obtenir l'impact des études menées. Pour l'importance des médias dans nos actions et recherches, nous nous référons au livre intitulé : « Le Plan de Communication »(1).

Bibliographie

- Bernard DAGENAIS : les Presses de l'Université de LAVAL 1998, 370 Pages

LE LABORATOIRE DU CARREFOUR

Comptes rendus

Mémoire DEA

Les noms des forêts et leurs significations à Mayoko Kwilu

Par Augustine KILAU

Dans son mémoire de DEA, Augustine Kilau fait la classification des arbres et des forêts ainsi que le sens qu'en donnent les populations locales : nous sommes parti d'un constat : un mouvement de va-et-vient au village Mayoko-Kwilu, lorsque les gens se rendent en forêt. Nous avons observé une forte mobilité pendulaire de la population du village : un va- et-vient incessant du village vers la forêt. Cette population se déplace d'un bout du village à l'autre pour se rendre en forêt. Et pourtant, là où elle réside, il y a aussi des forêts dans lesquelles elle peut exercer ses activités.

La forêt revêt une importance particulière en Afrique Centrale. En plus d'être un espace de vie et de ravitaillement (ramassage, cueillette, plante médicinales naturelles, espace agricole...), elle recèle une dimension culturelle et traditionnelle (rites traditionnels) très forte. Ces différentes fonctions offrent aux forêts en Afrique Centrale un statut particulier concernant l'organisation de leur gestion. D'abord, du fait que l'utilité de la forêt est commune ; ensuite, parce que la forêt offre généreusement ses fruits, aucun droit de propriété privée ne s'y exerce vu la démultiplication des acteurs dans ce milieu, avec des pratiques, des logiques et des comportements souvent antagonistes.

En effet, les économies africaines trouvent souvent leurs racines dans des ressources naturelles abondantes tirées d'une pléthore d'écosystèmes qui émaillent le continent. Les forêts font partie intégrante de cette mosaïque. Couvrant quelque 35% de la

superficie terrestre de l'Afrique, elles peuvent se flatter d'être les piliers d'un bon nombre d'économies africaines. Pour que leur contribution reste fiable et robuste, les produits et services forestiers devront être soigneusement développés et utilisés intelligemment au fil de la transformation des pays d'Afrique vers l'économie verte.

Pour comprendre les raisons qui poussent la population à se mouvoir d'un bout du village à l'autre pour se rendre en forêt, ou ce que signifiait ce mouvement, nous avons cherché à comprendre ce que la forêt représente pour la population de Mayoko-Kwilu.

A ce questionnement, nous avons émis les hypothèses telles que :

- à Mayoko-Kwilu, les forêts sont désignées par rapport aux noms de clans ou de totems, à la flore ou à la faune, à un personnage ou à la fonction sociale qu'elles jouent ; ou encore par rapport aux caractéristiques des eaux, à un événement historique, ou bien à un lieu (village).

- les représentations spécifiques et particulières que la population se fait de la forêt sont focalisées sur celles du patrimoine naturel clanique dont il faut bien gérer toute une diversité de ressources naturelles, tout en préservant les espèces emblématiques et celles de l'héritage légué par les ancêtres à toutes les générations pour être valorisées par les activités agricoles.

Pour bien mener notre recherche, nous avons lu nos prédécesseurs. Il s'agit, entre autre, de :

Antang qui éclaire la notion du patrimoine foncier et les savoirs locaux dont se servent les populations pour gérer durablement la forêt. Il examine aussi le rôle que jouent les savoirs endogènes dans ce domaine, les énormes possibilités qu'offrent

ces connaissances face aux bouleversements écologiques et la diminution sans cesse croissante des ressources naturelles et la recherche des solutions par les sociétés internationales, dans l'optique de sauvegarder la diversité biologique, de protéger les forêts tropicales et de maintenir les systèmes écologiques.

Pour l'auteur précité, « les connaissances traditionnelles sont à considérer comme des technologies adaptées pour la gestion du patrimoine foncier, des normes de conservation de la diversité biologique, un creuset des valeurs utiles pour l'organisation et la gestion des espaces forestiers et une source d'émancipation en tant que capital symbolique, liée à la reconnaissance des populations autochtones comme gardiens de la nature ».

Masaki a mené une étude sur les noms des biotopes et leur signification écologique et est arrivé à la conclusion selon laquelle les noms des savanes et des forêts se réfèrent à l'espèce végétale ou animale la plus massivement représentée dans ledit biotope.

Yemweni et Bisambu ont réfléchi sur les causes générales de la déforestation chez les pygmées Batwa et ont identifié ses effets sur les espèces végétales et sur le mode de vie de ces populations autochtones. A cause de la déforestation, les ressources telles que les chenilles, les champignons, le gibier, se raréfient. La somme des connaissances, les plantes *boto*, *bekenge*, *ipeke*, *lotolo*, servant pour la fabrication des vêtements traditionnels, et *ngendu*, servant pour la fabrication des instruments de la chasse et de la pêche, ont disparu. Les plantes *ifo*, *bofimbo*, servant, pour leur part, à produire le feu ; et *beye*, *boholu* qui produisent le dissolvant et le parfum ainsi que *bokonge*, qui confère une puissance magique, ont également disparu. Ils arrivent à la conclusion selon laquelle, avec la disparition de ces plantes, tout un savoir tombe en désuétude. Pour ces auteurs, cette destruction de mode de vie s'apparente à un « génocide ». Aussi proposent-ils que ces espaces soient protégés et réglementés de

façon à ce qu'ils ne soient plus dégradés par une exploitation abusive.

Cette étude relève les messages implicites que véhiculent les noms des forêts à Mayoko-Kwilu. Elle permet de mieux comprendre la diversité des systèmes locaux d'utilisation et de gestion des ressources. Cela s'avère essentiel pour adapter les projets de gestion durable des ressources naturelles aux contextes locaux des populations.

Sur le plan théorique, cette contribution, si minime soit-elle, vient enrichir la littérature existante en montrant l'impact de la représentation que la population se fait, sur la préservation ou l'exploitation de la forêt à Mayoko-Kwilu.

Sur le plan pratique, l'importance de cette étude réside dans le fait qu'une analyse approfondie de toutes les dimensions socioculturelles de la gestion de l'environnement, par la population sous examen, apporterait des informations pertinentes, capables d'aider à l'élaboration d'une politique nationale sur la gestion efficace des écosystèmes.

Sur le plan spatial, nous avons retenu le village Mayoko-Kwilu, qui est situé dans le territoire de Bulungu, dans la province du Kwilu. Et, sur le plan temporel, cette étude menée auprès de la communauté de Mayoko-Kwilu, couvre la période de 2014 à 2017. Avant cette période, nous avons mené, de 2010 à 2014, une recherche à titre privé sur les différentes pratiques traditionnelles de la population avant et pendant la colonisation, pour mieux analyser la problématique de la déforestation.

Le choix de cet espace est dicté par l'impérieuse nécessité de mener des recherches à l'échelle des villages qui n'ont pas bénéficié des travaux de terrain. Car il est difficile de trouver des sources écrites et documentées sur la situation historique,

géographique et démographique de Mayoko-Kwilu, à moins de se référer à Bulungu, chef-lieu de territoire. Ce qui ne reflète pas vraiment la réalité du village.

L'autre motivation est que les cours d'eau qui forment l'hydrologie du village Mayoko-Kwilu ne sont pas pris en compte. Lorsque l'on se réfère à Bulungu, c'est la rivière Kwilu qui apparaît à première vue, occultant ainsi ses affluents, comme ceux que renferme le village Mayoko-Kwilu.

Comme méthodologie, nous avons mis à profit la technique des *masolo*, pour récolter les informations. Notre expérience personnelle a été également d'un apport indéniable, en notre qualité de chercheuse native de ce village. En effet, Mayoko-Kwilu est un milieu qui nous a vu naître et grandir : nous y avons passé des années à écouter des histoires et à observer tout ce qui touchait à la gestion de la forêt.

Ainsi, outre l'introduction et la conclusion, notre travail porte sur les noms des forêts et leurs significations à Mayoko-Kwilu.

2. Lieu de la recherche : le village Mayoko-Kwilu

Mayoko-Kwilu, site de notre étude, est situé dans le secteur Kwilu Kimbata, territoire de Bulungu dans la province du Kwilu, résultat du découpage des provinces récemment effectué en RD Congo. Il fait partie du groupement Mayoko-Kwilu dont le village portant le même nom est le chef-lieu. Ce groupement est entouré au nord, par le groupement Milundu, à l'est par le groupement Kibongo, à l'ouest par le groupement Mbushi et au sud, par le groupement Kikanzi. Notons que ce dernier groupement, qui appartient au secteur de Nkara, dispose des forêts qui sont gérées

par le chef du clan Kingwangwen résidant dans le groupement de Mayoko-Kwilu.

Le village Mayoko-Kwilu est situé tout près de la rivière Kwilu, et est entouré des affluents qui sont menacés de tarissement, comme les rivières *Mwapâ*, *Mandi*, *Djô*, *Mubontè*, *Mukonon*, *Kinzuin*, *mpion*, *ndon*, *mpieh*, *libkwa*, *mapwepwe*, *kibangala*, *nto-mbul*, *mubamb*, *mbieh-kiri*, *long-mbatah*, *kito*, *muvi*, *bibaoh*, etc. Ces menaces d'assèchement réduisent le lit des rivières et sont souvent provoquées par les déboisements sans limite et sans contrôle.

La forêt regorge des animaux et des oiseaux dont il sera fastidieux de fournir l'énumération. Néanmoins, parmi les animaux qui peuplent la forêt, nous pouvons citer le léopard (*ngo*), les hippopotames (*kibok*), les tortues (*nkwi*), les hiboux (*kinkwi*), les crocodiles (*ngandu*), les écureuils (*mpah*), les pangolins (*nkwaao*), les poissons électriques (*nina*), etc.

Mais la forêt regorge aussi des êtres invisibles. Dans la tradition du village Mayoko-Kwilu, plusieurs types d'esprits se trouvent en forêt. Il s'agit des « *bilii*, *badiabuli*, *bikumba*, etc. ». Ce sont des esprits des ancêtres. Toutes ces catégories d'esprits ont leurs rôles.

3. Les noms des forêts

A propos des noms donnés aux forêts, il sied de relever qu'à chaque nom, correspond une image. Et ce nom véhicule un message, qui correspond à une idée que la population du village sous examen développe de la forêt de son terroir. Les noms des forêts justifient aussi toutes les pratiques culturelles liées à la préservation de la forêt à Mayoko-Kwilu. Par ailleurs, les noms de ces forêts sont classés selon les critères de référence aux clans, aux totems, à la flore, à la faune, au personnage, à la fonction sociale

qu'elles jouent, aux caractéristiques des eaux, à l'histoire ou encore au lieu (village), etc.

Nous procéderons à la classification des noms des forêts dans ce document. Pour rendre aisée leur compréhension, nous évoquons les différents noms des forêts en Yansi en en présentant la traduction en français, tout en relevant le message qu'ils véhiculent.

3.1. Classification

Pour ce faire, voici, ci-dessous, la classification des noms de quelques types de forêts de Mayoko Kwilu. Ces noms portés se réfèrent, diversement, à la flore, à la faune, au personnage, à la fonction sociale que cette forêt joue, aux caractéristiques des eaux ou à l'histoire, etc.

3.1.1 Noms des forêts qui se réfèrent aux clans

A Mayoko-Kwilu, une même forêt peut porter plusieurs noms. Mais avant de prendre ces autres noms, la forêt porte d'abord le nom de clan des membres qui l'exploitent. Ainsi, nous avons :

Musul a bi'nkieh : la forêt du clan *kinkieh* ;

Musul a bi'mwamu : la forêt du clan kimwamu ;

Musul a bi'ngween : la forêt du clan kingween ;

Musul a bi'mbih : la forêt du clan kimbih ;

Musul a bi'mbimb : la forêt du clan kimbimb ;

Musul a bi'sem: la forêt du clan kistem ;

Musul a bi'ngwangween: la forêt du clan kingwangween ;

Musul a bi'mbwandung : la forêt du clan kimbwandung ;

Musul a bi'ndal: la forêt du clan *kindal* ;

Musul bi'mbwanku: la forêt du clan kimbwanku.

Notons que *Musul* désigne la forêt en yansi. Il ressort dès lors de notre analyse et interprétation que chaque clan, qui constitue la communauté de Mayoko-Kwilu, a une forêt à laquelle il s'identifie.

3.1.2 Noms des forêts qui se réfèrent aux totems du clan

La population de Mayoko-Kwilu désigne aussi la forêt par le nom du totem de son clan. Pour ce cas, nous avons, par exemple :

- *Musul mbengween*, qui signifie forêt de caïman.

Cette forêt, qui appartient au clan «*kingwangween*», est aussi appelée *musul a bi'ngwangween*. *Ngween*, en yansi, signifie *le caïman*. La référence au caïman valorise les caractéristiques de cet animal aquatique, tels que la douceur et le caractère non agressif.

Dans l'imaginaire collectif de la population de Mayoko-Kwilu, la forêt est considérée comme *leur oncle*, par rapport au totem qui garde la forêt. Ces animaux et ces plantes-totems ne

doivent pas être abattus. Ils sont préservés, car ils sont considérés comme des humains.

La forêt porte les marques du processus social. Pour comprendre les rapports qui lient la population de Mayoko-Kwilu à la forêt, il convient de revenir sur sa relation avec la nature, d'examiner la place attribuée à la forêt par la culture. De plus, malgré les mutations socioéconomiques, la forêt reste une base culturelle pour cette collectivité, « un moyen de partage identitaire, un repère permettant de se lier et de se reconnaître à travers des expériences et des symboles communs ».

Cependant, sur terrain, nous avons constaté qu'en plus des noms des clans et des totems, les forêts de Mayoko-Kwilu portent aussi d'autres noms. Cette série de noms se rapporte à la flore, à la faune, au personnage, à la fonction sociale jouée par la forêt, à la distance, etc.

3.1.3 Noms des forêts qui se réfèrent à la flore (*nkaa*)

3.1.3.1 Les noms des forêts qui se réfèrent aux plantes ou feuilles (*nkaa*)

[nkaa en yansi signifie feuilles]

Musul a nkaathie est une forêt à feuilles de rotins (*nzwin*), utiles pour la cuisson de la nourriture. Dans la communauté Yansi de Mayoko-Kwilu, les feuilles « maranthacées » appelées *nkaathie* équivalent aux assiettes. Les membres de cette communauté préfèrent souvent manger sur ces feuilles. La tradition yansi renseigne que la population fait la cuisson de la nourriture, emballe les poissons, les chikwangués, les chenilles, les champignons, les viandes et sert sa nourriture sur des feuilles appropriées, *nkaathie*, qui ne portent aucun danger sur la santé de la population.

Certaines sources renseignent que cette pratique de cuisson dans des feuilles limiterait un nombre des substances nocives et chimiques. Ces feuilles des rotins (*nzwin*) *nkaathie* sont indispensables dans toutes les activités du ménage. C'est pour cela que toute femme en revenant des champs doit s'amener obligatoirement avec ces feuilles dans les corbeilles.

Avec les rotins (*nzwin*), les membres du village Mayoko-Kwilu construisent des maisons, fabriquent des paniers (*munga'*, *kituuh*, *mulong*, *bituuh*). C'est pour cette raison que cette forêt est gérée et conservée, pour réduire les risques de manquer de ces rotins, très utiles pour la construction des maisons.

Musul a nkaa'kuu ou musul a minkung : *minkung* : forêt à petits bourgeons des grandes maranthacées. A ce stade, ils se confondent les avec les jeunes rotins. La différence entre les deux types est que les jeunes *minkung* sont tout blancs dès qu'on les décortique et succulents, crus ou cuits. Par contre, dépouillés, les jeunes rotins changent de couleur et sont amers.

Les jeunes bourgeons des grandes maranthacées sont également des légumes comestibles consommés comme aliments bio prisés et comme produits de commercialisation dans les centres urbains.

A un stade évolué, ces légumes cessent d'être comestibles et se transforment en feuilles appelées *nkaa kuu*, qui servent aux multiples usages, notamment : la couverture de la toiture (*yeing*) d'une maison et la fabrication d'une natte (*litoko*), qui sert à couvrir les maniocs sur l'étalage externe (*mutalaka ou kisa*).

Musul a keu (mukubi) : la feuille *keu (mukubi)* est un légume et un ingrédient naturel et aromatique, qui se trouve en grand nombre dans cette forêt. Ses feuilles sont ramassées dans la nature par les jeunes gens et les femmes.

Il y en a sous la forme de légumes, de champignons, de grains, de racines ou d'écorces d'arbres. Signalons aussi que cet ingrédient naturel se conserve le plus longtemps possible, surtout séché. Il est un marqueur de l'identité culturelle chez certains peuples de la contrée.

Musul a kiong (mikiong) : forêt des fougères.

Aliment de la contrée, la fougère se trouve à l'orée des bois. Dans cette forêt, la population récolte aussi des chenilles et chasse plusieurs animaux (gibiers).

La morphologie de la fougère fait aussi allusion à la malformation innée. D'où le proverbe :

- *Abutuku ndi, akakene kikwe ?* Qui signifie : Elle est née déjà avec une main courbée, une infirmité ? La fougère (*kiong*).

Cette devinette donne la leçon morale qui recommande qu'il ne faut pas se moquer d'un individu ayant une malformation.

- *Musul a kilung* : forêt à légumes naturelles.

Le « *kilung* » est un légume et un ingrédient naturel, aromatique. Contrairement à son homologue *keu* (*mukubi*), il ne se conserve pas le plus longtemps possible. Il pourrit vite.

Ngìè-Mpié, qui signifie *forêt qui dispose de la terre rouge*, est composé des mots « *Ngìè*, en bas » et « *Mpyé* » qui signifie la terre rouge. Cette terre rouge est utilisée lors des cérémonies de naissance des jumeaux et du traitement de certaines maladies, telles que *bisé* (la gâle), *macthoa* (les furoncles au niveau de la tête des enfants). Ici, les noms des forêts font référence à la couleur du sol.

- *Maba-maba*, signifie palmiers-palmiers : une forêt dans laquelle les palmiers dominant.

D'aucuns n'ignorent l'importance du palmier. Vieux, il continue à donner sa verdure, les noix, l'huile de palme, le vin de palme, les chenilles, les champignons, les lattes, les nervures pour les balais de la maison, etc.

Le message véhiculé ici est que le palmier est une espèce multi-usages. Préserver cette forêt revient à réduire les risques de sa disparition.

3.1.3.2. Les noms des forêts qui se réfèrent aux champignons (boo)

Musul a boo' kabok-kabok, forêt prédominée par les champignons *kabok-kabok* qui se brisent et se cassent facilement. Son importance sociale est justifiée par les attitudes de prudence recommandées pour les cueillir.

- *Musul a kinza* : forêt où, selon Madame Bibie, les femmes se procurent des champignons *kinza*. Ce sont des champignons comestibles, mais qui font pourrir les tubercules des manioc.

- *Musul a boo'ngu (bukolokoto)* : *musul* signifie forêt ; *boo* signifie champignons et *ngu* signifie son de cloche. *Musul a boo'ngu* signifie forêt des champignons qui donnent les son de cloche aux oreilles. Dans les représentations populaires des membres du village Mayoko-Kwilu, ils véhiculent les maladies comme les maux des oreilles et les maux de la dent. De ce fait, il est strictement interdit de les consommer.

La référence du nom de forêt à ces champignons, sert de leçons aux générations actuelles et futures.

Madame Mayiwa confirme ce qui suit, chaque fois que je vois ces champignons sur les bois morts, je rappelle à mes compagnons, qu'il ne faut jamais cueillir ces champignons, ni encore les consommer au risque de souffrir des maux des oreilles et de la dent.

Il faut reconnaître que les motivations de cette perception remonteraient à une époque très ancienne et qui ne sont pas fournies.

- *Musula musensang* : *muse* : signifie qui cherche de ; *sang* signifie *problèmes*. La désignation « musensang » veut dire « qui cherche des problèmes ».

Mubi rapporte que moi, je les appelle les champignons kizoba-zoba (bête-bête) parce qu'ils poussent partout. Ils poussent aussi dans cette forêt, dans laquelle nous jetons les déchets (nkaa'ya). Mais la grande partie de ces champignons finit par pourrir dans la forêt, du fait que nous ne les ramassons pas vraiment. Ceci étant, lorsque vous défrichez ces forêts, cette année-là, vous avez une très bonne semence.

Kipisi démontre que non seulement ces champignons musensang poussent nombreux et partout, mais ils laissent une couleur jaunâtre lors du ramassage. Ils sentent aussi mauvais toujours lors du ramassage. D'ailleurs, beaucoup d'entre nous n'en consomment pas. Ils donnent la maladie. En consommer c'est s'exposer au jaune, renchérit-elle (l'enquêtée fait allusion à la fièvre hépatite à cause de la couleur jaunâtre que portent les champignons).

De tout ce qui vient d'être dit ci-haut, nous ressortons quelques constats :

Les informations des enquêtés mettent en évidence la corrélation entre la nature de la forêt et les champignons qui poussent sur les arbres hôtes. Pour les champignons *bukulukweno*, ils poussent dans une forêt mature, prête à être défrichée et dominée de feuilles mortes.

En outre, la perception olfactive du champignon peut influencer sur le comportement social au sein d'une société, du fait qu'il pousse aux endroits jugés inappropriés dans les représentations sociales des membres du village Mayoko-Kwilu. Ainsi, le champignon qui dégage une odeur nauséabonde, du fait de sa couleur, évoque implicitement la maladie.

- Musul a boo'see (kasagusangu) : Ce nom composé de trois segments lexicologiques musul : forêt, boo : champignons et see: blancs, signifie qu'il s'agit de la forêt des champignons blancs.

Notons, cependant, que les boo'see sont des champignons totem du clan Kindwe qui font objet d'interdits. Jacque rapporte : « je ne consomme pas ces champignons et pourtant, ils poussent beaucoup dans notre forêt. Ils sont nos oncles. »

□ *Musul a boo'bikwezin* : *Musul* signifie forêt ; *Boo* signifie champignon ; *bikwe* signifie qui manquent et *zin* signifie nom. *musul a boo'bikwezin* signifie forêt des champignons qui manquent de nom. Dans cette forêt, se trouvent des champignons « *bikwezin* », qui sont vénéneux mais renfermant des vertus thérapeutiques. Leur importance sociale est liée au fait qu'ils servent de médicament contre les maux d'oreille.

On peut regrouper ces noms en deux catégories : comestible et non comestible. La classification des champignons en type comestible, non comestibles, vénéneux et d'usage rituel comme pour les jumeaux, d'une part ; et en type thérapeutique, d'autre

part, enrichit le spectre des forêts de Mayoko-Kwilu. Ce que l'on peut retenir de cette description est que les champignons constituent des paradigmes de gestion de certaines forêts.

3.1.3.3 Les noms des forêts qui se réfèrent aux fruits (*mawu*) et aux tubercules

La détermination des noms des forêts par rapport aux fruits et aux tubercules montre l'importance de ces derniers dans l'alimentation des Yansi de Mayoko-Kwilu. On y trouve des fruits sauvages tels que *mabam* ; des fruits naturels au goût à la fois succulent et aigre, *Masà* ; des fruits de couleur rouge au goût aigre, dont on peut avaler le noyau, mais sans excès au risque de provoquer la constipation, *makasu*, noix de cola, *mbakei*, petits fruits à noyaux non comestibles, *matoto*, fruits à noyaux non comestibles ; *ntwan*, fruits périodiques et juteux produits pendant la saison sèche, *Makwe*, fruits de couleur jaune au goût aigre dont on ne consomme pas le noyau.

En ce qui concerne la référence des noms des forêts à la flore, le message véhiculé est que le nom se réfère à l'espèce végétale, qui domine dans ladite forêt. Mais aussi à l'espèce qui est investie d'un pouvoir, le caractère sacré. Dans sa classification thématique des noms des pagnes, présentée après une analyse de l'étendue des appellations congolaises, Mukundila énumère les appellations des pagnes qui se réfèrent à la flore. Il cite, entre autres : « Zamba-zamba, forêt ; Nzete, l'arbre, Nguba-nguba, arachides ; Tangawisi, gingembre ; Nzete ya mbila, palmier ; Bitabe, bananes ; Loso-losu, riz ; Lisango, maïs ; Matungulu, oignons ; Liyebo, Champignons, etc. » Pour l'auteur, les appellations de pagnes font la référence à la flore pour signifier qu'il y a l'abondance de l'espèce sur le motif du pagne.

3.1.4 Les noms des forêts qui se réfèrent à la faune (*nsul*)

3.1.4.1 Les noms des forêts qui se réfèrent aux animaux (*nsul*)

Les désignations des forêts font également allusion aux animaux tels que *musul a ngo* ; *mukwo nzo* ; *musul a mpad* ; *Musul a nzombi* ; *musul a mpuh*, etc.

Musul a ngo : *musul* signifie forêt et *ngo* signifie léopard. *musul a ngo* signifie forêt de léopard.

Le léopard est un animal symbolique en milieu Yansi. Il représente la force. Le léopard chez les Yansi de Mayoko-Kwilu est lié à la vie des membres du clan *kinkieh*.

Partout ailleurs, sur toute l'étendue du territoire yansi, les clans des chefs ont comme totem le léopard. Ce qui nous permet de noter que chez les Yansi, le léopard est le symbole du pouvoir.

La forêt ne porte pas ce nom au hasard. Il y a des justifications. Deux forêts *mpuuh* et *matiih* portent le nom de forêt de léopard parmi tant d'autres.

Pour nos interlocuteurs, *mpuuh* s'appelle aussi forêt de léopard du fait qu'elle est composée de plusieurs parties (du village et de la forêt). Au niveau du village Mayoko-Kwilu, il ya une partie qui s'appelle *nta mpuuh* ; *nta* signifie sommet de *mpuuh*. La population qui habite cette partie est issue de trois clans (*kingween*, *kimbiih* et *kimbimb*). *Mpuuh* est une forêt du clan *kimbiih*.

Edgard rapporte que les membres de tous les trois clans avaient habité dans cette forêt. Le nom *mpuuh* n'est pas une invention, c'était le nom de notre village avant de sortir de la forêt.

Cependant, entre le village et la forêt mpuuh proprement dite se trouve un cimetière. Nous pouvons dire aussi que le cimetière appartient à la forêt mpuuh. Et le léopard habite dans le cimetière, voilà pourquoi mpuuh est aussi appelé forêt de léopard.

Dans la croyance de la population de Mayoko-Kwilu, le léopard est perçu doublement. D'un côté, il est roi et symbolise le pouvoir et l'ancêtre qui est déjà décédé. De l'autre côté, il est associé à la sorcellerie, à la méchanceté, à la malveillance, à la malfaisance, à la cruauté. Et il est craint de tous. On ne cite pas son nom n'importe comment au risque de le croiser.

Pour se différencier des autres clans et montrer sa suprématie, le clan *kinkieh* du chef coutumier s'identifie aux dents de léopard (*mazin a ngo*). C'est le clan qui fait peur.

Joseph rapporte que ce n'est pas pour rien que le clan du chef porte ce nom. Le clan du chef est habileté à consommer la chair, comme leur homologue le léopard. A leur décès, un rituel est organisé afin d'éviter la transformation de la personne décédée en léopard.

Compte tenu de toutes ces représentations, les usagers de la forêt *mpuuh* sont appelés à sortir tôt de la forêt au risque de se voir avec le léopard.

J'ai toujours dit à mes filles de quitter tôt la forêt et de passer le cimetière avant qu'il ne soit tard. Après ces heures, les léopards circulent déjà, car tous ces léopards ne sont pas des vrais léopards ; il y en a qui sont les hommes-léopards. Les premiers fuient le contact avec les humains, les seconds ne fuient pas, rapporte madame Anguiti.

A ce propos, Walsh (référence) fait le même constat et écrit : pour beaucoup d'insulaires, un bon léopard n'est qu'un

léopard mort et il faut éviter à tout prix le contact avec cette créature. Tout léopard qui ne fuit pas lorsqu'on le rencontre, est généralement considéré comme un léopard détenu. Les léopards entraperçus loin en brousse et qui fuient tout contact avec l'homme sont considérés comme sauvages et sans maîtres.

La référence aux animaux donne non seulement l'aspect symbolique des animaux, mais elle signifie aussi connaître les mœurs, le comportement des animaux.

L'élaboration du « mode d'attribution d'un nom et d'une terminologie » dans une langue est l'un des critères suggérés par Caribaldi et Turner pour définir une espèce clef-de-voute culturelle.

Les léopards habitent souvent dans les ravins, vallées. Ainsi les noms des forêts font référence aux reliefs (ravins, montagnes, collines et vallées : mong, mubwin, ngumba') pour localiser ces derniers. A Mayoko-Kwilu, nous avons des noms des forêts tels :

- *Mubuin-Ngo* : *Mubuin* signifie ravin, trou, début d'une montagne, vallée et *Ngo* signifie Léopard. *Mubuin-Ngo* signifie vallée des léopards.

Les noms des forêts qui se réfèrent aux chenilles (*midiih* ou *mindan*)

Musul a misaoh; Musul a mimbamb; Musul a minkieh.

Pour une meilleure compréhension des noms des forêts qui se réfèrent aux chenilles, nous donnons en même temps les significations des noms des chenilles :

- ***Musul a migniengnien*** : forêt des chenilles au goût aigre. *Musul* signifie forêt ; *Mi* signifie chenilles ; *gniengnien* signifie goût aigre et *migniengnien* signifie chenilles au goût aigre.

- ***Musul a mimaan*** : *musul* signifie forêt, *mi* signifie chenilles et *maan* signifie vin de palme. *Musul a mimaan* signifie forêt des chenilles au goût de vin de palme. Ces chenilles tombent à l'espace de six heures par jour.

Madame Nathalie rapporte que ces chenilles se ramassent très tôt le matin, au milieu de la journée, quand le soleil est sur la tête et le soir, quand les coqs sont rentrés dans le poulailler, quand tout le monde a quitté la forêt.

Madame Mapapa ajoute : on dirait que ces chenilles ne tombent que pendant qu'il ya un silence absolu dans la forêt.

- ***Musul a mitsutsu*** : forêt des chenilles *mitsutsu*. Ce sont des chenilles à couleur rouge, etc. Le nom de cette forêt signifie la forêt dans laquelle les chenilles à couleur rouge se reproduisent.

La référence des noms des forêts aux chenilles tient à l'importance que les membres de la communauté de Mayoko-Kwilu accordent aux chenilles sur tous les plans. Elle explique toutes les activités qui se déroulent autour des chenilles. Elle traduit également les conséquences qui peuvent en découler lorsque l'on n'en fait pas bon usage. Ne pas les consommer en excès au risque d'avoir des malaises. C'est le cas des chenilles (*migneignein*) qui ont un goût aigre.

3.1.4.3 Les noms des forêts ou cours d'eau qui se réfèrent aux poissons (mbih)

Mbieh mbih et Mbieh lisaah.

- *Mbieh mbih* : cours d'eau des poissons. Il est un cours d'eau dans lequel les poissons sont plus nombreux. La pêche est saisonnière, organisée, souvent en groupe. Elle nécessite des techniques et des outils appropriés. Les outils utilisés sont les nasses (bitues).

Parmi le mbieh mbih (cours d'eau des poissons), nous avons : Mbieh mawo, Mbieh nghan, Mbieh mpoh, Mbieh; Mbieh mikung), etc.

- *Mbieh lisaah* : cours d'eau des crevettes. Il est un cours d'eau dans lequel les crevettes sont plus abondantes.

C'est une activité purement féminine. Ici la pêche est fréquente et régulière. La pêche est individuelle. La technique et les outils utilisés sont simples. Les outils utilisés sont le panier (*mulong* ou *kisanji*) fait à base des lattes de bambou, une houe et un petit panier (*munga'* ou *kitung*, *musuk*) fait à base de rotin que l'on accroche au cou pour mettre les crevettes ramassées. La technique consiste à plonger le panier (*mulong*) dans l'eau et à le sortir.

Comme nous pouvons le remarquer ensemble, cette liste des poissons cités n'est pas exhaustive. Il existe plusieurs sortes de poissons à Mayoko-Kwilu, pourquoi quelques-uns seulement font objet des références aux noms des forêts ?

A cette question, nous répondons ensemble, avec Dounias qui écrit : quelques espèces se voient investies des valeurs symboliques et quelques pouvoirs leurs sont attribués.

Ainsi, à Mayoko-Kwilu, les poissons cités sont symboliques et évoquent le pouvoir, comportent des valeurs culturelles.

Mbieh mawo : *mbieh* : cours d'eau, *mawo* : poisson. Cours d'eau dans lequel les poissons *mawo* dominent. Ce sont souvent des marais. *Wo* au singulier, *mawo* au pluriel. *Wo* est un poisson totem pour le clan *Kinkieh*. A Mayoko-Kwilu, en général, les enfants ne le consomment pas. Et ce sont des femmes d'un certain âge qui le pêchent.

Madame Jeanne déclare, de par sa morphologie et sa couleur noire, c'est un poisson laid. Je ne l'apprécie pas. Pendant la pêche, je ne le prends pas. Je le laisse partir.

Mbieh mpoh

Mpoh : un poisson très respecté et très protégé à Mayoko-Kwilu. Il habite à la source des cours d'eau. Cela signifie aussi que les cours d'eau qui portent ce nom sont des sources (*mpuuh* et *mwapah*). Selon la conception de la population de Mayoko-Kwilu, toutes les eaux des sources sont dans le ventre du poisson *mpoh*. Ainsi, il est chargé de tabou. C'est un poisson des jumeaux. Autrement dit, ce sont les jumeaux seulement qui le consomment. Les *personnes normales* n'en consomment pas au risque de se gonfler le ventre.

Monsieur Nestor confirme que nos cours d'eau ont survécu grâce à cet interdit. C'est un poisson sacré.

Mbieh : *mbieh* signifie cours d'eau et *mbieh* signifie poisson.

Mbieh : Cours d'eau des poissons *mbieh*.

Mbieh est également un poisson sacré.

Madame Martine explique que « chaque fois que je consommait ce poisson, le lendemain matin, j'avais le visage

gonflé. Je suis une mère des jumeaux. Ces derniers les consomment sans aucun problème. Mais, chez moi, il se pose un problème ».

Mbieh mikuuh : Mbieh : cours d'eau ; mikuuh : poisson. Mbieh mikuuh signifie cours d'eau dans lequel se trouvent les poissons mikuuh.

Mikuuh est un poisson sacré. Ce sont les jumeaux qui le consomment également. Un poisson qui ressemble au serpent. Il n'a pas de chair. Il n'est même pas succulent sinon capricieux. Pour l'attraper, vous devez courir çà et là dans l'eau. Moi-même, je n'en consomme pas au risque de me gonfler le pied, car je suis mère d'un enfant nsele (un enfant qui sort d'abord les jambes à la naissance), rapporte Madame Jeanne.

3.1.4.4 Les noms des forêts qui se réfèrent aux oiseaux (*nen*)

- Musul kinkwui : forêt des hiboux

A Mayoko-Kwilu, une forêt qui porte un tel nom, est une forêt à craindre. Son apparence laide lui attribue différentes mauvaises fonctions. Elle incarne le sorcier ou annonce des événements malheureux. Dans la croyance populaire, le hibou est un oiseau de mauvais augure, un messenger du malheur, une incursion des sorciers, un signe de malveillance. C'est un oiseau silencieux, car son roucoulement fait peur et constitue un mauvais message.

Dans ce village, selon nos enquêtés, « le hibou habite dans l'arbre appelé nkassing. Et l'arbre lui-même est vieux et gros parmi les autres arbres de la forêt. Ce dernier est personnifié ». Comme le confirme une enquêtée : « à Mayoko-Kwilu, tous les chefs de clans sont aussi appelés nkassing. Ainsi avons-nous l'habitude de

nous exclamer : notre nkassing est tombé lorsqu'un chef de clan décède ».

A Mayoko-Kwilu, ces arbres (*nkanssing*), dans lesquels habitent les hiboux, sont localisés. Et selon les emplacements, ils sont identifiés aux individus. Situé dans les quatre coins du village, chaque *nkassing* abrite un hibou, qui porte le nom d'un sorcier qui habite dans ce coin, de telle sorte que lorsque le hibou hulule ou chante la nuit, la population sait de qui il s'agit. A la mort du sorcier, le hibou disparaît.

Une enquêtée relate : « le hibou qui habitait dans le nkassing de mon coin était surnommé Linesi. Surtout, du fait qu'il habitait à la ferme, il n'avait pas peur de la nuit ».

Soulignons aussi un fait important que nous avons remarqué sur le terrain : dans les représentations de la population de Mayoko-Kwilu, tous ceux qui habitent à la ferme sont des sorciers. Ils sont assimilés aux êtres de la forêt qui n'ont pas peur de la nuit, ni des arbres.

En dehors de ces quelques *nkassing* dispersés dans les quatre coins du village, à Mayoko-Kwilu, les *nkassing* se concentrent au cimetière. Chacun d'eux abrite les hiboux. Même ici, la population sait correspondre le hibou au sorcier qu'il symbolise.

A propos des oiseaux, Terashina montre que les oiseaux sont des messagers. Ils communiquent ce que les gens ne pourraient apprendre par eux-mêmes.

En ce qui concerne la référence des noms des forêts à la faune, le message véhiculé est que le nom se réfère à l'espèce animale la plus représentée ; dans ladite forêt. Toujours dans sa classification thématique des noms des pages, présentée après une

analyse de l'étendue des appellations congolaises, Mukundila fait aussi référence à la faune. L'auteur énumère les noms des pages qui font référence à la faune : Nkoyi-nkoyi, léopards ; Lisu ya nkoyi , Nkoba-nkoba, tortues Ndeke-ndeke, oiseaux ; Mabata-mabata, canards, Kombe-kombe, éperviers ; Mbisi-mbisi, poissons ; Kosa-Kosa, crevettes ; Soso ya mobali, coq, dindon ; Tshaku, perroquet, etc.

3.1.5 Les noms des forêts et cours d'eau qui se réfèrent à la fonction sociale

- Musul a nkieh (forêt sacrée) et Mbieh a nkieh (cours d'eau sacrée).

Parmi les forêts et cours d'eau sacrés de Mayoko-Kwilu, nous avons : *Mukonon*, *Mandi* et *Kisalwu*. Pour la population de Mayoko-Kwilu, ce *Mukonon* est un cours d'eau sacré qui a beaucoup de particularités. Ses eaux sont silencieuses, douces et froides. Il fait du bruit à la vue des gens. Il est interdit à quiconque d'y accéder et d'y prendre tout ce qui s'y trouve, à l'instar des légumes, des fruits, des champignons, etc. On ne mange pas les poissons de cette eau. Ce sont les jumeaux qui en mangent. Ces eaux guérissent les plaies, les convulsions, la gale, l'épilepsie, la stérilité, etc. Cette croyance fait que la forêt et les cours d'eau sont entourés des mythes. C'est dans la forêt *Mukono* que nous retrouvons la plupart des plantes qui ont disparu ailleurs, tels que *keu*, *kilung*, *minkung* et *des fruits*.

- *Kisalwu* : c'est le cimetière (masiami). Cette forêt est sacrée par le fait que c'est le lieu où les ancêtres reposent. Ici, il n'y a que les grandes personnes qui y accèdent. Car, il est interdit d'entrer au cimetière, etc.

- *Musul a nkaa yaa* (forêt des alentours du village ; forêt poubelle) : les aînés ne consomment pas leurs poissons, champignons, chenilles, légumes, etc.

Lorsque l'on balaye la cour, toute la saleté est évacuée dans les alentours du village. Les installations hygiéniques sont construites à ses environs. Dans la langue de l'interlocuteur, cet endroit s'appelle *yaa*. Cependant, tout ce qui pousse tout autour est qualifié de sale et de non comestible. Seuls les petits enfants en consomment.

- *Musul a nkaa miong* (*misah, mising, bepei, miti*) : forêt des feuilles (racines, lianes, écorces d'arbres) qui sont des médicaments.

Musul : forêt; *Nkaa* : feuille ; *misah* : racines ; *mising* : lianes ; *miti* : arbre ; *bepei* : écorces d'arbres ; *miong* : médicaments.

Le nom *Musul a nkaa miong* : forêt des feuilles (racines, lianes, arbres) médicaments signifie forêt dans laquelle on peut cueillir les feuilles (racines, lianes, arbres) qui servent de médicaments. Ici, nous avons un cliché des membres du village qui savent se soigner.

- *Mbieh a nkaa yaa* (cours d'eau proche du village ; cours d'eau poubelle) : les aînés ne consomment pas leurs poissons.

A ce sujet, Madame Filo nous dit : « ma belle-mère Ndakin ne consommait pas les poissons du cours d'eau kiri. Pour elle, les femmes en couches nettoient les selles de leurs bébés dedans. Les poissons dudit cours d'eau mangent ces selles ».

Musul a nza = forêt de famine.

Dans la conception des membres du village Mayoko-Kwilu, la forêt ou savane ou le cours d'eau de famine signifie une forêt ou savane ou un cours d'eau stérile, qui ne dispose pas de ressources naturelles, qui n'a pas un sol fertile, qui n'a pas du gibier, qui n'est pas poissonneux. Ce sont souvent les forêts près du village. Même les chèvres, les boucs et les petits enfants y vont. Il va falloir faire attention aux semences à cultiver. Elles peuvent être envahies par tous ces prédateurs.

Les clans auxquels appartiennent cette forêt ou savane ou ce cours d'eau, éprouvent des difficultés pour se nourrir.

Madame Jacque rapporte que « le jour où nous nous rendons dans cette forêt, nous dormons affamés. Nous n'apportons rien avec nous ».

Mais aussi, la forêt de famine est une expression qui signifie aussi les forêts proches du village, dans lesquelles les animaux domestiques sillonnent. Ces derniers endommagent la semence. Il ya une mauvaise récolte.

Madame Mikio rapporte, pour sa part, que « nous qui cultivons dans cette forêt, nous ne récoltons presque rien. Elle est aussi appelée musul ntab (forêt des chèvres ou boucs). Ces derniers viennent consommer la semence. Ils rendent ainsi nos feuilles de manioc amères ».

Madame Filo ajoute : « bien que Mandi soit une forêt proche du village, ça ne vaut pas la peine de courir pour se ravitailler en feuilles de manioc. Ce serait une peine perdue, car ces feuilles de manioc sont amères à cause des boucs ou des chèvres ».

Nos interlocuteurs ont aussi souligné le fait qu'un homme sans forêt ne peut pas épouser une fille du clan de la forêt de la famine. Où iront-ils se nourrir, se demandent-ils ?

Le nom de la forêt touche aussi au domaine du mariage. Il est de coutume, à Mayoko-Kwilu, que l'homme amène sa femme dans sa forêt. Ce qui signifie que du vivant de son époux, la femme se nourrit, cultive le champ, creuse les étangs dans la forêt de son époux. C'est un signe de notoriété pour l'homme.

Au cas où l'homme est du clan qui n'a pas de forêt, il se nourrit dans la forêt de son épouse. Un tel homme ne peut pas épouser une femme qui a pour forêt, la forêt de famine.

L'alimentation assure la survie. Une personne qui ne se nourrit pas n'a pas de force. C'est pour cette raison que les membres de la communauté de Mayoko-Kwilu mettent l'accent sur la forêt de faim. Toutefois, les membres du clan de la forêt de la faim, prennent des précautions pour pallier cette situation.

Ayece nous dit que « nous nous approvisionnons en plusieurs sortes de légumes, de champignons etc., si nous savons que pendant deux ou trois jours, nous iront dans la forêt de la faim ».

Un tel nom de la forêt donne une réalité que quiconque ne saurait détecter, s'il n'entre pas à l'intérieur. Autrement dit, à partir de seul nom de la forêt, on peut comprendre l'état nutritionnel d'une population au sein de ce village. Il constitue un cri d'alarme. Une forêt de famine, une forêt stérile signifie une forêt dans laquelle la récolte ne donne pas. Et qu'au sein d'une telle population, on peut enregistrer des carences alimentaires.

Comme l'affirme Lapika (référence), selon plusieurs experts, les déficits alimentaires enregistrés en République

Démocratique du Congo dans le secteur agricole et pastorale résultent notamment du non-respect des équilibres fondamentaux par la déforestation, le déboisement et la dégradation de l'écosystème.

3.1.6 Les noms des forêts, des savanes et cours d'eau qui se réfèrent à l'histoire, aux personnages et aux événements

Nsee kion : savane de guerre. Nsee : savane, kiong : guerre

Nse mutueba (savane tête des gens), montre que les membres de ce village ont participé aux guerres et l'ont remporté. C'étaient des vaillants guerriers. Ils ont écrasé l'ennemi.

- *Long-mbwataah* : trou, fontaine, de..., marais de..., source de tel (propriétaire de *MBWATAAH*) ; un oncle du clan de *kimbimb*. Aujourd'hui, ce nom est déformé et est devenu *Manta*.

- *Nse ZA* : savane de ZA. Savane dans laquelle ZA a habité et dont il est propriétaire.

De telles précisions servent de témoignages à ceux qui mènent des actions pour le développement. La référence aux personnes signifie aussi que ces dernières étaient membres des clans. Cette forêt leur appartient.

Bien que déjà décédés, les personnages servent de témoins, surtout en temps des conflits forestiers. A partir de nom du personnage, on retrace la généalogie. Ils peuvent servir aussi des repères dans le temps et dans l'espace.

A propos de la référence au personnage, dans Tristes Tropiques, Lévi-Strauss rapporte que d'autres patrimoines ont un caractère laïc, quand un propriétaire décidait de se faire *populateur* et même planteur de la vie, il baptisait alors sa ville de son nom ou par calcul politique, il la plaçait sous le patronage d'un personnage célèbre.

3.1.7 Les noms des forêts qui se réfèrent aux caractéristiques dangereuses des eaux de la rivière, de la forêt

Wa : un marais profond, qui ne se sèche pas et qui fait noyer les habitants.

Musul a nsasi : forêt de foudre. La forêt dans laquelle la foudre tombe à chaque pluie ou chaque fois qu'il menace de pleuvoir. A Mayoko-Kwilu, cette forêt est le long de la rivière Kwilu. Pour La population de Mayoko-Kwilu, dans une telle forêt, la foudre est provoquée par les Sirènes (*mamiwata*) qui habitent dans les eaux de la rivière Kwilu.

Ce qui fait dire à Bourdier que pour les cambodgiens des plaines, Ratanakiri, loin d'être ce que la signification (la montagne aux pierres précieuses), évoque moins une certaine fascination qu'une appréhension irrationnelle. C'est le pays inhospitalier des forêts, des maladies foudroyantes, des animaux sauvages et des génies.

- *Libkwa* : li = ce = ça. *Bkwa*= la mort. C'est la mort. En saison des pluies, ces eaux débordent dans la forêt. Alors, pendant cette période, les individus se noient et meurent dans ledit cours d'eau.

- Kwilu : selon nos interlocuteurs, d'habitude, dans la rivière Kwilu, les individus se noient à tout moment, parce qu'elle est très profonde. Et l'on se noie aussi, parce qu'il existe des êtres surnaturels (*mamiwata*) qui habitent dans l'eau et qui attirent les humains dans l'eau pour en faire des conjoints (*mudim mamiwata* : conjoint de *mamiwata*), ou (*mukia mamiwata* : conjointe de *mamiwata*).

Pour les habitants de Mayoko-Kwilu, les noms des forêts se réfèrent aux caractéristiques des eaux de la rivière ou de la forêt pour prévenir le danger, pour prendre des précautions en temps des pluies ou non. C'est pour éviter des noyades intempestives.

3.1.8 Les noms des forêts, des savanes et des cours d'eau se réfèrent au lieu (à un village)

Musul a mayoko-ku : forêt du village Mayoko-Kwilu.

Musul a mayoko-ku signifie la forêt du village Mayoko-Kwilu. Elle est appelée ainsi par les membres du village Mayoko-Kwilu et ceux des villages environnants. Les uns et les autres veillent aux limites, lors des activités telles que la chasse, la cueillette, la pêche, le défrichage, de chacun d'eux.

Musul a mampay : forêt du village Mampaya, etc.

Tous ces détails ne sont pas inutiles. Ils véhiculent tout un message. Dans le comportement de tous les jours, lorsqu'il faut défricher les champs, faire la pêche, la chasse, la pêche, la cueillette, le ramassage, il va falloir tenir compte des limites des forêts. A ce propos, nous avons recueilli quelques témoignages de nos enquêtés.

Yango précise que « nous avons été chassées à maintes reprises dans une forêt, lors du ramassage des chenilles ; parce que nous avons traversé dans la forêt d'un autre village ».

Monsieur Bunsu rapporte qu' « à maintes reprises, les agents sanitaires sont venus solliciter le chef coutumier pour construire un hôpital au port de Mayoko-Kwilu, au bord de la rivière Kwilu, ce dernier refusait toujours. L'hôpital de Vanga ou de Lisala serait construit dans ce port, mais le chef coutumier avait dit non. Il y aurait beaucoup de noyades. Je ne veux pas, avait-il argumenté ».

Les noms des forêts sont à prendre en compte dans toutes les actions à mener dans ladite communauté. Car Mayoko-Kwilu signifie aussi le village proche de la rivière Kwilu. Avec toute la représentation qu'il y a autour de la rivière (caractéristiques : profondes, noyades), il est strictement interdit à quiconque de construire un village, une école, un hôpital au bord de la rivière Kwilu.

3.1.9 Les noms des forêts qui se réfèrent aux êtres de la forêt (billii, bikumba)

Musul a bikumba (bilih, badiabuli) : forêt de Bikumba, bilih, badiabuli.

Dans la tradition du village Mayoko-Kwilu, plusieurs types d'esprits se trouvent en forêt. Ce sont des esprits des ancêtres. Toutes ces catégories d'esprits ont leurs rôles.

Hyppolite rapporte que « lorsque c'est le bilii qui vous aperçoit en premier lieu, il fuit. Vous pouvez le montrer aussi à l'enfant, mais par une formule. Vous demandez à l'enfant : - meso nkwa (combien d'yeux) ? L'enfant répond : - meso zole (deux yeux). Que voyez-vous ? Rien. Regarde : ce que tu vois sur cette

branche, c'est ce que nous appelons bilii. La formule est souvent utilisée pour montrer quelque chose de surprenant, du jamais vu. Ce sont les hommes de la forêt (ba'musul) ».

Cependant, si une fois quelqu'un croise un Bilii, il court les risques de tomber malade. Les endroits où ils vivent sont craints. Ils sont des messagers. Ils annoncent souvent le décès, les malheurs, etc.

Louis rapporte que « les bikumba interviennent pour prévenir les gens de la guerre, des maladies ou de l'invasion d'un animal dangereux ou de la mort d'un membre du village. Ils sont des messagers, guerriers, guérisseurs, protecteurs, etc. Ce sont eux qui donnent la force aux interdits (bikien) du village Mayoko-Kwilu. Ils sont craints et respectés par tous. Ils habitent dans des forêts sacrées. Ce sont les êtres de la nature, des êtres surnaturels, munis des puissances surnaturelles, que l'être humain n'a pas. Ce sont des êtres mystérieux de la forêt qui donnent la force aux coutumes.

Cette façon de nommer la forêt est aussi fonction de la croyance aux êtres (esprits) qui peuplent la forêt (bikumba, bilih, diabulu).

A ce propos, Bourdier (référence) rapporte que c'est un espace animé, peuplé d'une quantité d'êtres invisibles et dont l'existence conditionne les relations que la société des vivants entretient avec la nature.

Bianquis affirme que la surnature renferme des êtres bienfaisants mais aussi malfaisants, avec lesquels certains spécialistes peuvent entrer en contact afin de réparer les désordres causés aux humains (maladies, malheur, perte de bétail, etc.).

Conclusion

Au terme de cette étude, nos hypothèses se confirment du fait que les forêts sont liées à des noms des clans (*kikan*), des totems du clan (*bikién*); des éléments de la flore (*nkaa*), de la faune (*nsul*), de la fonction sociale de la forêt, du personnage, des êtres invisibles, etc.

A propos des noms donnés aux forêts par la communauté de Mayoko-Kwilu, il sied de signaler qu'à chaque nom correspond une image. Et ce nom véhicule un message qui correspond à une idée que la communauté sous examen développe de la forêt de son terroir. Les noms des forêts justifient aussi toutes les pratiques culturelles de la préservation de la forêt à Mayoko-Kwilu.

A Mayoko-Kwilu, chaque forêt a un nom derrière lequel se profile un continuum culturel. Dans la forêt de Mayoko-Kwilu, on retrouve, outre des plantes médicinales et alimentaires, des plantes totémiques ainsi que différentes espèces animales.

Les noms des forêts véhiculent les messages, par exemple, des :

- pratiques culturelles de la préservation de la forêt à Mayoko-Kwilu ;

- entretiens des relations avec les éléments de la nature ;

- caractéristiques dangereuses des eaux de la rivière, de la forêt profonde, de la noyade, de la foudre, de la mort, etc. Par exemple, il est strictement interdit à quiconque de construire un village, une école ou un hôpital au bord de la rivière Kwilu.

- histoires des personnages, des événements, des précisions qui servent de témoignages (c'étaient des vaillants guerriers) à

ceux qui mènent des actions pour le développement. Bien que déjà décédés, les personnages servent de témoins, surtout en temps, des conflits forestiers. A partir du nom du personnage, on retrace la généalogie. Ils peuvent servir aussi des repères dans le temps et dans l'espace.

- donnent une réalité que quiconque ne saura détecter, s'il n'entre pas à l'intérieur. Autrement dit, à partir du seul nom de la forêt, on peut comprendre l'état nutritionnel d'une population au sein de ce village. Il constitue un cri d'alarme. Une forêt de famine, une forêt stérile signifie une forêt dans laquelle la récolte ne donne pas. Et qu'au sein d'une telle population, on peut enregistrer des carences alimentaires ;

- Tous ces détails ne sont pas inutiles. Ils véhiculent tout un message. Dans le comportement de tous les jours, lorsqu'il faut défricher les champs, faire la pêche, la chasse, la cueillette, le ramassage. Il va falloir tenir compte des limites des forêts ;

- La fonction sociale de forêt sacrée ou de cours d'eau sacré : ces eaux guérissent les plaies, les convulsions, la gale, l'épilepsie, la stérilité ; la forêt des feuilles (racines, lianes, arbres) médicaments, qui signifie la forêt dans laquelle on peut cueillir les feuilles (racines, lianes, arbres) qui servent de médicaments. Ici, nous avons un cliché des membres du village qui savent se soigner. *Musul a nkaa yaa* (forêt des alentours du village ; forêt poubelle) : les aînés ne consomment pas leurs poissons, champignons, chenilles, légumes, etc.

Lorsque l'on balaye la cour, toute la saleté est évacuée dans les alentours du village. Les installations hygiéniques sont construites à ses environs. Dans la langue de l'interlocuteur, cet endroit s'appelle *yaa*. Cependant, tout ce qui pousse tout autour est

qualifié de sale et de non comestible. Seuls les petits enfants en consomment.

Kisalwu (sacré), c'est le cimetière (masiami). Le lieu où les ancêtres reposent.

- Les désignations des forêts font allusion aux animaux tels que *musul a ngo* ; quelques espèces se voient investies des valeurs symboliques et quelques pouvoirs leur sont attribués. Le léopard est un animal symbolique en milieu yansi. Il représente la force. Le léopard est le symbole du pouvoir.

- La pêche des crevettes est une activité purement féminine ; un élément très important pour les ONG, dans la division du travail de cette communauté.

Mbieh mpoh : *Mpoh* : un poisson très respecté et très protégé à Mayoko-Kwilu. Il habite à la source de cours d'eau. Selon la conception de la population de Mayoko-Kwilu, toutes les eaux des sources sont dans le ventre du poisson *mpoh*. Ainsi, il est chargé de tabou. *Nos cours d'eau ont survécu grâce à cet interdit. C'est un poisson sacré.*

Le hibou : « le hibou qui habitait dans le nkassing de mon coin était surnommé Linesi. Surtout du fait qu'il habitait à la ferme, il n'avait pas peur de la nuit.

Un fait important que nous avons remarqué sur le terrain : dans les représentations de la population de Mayoko-Kwilu, tous ceux qui habitent à la ferme sont des sorciers. Ils sont assimilés aux êtres de la forêt qui n'ont pas peur de la nuit, ni des arbres.

Musul a mimaan : forêt des chenilles au goût de vin de palme. Un extrait important pour les ONG de conservation de la forêt.

Champignons comestible et non-comestible. Dans les représentations populaires des membres du village Mayoko-Kwilu, ils véhiculent les maladies comme les maux des oreilles et les maux de la dent. De ce fait, il est strictement interdit de les consommer.

Keu (mukubi) : la feuille *keu (mukubi)* est un légume et un ingrédient naturel et aromatique qui se trouve en grand nombre dans cette forêt. Ses feuilles sont ramassées dans la nature par les jeunes filles et les femmes. Encore une preuve de division du travail. Il y en a sous la forme de légumes, de champignons, de grains, de racines ou d'écorces d'arbres.

Nkaa kuu : à un stade évolué, ces légumes cessent d'être comestibles et se transforment en feuilles appelées *nkaa kuu*, qui servent aux multiples usages, notamment : la couverture de la toiture (*yeing*) d'une maison et la fabrication d'une natte (*litoko*), qui sert à couvrir les maniocs sur l'étalage externe (*mutalaka ou kisa*) et pour s'asseoir.

Nkaathie : les feuilles de rotins (*nzwin*), utiles pour la cuisson de la nourriture. Dans la communauté Yansi de Mayoko-Kwilu, les feuilles « maranthacées) appelées *nkaathie* équivalent aux assiettes.

Totem : dans l'imaginaire collectif de la population de Mayoko-Kwilu, la forêt est considérée comme leur oncle, par rapport au totem qui garde la forêt. Ces animaux et ces plantes totems ne doivent pas être abattus. Ils sont préservés car ils sont considérés comme des humains.

Clan : le clan qui constitue la communauté de Mayoko-Kwilu a, chacun, une forêt qui l'identifie.

Ce que l'on peut retenir, en définitive, de cette description est que les clans, les totems, les feuilles ou plantes, les champignons, les fruits, les animaux, les sauterelles, les chenilles, les poissons, les oiseaux, etc., constituent la vision du monde de la gestion des forêts de la population de Mayoko-Kwilu.

Bibliographie

- ANTANG, 2009, Gestion du patrimoine foncier par les Pygmées Baka du sud-est Cameroun : analyse de la typologie des espaces et des modes d'usage, in *Revue Africaine des Peuples Autochtones (RAPA)*, Vol. I, Kinshasa.
- Brisson, G., 2004, la capture du sauvage. Les transformations de la forêt dans l'imaginaire québécois : le cas d'Anticosti. Thèse de doctorat, Faculté des études supérieures, Université Laval, Québec.
- Dounias, Le symbolisme des animaux. L'animal clef de voûte de la relation entre l'homme et la nature ? Ed. IRD, Paris, 2007.
- Lapika, 2009, « La perception du patrimoine foncier chez les peuples autochtones », in *Revue Africaine des Peuples Autochtones (RAPA)*, Vol. I, Kinshasa.
- Lévi-Strauss, 1955, *Tristes Tropiques*, Presses Pockets, Paris.
- MASAKI, 2009, la toponymie, un repère pour appréhender des écosystèmes locaux ? Cas de la toponymie Suku de Feshi, in *Revue Africaine des Peuples Autochtones (RAPA)*, Vol. I, Kinshasa.
- MARIANNE NGUENA KANA, 2017, « Les forêts en Afrique centrale, un mode de gestion pacifiée, » in *Analyses ETOPIA*, Septembre.
- MARYANNE GRIEG-GRAN, STEVE BASS, FRANCESCA BOOKER et

- MIKE DAY, 2015, Le rôle des forêts dans la transformation vers une économie verte en Afrique, PNUE.
- Mukundila, *Le pagne africain et sa symbolique*, éd. L'Harmattan, Paris, 2015.
- YEMWENI et BISAMBU, « Les causes générales de la déforestation », in *Revue Africaine des Peuples Autochtones* (RAPA), Vol. I, Kinshasa, 2009

LES CONFERENCES

Avril 2018 : « L'impact économique et social des conflits sur les femmes congolaises ».

(UNIKIN), l'ONG belge Broederlijk Delen (BD) et Réseau Organisation des Droits Humains et d'Education Civique d'Inspiration Chrétienne (RODHECIC)

Le 26 avril 2018, le Département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa (UNIKIN), en collaboration avec et son partenaire Réseau Organisation des Droits Humains et d'Education Civique d'Inspiration Chrétienne (RODHECIC), ont organisé une conférence-débat qui avait comme thème « L'impact économique et social des conflits sur les femmes congolaises ».

Ce thème provenait du constat d'une pénurie généralisée des biens de première nécessité dont une des causes se situe dans les conflits armés, particulièrement dans les régions extrêmement touchées par l'insécurité comme les Kasai, les nord et sud Kivu et les milieux urbains comme la ville de Kinshasa. Cette situation a eu un grand impact sur les initiatives de la population locale, en particulier sur les activités économiques et sociales des femmes. Elles sont, comme cela a souvent été remarqué, les productrices des biens de consommation dont dépendent une grande partie de la population.

La conférence a eu lieu de 10h à 13h à l'Université de Kinshasa, dans la salle de conférences de la Chaire de Dynamique Sociale (CDS). Il y avait environ une soixantaine des participants. Ce public était composé des enseignants, des chercheurs, des praticiens et des représentants des différentes organisations de la coopération au développement, des professionnels de la santé, de

la justice, des médias et surtout des étudiants. Ces derniers étaient en grand nombre.

Après la lecture du programme de la journée, *le Modérateur, le Professeur Basile Osokonda* donna la parole au chef de département, *le Professeur Placide Mumbembele pour l'ouverture de la conférence*. Le Chef de département dans son mot d'ouverture s'est appesanti sur deux points essentiels, à savoir : les difficultés que rencontrent les femmes dans leurs activités quotidiennes et l'importance des échanges entre le monde académique et les associations de terrain.

Dans son speech, le Professeur Mumbembele a fait remarquer que les conflits et l'insécurité causent beaucoup de traumatismes aux femmes. Celles-ci n'ont aucune protection et pourtant elles jouent un rôle remarquable dans la marche de la société congolaise. Dans son cycle des conférences, c'est la deuxième fois que le département d'Anthropologie consacre ce thème à la femme. L'objectif est de mettre sur la carte les rôles qu'elle joue au sein de la société congolaise et l'impact des conflits de différentes natures dont elle sort souvent victime.

Ensuite, il souligna qu'il est important d'avoir un cadre au sein duquel peuvent être mieux appréhendées les recherches en sciences sociales, notamment en anthropologie et tous les enjeux que représente cette discipline pour un développement intégré. Elle ne constitue pas qu'une théorie mais implique aussi le savoir et le savoir-faire. Les objectifs poursuivis par ces échanges, c'est de faciliter une meilleure compréhension des faits de notre société, créer un pont, un cadre de collaboration entre le monde académique (réputé fermé sur lui-même) et les associations de terrain, créer une banque de données audio-visuelles pour l'enseignement.

Ce mot d'ouverture fut suivi par *la présentation des programmes de BD en Rd Congo, par sa représentante nationale, Madame Monique Van Meegeren*. Elle a introduit sa présentation en créant une interaction avec le public, en projetant sur l'écran une photo et en demandant aux participants de l'interpréter. L'image montrait des hommes à pieds poussant un vélo à travers une route boueuse de terre rouge. Sur le vélo était attachée une grande charge. Il s'agissait, suivant l'interprétation d'un participant des *Bayanda* ; nom donné au Kasai central aux cyclistes piétons qui font des milliers de kilomètres pour transporter de la marchandise des villages vers les villes. Ils se sont substitués aux camions qui ne vont plus chercher de la marchandise à l'intérieur du pays à cause du mauvais état des routes.

Après cette séquence, Madame van Meegeren loua d'abord la participation à cette conférence des étudiantes et étudiants qu'elle considère comme une génération en apprentissage. Ensuite elle présenta Broederlijk Delen, une Organisation Non-Gouvernementale belge active en RDC depuis 1961. BD accompagne des familles agricoles, notamment dans les provinces de Kwilu et du Kasai Oriental pour l'augmentation de leur revenu. Elle investit dans l'économie locale et dans une société civile combattive, en promouvant une agriculture familiale grâce à l'accès à des semences améliorées, l'entreprenariat rural, la commercialisation et la diversification des activités génératrices de revenu ; le renforcement des organisations de base par l'éducation à la défense des droits. La collaboration a toujours été recherchée au niveau aussi bien local, provincial que national.

Elle a relevé par après la présentation de BD, les axes, les défis et les opportunités autour desquels se réalisent les activités de cette ONG.

Au sujet des axes, BD met l'accent sur l'augmentation de la productivité agricole d'une façon durable, l'assurer de la

commercialisation des produits agricoles des ménages par les OPS, la mise en œuvre des activités génératrices de revenus, l'accompagnement des OPS pour qu'elles deviennent performantes et autonomes, le renforcement de la participation des femmes et des jeunes filles au programme et l'assurance des actions de citoyenneté, de plaidoyer et de lobbying.

Quant aux défis, les difficultés auxquelles est confrontée la réalisation des activités sont entre autres l'instabilité politique et insécurité, le faible investissement dans l'agriculture familiale, le manque d'infrastructures, l'accaparement des terres, l'analphabétisme, ainsi que le faible taux de participation des femmes.

Par la suite suivirent deux conférences portant respectivement sur *Le rôle des femmes dans la production des biens de consommation* par madame Ingrid Mulamba Feza, doctorante en sociologie (UNIKIN) et *L'impact économique des conflits sur les femmes* par madame Marceline Kisita (point focal RODHECIC).

Dans sa communication sur le rôle de la femme dans la production des biens de consommation, Madame Mulamba Feza a relevé le caractère controversé du statut et rôle que la femme remplit dans les contextes bien divers (au pouvoir, dans le foyer, dans le commerce, etc.) par rapport aux approches et problématiques développées autour de sa personne. Elle a soutenu que la différence de sexes, qui existe dans toutes les sociétés, est toujours en défaveur de la femme.

'Les contraintes culturelles'

Son argumentation fut axée sur cinq points : dans la production des biens, la femme a été enfermée dans une sorte de carcan suite au contexte de crise et de pauvreté, des conflits

(conflits armés, fonciers ou familiaux) ; dans son implication pour cette production, la femme s'est révélée active dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration de fortune (93%), dans l'agro-alimentaire (85%), dans la couture et la vente de biens de détails (70%); dans la réalisation de sa production, elle a joué un triple rôle, reproductif dans sa responsabilité de la procréation, productif dans le maintien de la survie du ménage (débutant tôt ses activités, déjà vers 4h du matin, et les achevant bien tard, vers 23h), communicatif dans le souci d'entretenir essentiellement sa clientèle. L'impact économique et social de l'activité de la femme se bute souvent : au cercle familial, au budget auquel elle contribue, à la sécurité physique et matérielle ; elle est parfois victime de gangstérisme, de viols ou d'autres formes de violences. Dans la perspective de rééquilibrage, la femme, constitue la cheville ouvrière du secteur informel.

En conclusion, la conférencière a relevé le fait que la femme soit productrice de revenu n'est pas synonyme de son autonomisation économique. Aussi devrait-elle se préoccuper de sa formation et de son éducation pour concourir à la reconversion de mentalités.

Cette conférence fut aussitôt été suivie de la projection d'une vidéo enregistrée par BD sur une femme à Kinshasa :

Astrid est vendeuse de jus dans une boutique. Mais elle a été victime d'une agression par une bande de "Kuluna". Ils lui ont ravi une bonne partie de son fonds de commerce avec lequel elle pourvoyait à la subsistance de la famille (frais d'études de ses frères et sœurs cadets, ration alimentaire, ...).

Pour faire face à cette situation, elle devait recommencer, en recourant à des prêts d'argent dont elle recueillait les bénéfices et remonter tant soit peu ses activités.

Ensuite il y a eu la présentation faite par Madame Marceline Kisita, sur *l'impact économique des conflits sur les femmes*.
Expérience de RODHECIC

Son exposé a porté sur deux points: la présentation du Rodhecic et son propre récit de vie.

Rodhecic est une plate-forme d'ONG qui a pour objectifs :
La promotion des droits humains en RDC et l'exécution des projets dans le domaine de l'éducation civique et électorale.

Les activités de ce réseau sont la production et la publication des dossiers de presse, la production d'outils de formation et de sensibilisation sur l'éducation civique et électorale, l'élaboration du feuillet *Femme Debout* et *Biso Basi*, la production des rapports de monitoring sur les droits économiques et sociaux, l'élaboration des modules de formation sur les droits des paysannes et paysans.

« Le conflit est un choc »

Elle a défini le conflit comme un choc, une lutte ou une mésentente qui entraîne des violences et des escalades destructrices. Le conflit est inhérent à la nature humaine. Les communautés entières subissent les affres des conflits armés. La femme et la jeune fille, vu leur sexe et leur statut sont souvent des victimes. Mais les conflits peuvent parfois se révéler nécessaires au changement dans la société, dans le sens où ils peuvent faire évoluer, d'une certaine mesure, la société.

Elle enchaina cette argumentation avec son expérience personnelle, du gain qu'elle a su tirer des formations à des activités génératrices de revenus que le Rodhecic a pu apporter aux femmes du Congo lors des crises politiques et des conflits socio-économiques que le Congo a connus au cours de la décennie 1990 ;

particulièrement les pillages de 1991 et 1993. C'est durant cette période de crise, lorsque son mari perdit son emploi, qu'elle s'est mise à développer des activités pour survivre aux besoins de son ménage.

Comme conclusion, elle donna quelques recommandations dans le sens d'une interpellation d'abord à la femme ou la jeune fille à savoir jouer effectivement et efficacement son rôle pour la survie et le bonheur de la famille, ensuite à l'homme ou au jeune garçon à reconnaître les qualités et le rôle de la femme et de la jeune fille en famille, et enfin aux décideurs politiques à apprendre à éviter les conflits, sinon à les gérer pour le bien-être de la population. Car, si les conflits sont inhérents à la nature de l'homme sur terre, l'essentiel est de savoir les résoudre pour favoriser le retour de la paix au sein de la communauté, au sein de la famille.

Sa présentation fut suivie de deux vidéos des témoignages de deux femmes appartenant à des aires géographiques différentes de la RDC, le Kasaï et le Kivu. Ces témoignages relèvent les situations dont ces femmes ont été victimes et à qui les ONG précitées ont témoigné de la sollicitude.

« *J'ai tout perdu* » (Une femme de Kabeya-Kamuanga)

Aux Kasaï, un conflit désormais nommé le phénomène Kamuena Nsapu, a durant une année créé une terreur généralisée dans la population.

A Kabeya-Kamuanga une femme, agricultrice, fut une des milliers des victimes. Elle aussi avait fui les violences pour se cacher dans la forêt. Son mari fut tué. Ses enfants aussi. A son retour, elle avait tout perdu. Elle quitta son milieu de vie pour vivre près de sa parenté et recommencer ses activités agricoles. Pour sa réinsertion, elle bénéficia d'une assistance en équipements du BD

(bâche, semences agricoles et matériels aratoires) pour monter sa petite activité agricole.

« Le conflit est vraiment une mauvaise choses » (Une femme du Kivu)

Elle était chef d'avenue et plaidait contre les abus commis sur gens pour qui était responsable. Lorsque le chef de son quartier fut assassiné, elle fut rendue responsable de ce meurtre et fut emprisonnée durant presque une année.

A son retour de la prison, elle avait tout perdu. Tous ses biens, y compris sa maison, avaient été vendus pour sa libération. Les personnes qu'elle encadrait étaient dispersées. Les enfants sont restés deux ans sans aller à l'école. Elle a des difficultés pour payer les minervaux, et pour les nourrir.

Cette situation a affecté sa vie personnelle: elle a perdu sa réputation, vie dans l'anxiété que quelque chose lui arrive à elle ou à son mari.

Les vidéos furent commentées par le professeur Nkumu Frey, enseignant au département d'Anthropologie et Député National originaire de la Province du Kwilu. Selon lui, les violences qui résultent des conflits font subir à la femme et à la jeune fille (pourtant point focal de l'activation du développement) des traumatismes considérables. Il en impute la responsabilité à l'Etat, c'est-à-dire aux dirigeants qui doivent s'occuper de la gestion du pays en évitant des guerres.

Il en appelle aux structures d'organisation sociale et caritative à accompagner la femme ou la jeune fille pour une bonne prise en charge (dans la construction de villages ou des maisons de passage, en lieu et place de routes, qui ne sont pas toujours moteur du développement), et à amener celle-ci à faire preuve de

responsabilité pour ne pas être perçue elle-même comme la cause de son malheur. Il insista aussi sur le changement des mentalités.

Débat

Après ce commentaire, un panel formé des intervenants précités (madame Ingrid Mulamba, madame Marcelline Kisita, professeur Nkumu Frey) auxquels s'était joint Maître Charis Basoko (chargé de plaider politique à RODHECIC) allait répondre aux questions de l'assistance dans un débat, dirigé par le Modérateur.

Voici en quelques questions :

Qu'est-ce que les conférenciers pensent de l'allégation généralement répandue, selon laquelle la femme ne devrait pas évoluer seule car cela l'exposerait à la catastrophe (à l'exemple de l'allégorie de la chèvre de Monsieur Séguin. Faute de n'avoir pas suivi les avertissements de son maître, elle se fit dévorer par un loup) ? Que pensent les conférenciers sur le fait que les organismes de micro finances devraient accorder des prêts à la femme pour assurer la pérennité de leurs activités ? Pourquoi ne pas avoir relevé dans les présentations le fait que la femme est aussi complice dans les cas de violences et agressions causées aux tiers par des bandes de "Kuluna", dans le sens que c'est elle que ces bandes utilisent pour inspecter sur les lieux d'opérations ou de la commission de leurs crimes et forfaits ? Comment plaider encore pour la femme quand elle-même est en outre complice de sa situation misérable (exemple dans les réactions de désapprobation qu'une mère, une belle-mère même, une sœur, voire les voisines, afficheraient à la vue d'un homme qui serait en train de réaliser des travaux domestiques réservés culturellement à la femme) ? Quel est le lien entre les différentes communications présentées au cours de cette conférence ? Pourquoi dire que la route ne constitue pas le moteur ou le cerveau du développement alors que l'importance ou la place

des routes dans le développement d'une région ou d'un pays est un moyen (cas, par exemple, de la Route Nationale n°1) qui permet l'évacuation des produits vers le centre urbain, ou même de la route que Madame Monique Van Meegeren a présentée dans une de ses diapositives et dont l'état laisse à désirer? Le conférencier auteur de ces affirmations ne devrait-il pas plutôt nuancer ?

Où est l'aspect de la protection juridique pour les femmes des restaurants de fortune ("Mamans Malewa") qui travaillent depuis 4 heures du matin jusqu'à plus tard, 23 heures par jour, alors que la législation du travail prévoit 8 heures de travail par jour ?

Voici, les réponses données par les panelistes :

Le Prof. Nkumu Frey a relevé qu'il a dit que la route n'est pas toujours un facteur de développement et non la route n'est pas un moteur de développement tel que le questionneur l'a suggéré. Par son assertion (la route n'est pas toujours un facteur de développement), il voulait montrer qu'on peut aussi exploiter les voies maritimes. Quant aux routes, elles devraient surtout profiter aux zones productives telles que l'ex-Province Orientale par rapport à la Province du Kongo-Central, axe "d'extravertisme" de l'économie congolaise. Ce qui peut expliquer qu'on trouve en RDC des routes là où "Il n'y a pas besoin de routes" et là où le besoin de routes se fait sentir, "on n'en trouve point".

En outre, la responsabilité d'entretenir la route ne revient pas qu'à l'Etat ; elle revient aussi aux paysans.

Quant à la situation sociale de la femme, il y a lieu de penser que le problème de la femme, c'est aussi la femme elle-même. A ce sujet, le Modérateur se mêla à la discussion en relevant que si l'on peut penser que la route n'est pas toujours un facteur de développement d'un pays, on ne peut pas imaginer le développement d'un pays sans routes !

De sa part, Madame Ingrid Mulamba Feza donna une réaction en rapport avec la fable de la chèvre de Monsieur Séguin. Pour elle, il y a lieu de relever que la femme est libre d'aspirer à l'épanouissement de sa personne. De plus, le fait que la femme se lance dans les activités génératrices de revenu est une question de la survie de la famille; le mari pouvant aussi être dépourvu de moyens.

Par rapport à la complicité de la femme dans sa victimisation, il y a lieu de reconnaître que la femme est tout aussi victime que sujette des situations de violences. Une thèse doctorale soutenue à l'Université de Kinshasa, avait porté sur les dilemmes socio-économiques de la femme. A propos des tâches domestiques autrefois réservées à la femme, un homme au ménage peut tout aussi bien le faire. Il le ferait pour le bien de sa famille, pour son harmonie, et même en sa qualité de l'autre moitié de la femme. La femme congolaise a de plus en plus de l'estime envers elle-même en tant que femme. Elle est néanmoins appelée à développer ses capacités par des formations dans des approches culturelles et ce, en lui fournissant du matériel, de l'outil nécessaire.

Quant à l'aspect de la protection sociale de la femme, vu qu'elle travaille durement et trop longtemps, il existe en RDC une politique de protection sociale, même si certains cas ne sont pas encore suivis scrupuleusement (cas de Mutuelle de santé, etc.). Mais dans les entreprises, cela est de plus en plus suivi. Il appartient toutefois au Gouvernement de s'y mettre et de compléter cet arsenal à l'aide des travaux des assemblées délibérantes

Pour Madame Marceline Kisita, par rapport à l'approche genre et suivant l'intégration genre, si l'homme aime son épouse, ses enfants, sa famille, il ne devrait éprouver aucune gêne à laver la vaisselle de sa maison.

Pour Monsieur Charis Basoko, à la préoccupation de savoir qui empêche à la femme de s'émanciper, l'on peut bien voir que cette préoccupation concerne autant les hommes que les femmes. L'on ne devrait pas privilégier la conception phallocratique. Par exemple, l'homme qui est gêné de faire la vaisselle dans sa maison parce qu'il est en Afrique, au Congo ; que ferait-il alors dans le cas où il pourrait se trouver dans un autre environnement (Europe, ...) ?

Remerciements et Clôture de la conférence

Le débat s'annonçait houleux et risquait de déborder le cadre et temps impartis à la conférence. C'est ainsi que le modérateur invita la professeure Julie Ndaya, Coordinatrice des Conférences, à donner le mot de remerciement. Elle a remercié tous les participants d'avoir consacré leur temps à cette activité qui marque l'établissement des connections nécessaires entre le monde académique et les associations de terrain. Elle remercia particulièrement l'organisation Broederlijk Delen, en la personne de sa représentante au Congo, Monique van Meegeren pour la bonne collaboration et à travers elle le Chargé des programmes pour le Congo Luk Verbeke pour avoir créé la connexion.

Elle remercia aussi particulièrement les conférenciers, les autorités académiques, décanales et départementales, et en particulier les membres de COCA (Comité d'Organisation des Conférences au département d'Anthropologie) pour leur engagement inconditionnel.

Clôture

Le Vice-Doyen chargé de la Recherche à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives, le Professeur François Palama a clôturé la conférence. Dans son mot de clôture,

il a félicité le Département d'Anthropologie pour l'activité ainsi organisée et encouragé à continuer.

Il a tenu à signaler que le Département d'Anthropologie regorge de plus d'enseignants femmes que d'hommes. Cette discipline constitue pour sa part une discipline ignorée du public congolais. Toutefois, ce Département demeure l'un de ceux les plus visités par des chercheurs étrangers ; d'où la nécessité d'une diffusion large de l'information à ce propos, en vue de recueillir une adhésion importante au sein de notre jeunesse.

En Bref

Les interventions ont confirmé les termes de référence de la conférence, suivant lesquelles la femme a un grand rôle dans la production des biens de consommation mais qu'il y a beaucoup de facteurs qui vulnérabilisent la majorité de femme congolaise (déficit de l'éducation; l'inaccessibilité au crédit et les conflits. Les différents conflits qui ont lieu en RDC ont des conséquences néfastes sur les femmes congolaises. Et l'application des instruments juridiques tant nationaux qu'internationaux en faveur de la promotion du genre en RDC est insignifiante.

Il a été recommandé dans cette conférence, dans la ligne des autres organisées par le Département d'Anthropologie depuis presque quatre ans de développer et d'intensifier des synergies entre le monde académique et les ONG/acteurs de terrain pour concilier la théorie à la pratique. Ceci permet de s'ouvrir mutuellement les horizons et d'introduire les étudiants, la jeunesse d'avenir aux questions qui touchent au quotidien les Congolais.

ARTICLES DANS LES JOURNEAUX

UNIKIN: LE DÉPARTEMENT D'ANTHROPOLOGIE RÉFLÉCHIT SUR «L'IMPACT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES CONFLITS SUR LES FEMMES»

Paru dans Touteheure 3 mai 2018



L'ONG belge Broederlijk Delen et son partenaire congolais le Réseau des Organisation des Droits de l'Homme et Education civique (RODESIC) se sont associés au département d'Anthropologie de l'Université de Kinshasa pour animer une conférence sur l'impact socio-économique des conflits sur la femme en RDC, le 26 avril dernier dans la salle des conférences de la chaire de la chaire de la dynamique sociale du campus universitaire.

Monique Van Meegeren, représentante pays de l'ONG belge Broederlijk Delen (BD) présente en RDC depuis 1961 est passé la première à la tribune. Elle a exposé sur différents programmes implémentés en RDC pour sortir du cycle de pauvreté. Il s'agit de l'appui à agriculture familiale : apport en

intrants et encadrement des producteurs en techniques culturales, commercialisation de la production agricole et défense des droits des producteurs.

L'ONG qui œuvre au Kasai, au Kwilu a apporté des témoignages édifiants sur le rôle de plus en plus émergent de la femme dans l'organisation économique des familles depuis que le pays est entré, il y a 30, dans un cycle d'instabilité socio-économique. Pour elle, les guerres et troubles sociaux auxquels fait face actuellement le pays, impactent négativement sur le développement socio-économique de la femme. Malgré ce décor sombre, l'intervenante a conclu sur une note d'espoir au regard des opportunités qu'il faut capitaliser. Au nombre desquelles il faut citer les évolutions juridiques dans la pénalisation des crimes et violences faites à la femme ; les élections avenir peuvent être une occasion pour apaiser certaines tensions ethniques et communautaires en créant un climat de relance de l'économie.

Quant à Ingrid Mulamba, cadre scientifique de l'Université de Kinshasa, à côté de son traditionnel rôle de ménage, elle a décrit le rôle positif joué par la femme congolaise dans la production des biens de consommation: 90% de restaurants (dits malewa) sont tenus par les femmes. Les femmes sont impliquées dans la transformation de biens de première nécessité (production de savon, margarine, beurre, confiture, poissons salés...) et le petit commerce au marché et dans la rue (...) pour assurer la survie du foyer. Au village, c'est essentiellement la femme qui est l'actrice la plus impliquée dans la production des biens de première nécessité pour l'alimentation familiale (légumes, tubercules, petit élevage domestique...)... Le rôle que jouent les femmes comme productrices des biens de consommation, dont dépendent une grande partie de la population n'est plus à démontrer. L'oratrice a noté cependant que malgré son engagement économique, la femme reste socio culturellement marginalisée : victime de toutes sortes de violences au foyer et dans la société. Il y a, d'après elle, au

Congo une insuffisante protection de la femme et de ses activités. Cette situation a un grand impact sur ses activités économiques et sociales.

Le professeur NKUMU Frey, anthropologue et député de son état, a relevé quelques interrogations suscitées par les brillantes interventions qui prônaient notamment la réhabilitation des infrastructures routières comme la solution aux problèmes de la production agricole des femmes en milieu rural. Selon lui, à côté de la réhabilitation des infrastructures, il faut plutôt travailler pour le changement des mentalités. Il a noté, par exemple, que les belles pistes de la national N°1 dans le Kongo Central et le Bandundu n'ont pas apporté l'accroissement de la production agricole dans ces deux provinces et l'amélioration des conditions de vie. Au contraire, les populations riveraines sont toujours aussi pauvres incapables de profiter de cette situation pour tirer le maximum de profit pour commercialiser leurs productions. Si non comment justifier le fait que dans la plupart des villages le long de la nationale, il y a toujours autant de faim et de précarité, s'est-il interrogé ?

Le débat qui s'en est suivi était houleux, mais pour les organisateurs l'objectif de faciliter une meilleure compréhension de l'impact économique et social des conflits à travers des cas (témoignages) a été atteint. Pour le professeur Osokonda, qui assurait la police des débats, au-delà de sa valeur scientifique, cette activité visait aussi à créer un pont entre le monde académique et les acteurs de terrain.

<http://www.touteheure.com/unikin/>

DGDA : un montage de harcèlement sexuel pour étouffer un audit



Le Phare

Médecine traditionnelle: excès d'immoralité

EDITORIAL - 10700 du VÉNERABLE ZIKIKINDI
P.O. 2 010 FC à Kinshasa 1 010 FC République
ÉDITEUR - DIRECTEUR GÉNÉRAL: POLYDOR F. WUBOYEH WUBANGA
E-mail: info@lephareonline.net - Tél: 0424846150/0200
IMPRIMERIE: L'ÉTOILE BURUNDI - 2ème Avenue Bulding de 20 Ans Au Coté de Lukusa P 2302 Kinshasa Congo R.P. 2001 Kin 1. Kinshasa - 0025320100 P.O. - 2010 FC

Nouvelle mise en garde de l'Ensemble

Le 23 décembre 2018 : ligne rouge à ne pas franchir

Le ministre de l'Industrie encourage les innovations féminines en RDC

Selon la Majorité Présidentielle
Le sort du processus électoral est déjà scellé

Milgro Lait idéal pour toute la famille.

Riche en Vitamines, Calcium, Minéraux et Protéines

UNION INVEST

UNIKIN : conférence-débat sur l'impact social et économique des conflits sur la Congolaise

L'INFO, c'est sur www.lephareonline.net, votre site

2 Société

Faculté des Sciences sociales administratives et politiques de l'UNIKIN

Conférence «débat» sur l'impact social et économique des conflits sur la congolaise

En collaboration avec l'Onp belge Broederlijk et le Rodheic (réseau d'organisation des droits humains et d'éducation civique d'inspiration chrétienne), le département d'Anthropologie de la faculté des Sciences Sociales administratives et politiques de l'Université de Kinshasa a organisé, hier jeudi 27 avril 2018, dans la salle de conférence de la Chaire de Dynamique Sociale de l'Unik, une conférence-débat autour du thème «l'impact économique et social des conflits sur les femmes congolaises». Des exposés sur le rôle de la femme, la production des biens de consommation en RDC ainsi que sur l'impact économique et social des conflits sur les femmes congolaises ont été au cœur de cette rencontre qui a été sanctionnée par la remise des pagnes et paniers aux personnes qui ont œuvré pour la réussite de cette rencontre scientifique.

De ces exposés et débats, il est ressorti que la femme constitue la cheville ouvrière du secteur informel et se bat pour nourrir la famille. En République Démocratique du Congo, la femme demeure incomprise et marginalisée. Cette femme est corrompue à savoir pour son efficacité et efficacement et efficacement pour le bonheur de la famille. Que l'homme reconnaisse les qualités indispensables contenues dans la femme et la jeune fille.

Chef du département d'Anthropologie, le professeur Placide Mumbembele a, dans son mot de bienvenue, précisé que cette conférence était la deuxième autour de la

femme organisée, par son département. Ce rendez-vous, qui est désormais annuel, a permis, sur des thématiques diverses, de rassembler des enseignants, chercheurs, professionnels ainsi que des étudiants pour des échanges et dialogues constructifs permettant une meilleure appréhension de l'anthropologie ainsi que ses principaux enjeux et défis. Les lacunes de nos connaissances apparaissent tellement nombreuses que s'impose une anthropologie qui ne se limite plus aux grandes théories mais à l'heure du savoir et savoir faire.

La participation au «débat» autour du thème «l'impact économique et social des conflits sur les femmes congolaises» a été riche. L'hostilité de tout ce qui entend cantonner son activité dans le pur domaine de sa discipline. Il est ici question de développer un point de vue différent et mettre en évidence la pertinence du regard classique de l'Anthropologie pour l'analyse de sa propre société. Non pas parce qu'il aurait une leçon à tirer mais parce que la prise en considération de la raison anthropologique se relève pertinente pour appréhender les réalités domestiques de plusieurs manières.

Pour cela, il est important de mettre l'accent sur l'anthropologie de l'actualité au sens où le regard de l'anthropologue semble plus approprié que celui des spécialistes d'autres disciplines pour saisir le ressort d'un monde apparemment régi, de façon croissante, par des causes pour des ressorts économiques mais au sein duquel le culturel et social dominent.

Daucuns peuvent se poser la question du pourquoi de cette conférence. Mais, une chose à retenir, selon le professeur Placide Mumbembele, est

que l'initiative est venue du constat fait par plusieurs observateurs selon lequel l'économie congolaise est minée. Elle est caractérisée par une pénurie généralisée des biens de première nécessité. Et, l'une des causes de cette pénurie s'est située dans les conflits de différentes natures.

Cette situation a un grand impact sur les initiatives de la population locale en général et en particulier sur les activités économiques et sociales des femmes. Le rôle que la femme comme productrice des biens de consommation, dont dépend une grande partie de la population «congolaise», n'est plus à démontrer. Mais, à cause des conflits, ces femmes sont traumatisées. Confrontées à l'insécurité, ces femmes mettent fin à leurs activités ou sont dans l'incapacité de les exercer.

Pour sa part, l'ONG belge Broederlijk s'est dite confrontée à certains défis dans l'atteinte de ses objectifs. Il s'agit de l'instabilité politique et l'insécurité dans certaines parties de la République, un faible investissement dans l'agriculture familiale en RDC ainsi que le manque des infrastructures, etc. Cependant, elle est en face des opportunités qui sont l'organisation très prochainement des élections ainsi que la mise en place de la décentralisation.

Précédant à la clôture des travaux, le vice-recteur en charge de la recherche, s'est réjoui du fait que c'est le département d'anthropologie, bien que petit au sein d'une petite faculté, qui regorge le plus grand nombre des professeurs femmes. Avec moins d'étudiants, ce département est le plus fréquenté par des étrangers et rien ne se fait sans que l'homme ne soit mis au centre.

Yves Kadima

Médecine traditionnelle : excès d'immoralité

Une jeune mariée est sortie furieuse de sa parcelle pour chasser un «sketch» (petite voiture), stationné devant l'entrée et faisant la publicité des produits thérapeutiques de la pharmacopée traditionnelle. Des propos diffusés par les haut-parleurs de la voiture étaient à la base de la furie constatée chez la jeune femme. En effet, alors qu'à peine mariée, son mari recevait la belle famille au salon, les haut-parleurs de la pharmacopée traditionnelle se sont mis à répandre en Lingala des annonces pornographiques vantant des vertus aphrodisiaques de produits traditionnels. Cela de manière crue et sans détours «pour des hommes en panne et des femmes incapables...». Au dessus de la petite voiture, un jeune homme et une jeune dame exhibaient à tour de rôle les produits vantés.

En outre, la publicité affirmait que même des règles douloureuses ou qui ne cessaient de couler depuis des mois avaient désormais une solution là, sur place. Toutefois, elle conseillait aux femmes qui en souffraient et qui se soignaient à l'aide des produits de la médecine moderne de cesser de les prendre pendant seulement deux heures et de venir après expérimenter ceux de la médecine traditionnelle, plus sûrs. Les vertus pour une maternité facile et la façon d'y parvenir tenaient évidemment le haut du pavé, à tel point que tous le monde s'est enjéré à la fini par se rendre et à

peine d'une femme pour chasser ces intrus grossiers. Cette scène, qui s'est déroulée à Linaïté, Kinshasa constitue désormais le lot quotidien de tous les Kinshas, en particulier et de tous les Congolais en général. En effet, il suffit de circuler sur les routes de la capitale pour suivre des propos semblables du même genre. Des radios et télévisions sont mises à contribution sans que les ministères de la Santé et de la Justice, l'Ordre des Médecins, l'Ordre des Pharmaciens et le Conseil Supérieur de l'Audio-visuel et de la Communication (CSAV) n'aient essayé de faire valoir leur voix et continuer à pratiquer la politique de l'autruche. Des pancartes et divers panneaux font cette publicité pornographique aux coins des rues. Pendant ce temps, des milliers de citoyens Congolais tombent entre les mains des charlatans dont les pratiques thérapeutiques ne sont pas contrôlées.

La médecine traditionnelle devenue galeuvée

Ces publicités sur des produits pharmaceutiques ou thérapeutiques sont tout de même régies par la loi. Pourquoi les diverses autorités en la matière ferment-elles les yeux sur ce fléau ? Alors que nombre de victimes sont déjà tombées et enterrées. Qui ignore qu'au début du SIDA, des escrocs se sont enrichis sur l'ignorance des malades en prétendant avoir trouvé des produits traditionnels aux vertus thérapeutiques ? Les autorités concernées sont interpellées et appelées à jouer leur rôle pour protéger les familles contre cette publicité outrancière contre la famille, qui se trouve être la première richesse d'une nation.

SAKAZ

Le Phare N°6793

VENDREDI 27/04/2018

Voici le premier numéro du CARREFOUR CONGOLAIS, la revue de COPRAME, un centre (en création) des recherches pragmatiques qui se donne comme défis de créer une base de collaboration entre des différents acteurs engagés dans les pratiques qui permettent l'amélioration des conditions de vie des Congolais: les chercheurs, les décideurs des programmes nationaux et internationaux de développement, les entrepreneurs et les spécialistes des médias. Jusqu'aujourd'hui, ces différents mondes qui existent au Congo travaillent en îlot.

Et pourtant, le plus grand obstacle au progrès d'un pays c'est l'isolation des uns et des autres. Une stratégie trans-sectorielle est un outil au service des programmes d'un développement ancré. Les résultats des recherches empiriques bien documentées corroborent à l'élaboration des programmes d'amélioration de la vie sociale de la population, dans le respect de son identité et de sa diversité sur l'ensemble du territoire national. Notre but est de rendre les interconnexions possibles. L'objectif est d'arriver à ce que la politique soit sensible aux droits de la population, suivant les textes légaux, pour un changement qui est un passage d'une société des privilèges à une société des droits.

C'est dans cet ordre d'idée que le prochain numéro du CARREFOUR aura comme thème *LA VIE QUOTIDIENNE DES CONGOLAIS*. Cette expression revient régulièrement dans les discours politiques. Mais c'est quoi ce quotidien des Congolais?

Dans l'appel à contribution, il sera demandé aux contributeurs de présenter leurs propositions d'articles, dans la ligne des normes de la Revue. Elle privilégie les données qualitatives.